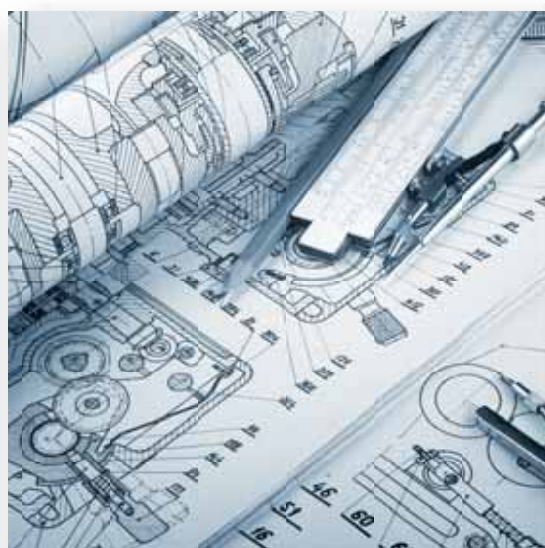
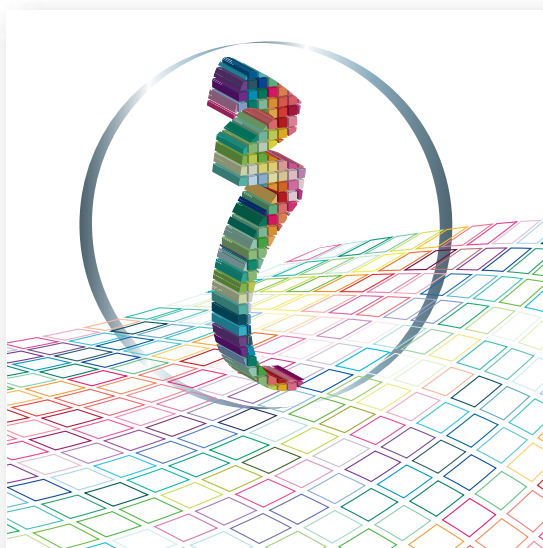




OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013





Route de Nouasseur 114, Km 9 500
BP 8072 Casa - Oasis - Casablanca
www.ompic.ma

RAPPORT D'ACTIVITÉ **2013**





SOMMAIRE

FAITS MARQUANTS ET CHIFFRES CLES 2013	06
BREVETS D'INVENTION	11
I. ACTIVITES DE DEPOT	12
1. DEPOTS DE BREVETS D'INVENTION	12
2. DEPOTS DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE MAROCAINE	12
3. DEPOTS DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE ETRANGERE	13
A. Analyse des dépôts d'origine étrangère selon la voie de dépôt	13
B. Evolution des dépôts de brevets d'invention d'origine étrangère pour les 10 principaux pays déposants de l'année 2013	13
4. REPARTITION DES DEPOTS DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE MAROCAINE PAR DOMAINE TECHNOLOGIQUE	14
5. DEPOTS A L'INTERNATIONAL DES DEMANDES DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE MAROCAINE SELON LE PCT	14
6. OPERATIONS POSTERIEURES	15
II. RAPPORT DE RECHERCHE ET OPINION ECRITE SUR LA BREVETABILITE	15
SIGNES DISTINCTIFS	17
I. MARQUES	18
1. DEPOTS SELON LES VOIES NATIONALE ET INTERNATIONALE	18
A. Demandes d'enregistrement	18
a. Evolution des dépôts	18
b. Répartition par nature de déposants (voie nationale)	18
c. Répartition par type de marque	18
d. Répartition régionale des demandes d'origine marocaine	19
e. Les dix premières classes les plus désignées dans les demandes d'origine marocaine	19
f. Top 10 des pays des déposants étrangers (voies nationale et internationale)	19
B. Renouvellements	19
a. Evolution des renouvellements	19
b. Répartition par origine de dépôt	20
c. Les dix premières classes les plus désignées dans les renouvellements d'origine marocaine	20

2. DEPOTS SELON LA VOIE INTERNATIONALE	20
A. Maroc pays d'origine	20
a. Evolution des demandes d'enregistrement	20
b. Répartition par classe désignée	20
c. Evolution des désignations postérieures	20
d. Evolution des renouvellements	20
B. Maroc pays designe	21
a. Evolution des demandes d'enregistrement	21
b. Evolution des désignations postérieures	21
c. Evolution des renouvellements	21
II. OPPOSITIONS	21
1. EVOLUTION DES OPPOSITIONS	21
2. DECISIONS RENDUES PAR L'OMPIC	22
III. DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS	22
1. DEPOTS SELON LES VOIES NATIONALE ET INTERNATIONALE	22
A. Demandes d'enregistrement	22
a. Evolution des dépôts	22
b. Répartition régionale	22
c. Répartition par pays des déposants étrangers (voies national+international)	22
B. Renouvellements	22
2. DEPOTS SELON LA VOIE INTERNATIONALE	23
A. Demandes d'enregistrement	23
B. Renouvellements	23
IV. INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET APPELLATIONS D'ORIGINE	23
V. NOMS COMMERCIAUX RELATIFS AUX INTENTIONS DE CREATION D'ENTREPRISES	23
1. EVOLUTION DES INTENTIONS DE CREATION D'ENTREPRISES	23
2. REPARTITION PAR FORME JURIDIQUE	24
3. REPARTITION SECTORIELLE	24
REGISTRE CENTRAL DU COMMERCE	25
ENTREPRISES (PERSONNES MORALES)	26
I. CREATIONS	26
a. Répartition régionale	26
b. Répartition par forme juridique	26
c. Répartition sectorielle	26
d. Répartition des nouvelles créations par région et secteur d'activité	27
II. MODIFICATIONS	27
ENTREPRISES (PERSONNES PHYSIQUES)	28
I. CREATIONS	28
a. Répartition régionale	28
b. Répartition sectorielle	28
C. Répartition des nouvelles créations des personnes physiques par région et secteur d'activité	29

II. MODIFICATIONS	29
CENTRALISATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES	29
ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT ET DE FORMATION ET SERVICES D'INFORMATION	31
I. ENVIRONNEMENT JURIDIQUE	32
II. ACTIVITES LIEES A L'INNOVATION	32
1. ACTIVITES LIEES AU RESEAU DE CENTRES D'INFORMATIONS TECHNOLOGIQUES (TISC)	32
2. ACTIONS AVEC LES UNIVERSITES, LES CENTRES DE RECHERCHES ET LES CLUSTERS	33
III. ACTIVITES DE PROMOTION	34
1. MOROCCO AWARDS	34
2. MOUBTAKIR	35
3. SEMINAIRES, SALONS ET EXPOSITIONS	35
4. PRE-DIAGNOSTICS PROPRIETE INDUSTRIELLE	37
5. COOPERATION AU NIVEAU INTERNATIONAL	37
6. CENTRES DE SERVICES	39
IV. ACTIVITES DE L'ACADEMIE MAROCAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ET COMMERCIALE (AMAPIC)	40
V. SERVICES D'INFORMATION (SERVICES EN LIGNE)	41
VI. DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION	42
VII. ACTIVITES DU COMITE NATIONAL POUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET ANTI-CONTREFAÇON (CONPIAC)	42
RESSOURCES ET INFRASTRUCTURES	45
I. RESSOURCES HUMAINES	46
II. RESSOURCES FINANCIERES	46
III. AUDIT	47
IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION	48



FAITS MARQUANTS

ET CHIFFRES CLES 2013

Plus que jamais, la propriété industrielle et commerciale figure parmi les composantes importantes de l'économie, comme en témoigne le nombre d'études économiques qui voient le jour et qui intègrent divers indicateurs liés au système de la propriété industrielle et commerciale dans l'évaluation du développement des économies. Ces indicateurs prennent en compte plusieurs facteurs, partant des institutions, du capital humain, du niveau de la recherche, de l'infrastructure, du développement des marchés, des résultats technologiques, et du niveau de la créativité et permettent d'évaluer tout l'écosystème de la propriété industrielle et commerciale.

Le dernier rapport élaboré dans ce sens par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle dénommé Global Innovation Index 2013 permet à travers 84 indicateurs de mettre la lumière sur les différents composants de l'innovation. Dans ce classement, le Maroc occupe la 92^{ème} position sur 142 pays benchmarkés. En dépit du manque ou désuétude de certaines données, ce classement traduit d'une façon globale l'état de l'innovation au Maroc, il montre également les forces du système de propriété industrielle comme l'illustre le 5^{ème} rang occupé par le Maroc en matière de dépôt de marques par les résidents.

Ce classement montre également tout l'intérêt de disposer de stratégies nationales de propriété industrielle à même de consolider les points forts et de redresser les points faibles. C'est dans ce sens que depuis une dizaine d'années, le Maroc s'est doté de plans de développement pluriannuels, le dernier a été élaboré par l'OMPIC en 2011 et a permis de tracer une vision stratégique de la propriété industrielle à horizon 2015 ainsi que les objectifs de développement à cet horizon.

En 2013, troisième année de mise en œuvre de cette vision stratégique, plusieurs projets importants ont été réalisés, il s'agit notamment de :

- Simplification de la délivrance du nom commercial,
- Développement de l'offre de formation en e-learning,

- Lancement d'une étude sur la valorisation des résultats de la recherche,
- Signature de deux protocoles d'accord au niveau bilatéral (Office européen des marques et des modèles industriels OHMI, Arabie Saoudite),
- Evolution de l'environnement de la propriété industrielle.

Concernant ce dernier projet, l'année 2013 marque le lancement d'une nouvelle étape dans l'évolution du système national, en effet, la réforme de la loi relative à la protection de la PI a franchi l'étape du conseil de gouvernement et a été soumise au parlement. L'aboutissement de cette réforme qui consiste à renforcer le système des brevets et à consolider le système des marques et celui des dessins et modèles industriels, permettra de hisser le système national aux plus hauts standards en la matière.

Sur le plan international, le Maroc a présidé le comité permanent des droits des marques, organe normatif au niveau de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et a abrité la conférence diplomatique qui a adopté le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées.

Enfin, ces développements ont été accompagnés par le renforcement des équipes de l'OMPIC qui pour la première année compte plus de 100 collaborateurs.

S'agissant des résultats 2013, la propriété industrielle a connu un bilan positif, en effet les indicateurs de la PI se sont bien portés durant cette année marquant une évolution moyenne de +5%. Parmi les indicateurs les plus encourageants figure la proportion des demandes d'origine marocaine qui a connu un fort taux de progression de plus de 60% pour les demandes de brevet d'invention. Toutefois, cette tendance est moins observée pour l'activité de création d'entreprise qui a augmenté de 1.7% pour les Personnes Morales mais moins fortement qu'en 2012 (9%).

Ci-après les principaux indicateurs de la propriété industrielle et commerciale au courant de l'année 2013.

Brevets d'invention	
Demandes de brevet d'invention	11 118
Demandes d'origine marocaine	315
Demandes internationales d'origine marocaine selon le PCT	54

Marques	
Demandes d'enregistrement de marques	11 702
Demandes d'origine marocaine	6 003
Demandes internationales d'origine marocaine selon le système de Madrid	48

Noms commerciaux	
Intentions de créations (Certificats Négatifs)	61 863
Personnes morales	53 936
Enseignes	7 927

Dessins et Modèles	
Demandes de Dessins et Modèles Industriels	12 711
Demandes d'origine marocaine	801

Services en ligne	
Total des transactions en ligne	48 452

Total Recettes (MDhs)	56.33
------------------------------	--------------



2013 HIGHLIGHTS

AND KEY FIGURES

More than ever, industrial and commercial property is one of the most important components of the economy, as evidenced by the number of economic studies that are emerging and that include various indicators related to the system of industrial and commercial property for the evaluation of the development of economies. These indicators take into account several factors, starting with the institutions, human capital, and level of research, infrastructure, market development, technological results, and the level of creativity in order to evaluate all the ecosystem of industrial and commercial property.

The latest report drawn up in this regard by the World Intellectual Property Organization called Global Innovation Index 2013 allows through 84 indicators to shed light on the various components of innovation. According to this ranking, Morocco occupies the 92th position out of 142 benchmarked countries. Despite the lack or disuse of certain data, this classification reflects in a global way the state of innovation in Morocco, it also shows force points of the industrial property system as illustrated by the fifth position occupied by Morocco in terms of trademark registrations made by residents.

This ranking also shows the whole point of having national industrial property strategies and being able to consolidate the strengths and correct the weaknesses. It is in this sense that during the past ten years, Morocco has set-up multiannual development plans. The latter has been developed by OMPIC in 2011 and helped drawing a strategic vision of Industrial Property by 2015 as well as development objectives in this horizon.

In 2013, third year of implementation of this strategic vision, several major projects have been made, these include:

- Simplification of the commercial name granting procedure,
- Development of e-learning offer,
- Launch of a study on the commercialization of research results,

- Signature of two bilateral Memoranda of Understanding (with OHIM, Saudi Arabia)
- Evolution of the industrial property environment.

For that project, the year 2013 marks the launch of a new stage in the evolution of the national IP system. In fact, the reform of the law on the protection of IP was passed at the council of government and was submitted to parliament.

The outcome of this reform is to strengthen the patent system and reinforce the trademark system and that of industrial designs. It will pull up the national system to the highest standards in this field.

At the international level, Morocco has chaired the Standing Committee on trademark rights, a standard-setting body at the World Intellectual Property Organization, It hosted also the Diplomatic Conference which adopted the Treaty of Marrakech to facilitate access for blind or visually impaired people and also for people with other difficulties in reading printed works and published texts.

Finally, these developments were accompanied by the reinforcement of OMPIC's human resources whom for the first year are more than 100 employees.

As for results of 2013, the industrial property had a positive outcome, in fact, indicators of PI held up well during this year marking an average growth of 5%.

Among the most encouraging indicators figures the proportion of applications of Moroccan origin that has known a strong growth rate of over 60% for patent applications.

However, this trend is less observed for the business activity creation which increased by 1.7% for legal entities but less strongly than in 2012 (9%).

Hereafter key indicators of industrial and commercial property during the year 2013 :

Patents

Patent applications	11 118
Patent applications of Moroccan origin	315
International applications of Moroccan origin (under the PCT)	54

Trademarks

Applications for registration of trademarks	11 702
Moroccan origin	6 003
International applications of Moroccan origin (under the system of Madrid)	48

Commercial names

Intentions to creations (Negative Certificates)	61 863
Legal persons	53 936
Trading names (for individual businesses)	7 927

Models and designs

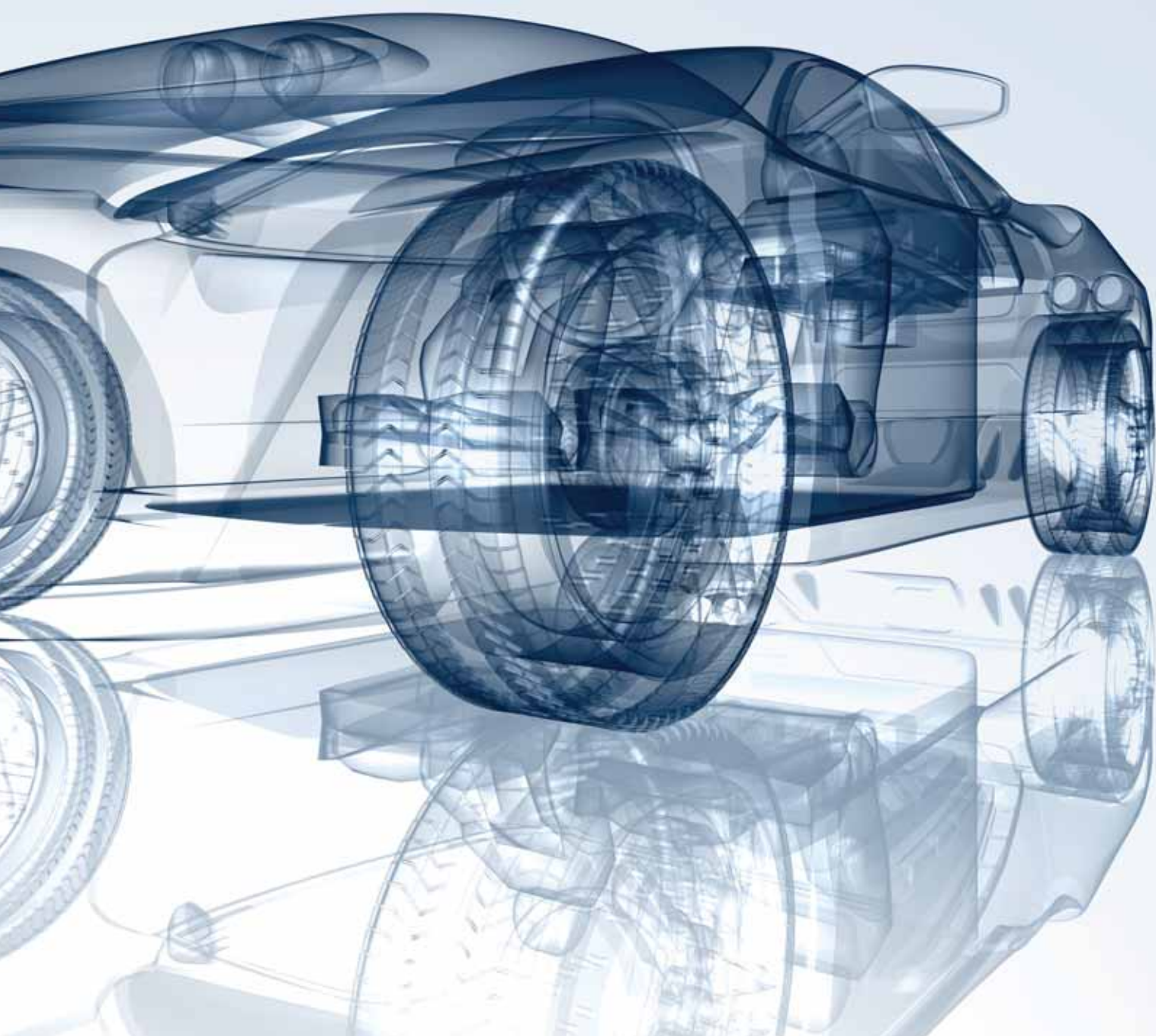
Applications for registrations of models and designs	12 71
Applications of Moroccan origin	801

Online services

Total online transactions	48 452
---------------------------	--------

Total incomes (MDhs)

56.33



BREVETS D'INVENTION

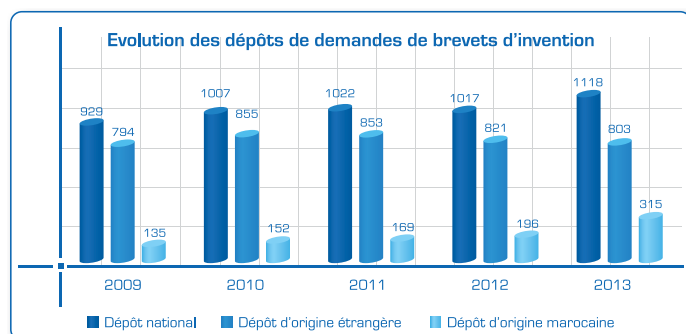


BREVETS

D'INVENTION

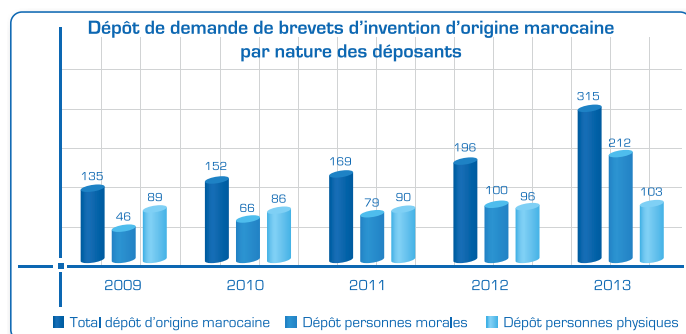
I. ACTIVITES DE DÉPÔT

1. DÉPÔTS DE BREVETS D'INVENTION



L'OMPIC a enregistré une tendance positive au cours de l'année 2013. En effet, 1118 demandes de brevets d'invention ont été déposées au terme de l'exercice 2013 contre 1017 en 2012, soit une progression de +10% en matière d'activité de dépôts de brevets d'invention.

2. DÉPÔTS DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE MAROCAINE



Les dépôts des demandes de brevets d'invention d'origine marocaine présentent une progression significative de +61% : un nouveau record de 315 demandes déposées en 2013 contre 196 en 2012. Cette performance

est liée principalement à une hausse notable de 112% des demandes de brevets d'invention déposées par les personnes morales par rapport à l'année précédente.

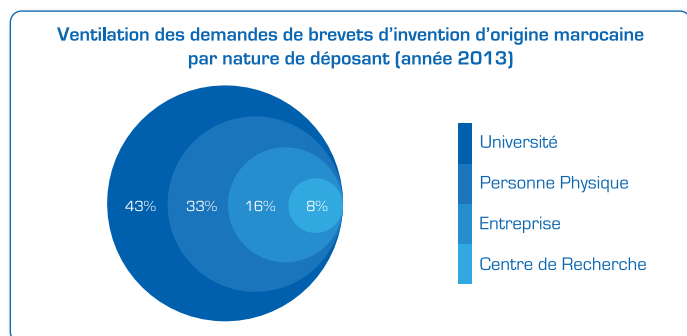
Evolution par type de déposant des demandes de brevets d'invention

	2009	2010	2011	2012	2013
Universités	11	39	38	58	138
Centres de recherche	0	1	6	16	25
Entreprises marocaines	36	26	32	26	49
Personnes Physiques	84	80	90	96	103

Les demandes de brevets d'invention émanant des universités continuent à alimenter la croissance du nombre des demandes de brevets d'invention d'origine marocaine avec une progression notable de 138% par rapport à 2012.

Les dépôts émanant des entreprises ont connu également une augmentation significative de 88% par rapport à l'année 2012.

Pour ce qui est des demandes de brevets d'invention déposées par les centres de recherche, elles ont progressé de 56% comparé avec l'année passée.



En 2013, la quote-part des demandes de brevets d'invention des universités constitue 44% de l'ensemble des demandes d'origine marocaine.

Il y a lieu de relever que la part des demandes déposées par des personnes physiques (33%) dépasse largement celles provenant des entreprises (16%) et des centres de recherche (8%).

10 Principaux déposants marocains de demandes de brevet d'invention

	Dépôts en 2013
UNIVERSITE INTERNATIONALE DE RABAT	47
UNIVERSITE MOULAY ISMAIL	30
MASCIR (MOROCCAN FOUNDATION FOR ADVANCED SCIENCE INNOVATION & RESEARCH)	24
UNIVERSITE MOHAMMED V SOUSSI	22
UNIVERSITE HASSAN 1ER SETTAT	9
UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDELLAH	8
BENGHAZI AKHLAKI ABDESSLAM	5
INGELEC	4
UNIVERSITE CADI AYYAD	4
VALORHYZE	4

En 2013, les demandes des 10 principaux déposants marocains représentent 50% de l'ensemble des dépôts de demandes de brevet d'invention d'origine marocaine, dont 76% proviennent des universités.

3. DÉPÔTS DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE ÉTRANGÈRE

A. Analyse des dépôts d'origine étrangère selon la voie de dépôt

	2009	2010	2011	2012	2013
Voie Internationale (PCT)	749	816	821	783	748
Voie Nationale (Priorité)	45	39	32	38	55
Total Dépôts d'Origine Étrangère	794	855	853	821	803

L'analyse des dépôts d'origine étrangère selon la voie de dépôt montre que 95% des demandes de brevets d'invention d'origine étrangère enregistrées durant les 5 dernières années à l'OMPIC ont été déposées par la voie du Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

Sur le plan mondial, le nombre de demandes internationales PCT a atteint 195,308 en 2012. En effet, ce système constitue une voie majeure de dépôt international de demandes de brevet d'invention.

B. Evolution des dépôts de brevets d'invention d'origine étrangère pour les 10 principaux pays déposants de l'année 2013

Pays	Dépôts effectués en 2013	Dépôts effectués en 2012	Evolution 2013/2012
États-Unis	157	161	-2%
France	138	146	-5%
Suisse	116	131	-11%
Allemagne	103	88	17%
Espagne	61	69	-12%
Italie	45	33	36%
Royaume-Uni	30	20	50%
Japon	25	27	-7%
Pays-Bas	13	23	-43%
Chine	12	10	20%

Pour l'année 2013, les déposants des États-Unis d'Amérique sont ceux qui soumettent le plus grand nombre de demandes de brevets d'invention d'origines étrangères avec une part de 19% du total des demandes de brevets d'origine étrangère, les dépôts français viennent en deuxième position avec une part de 17%, suivis de ceux en provenance de la Suisse et de l'Allemagne avec des parts respectives de 15% et de 14%.

L'analyse de l'évolution des dépôts de demandes de brevets d'invention d'origine étrangère montre qu'il y a, en général, une régression de l'activité par rapport à l'année 2012, à l'exception du Royaume Uni, de l'Italie, de la Chine et de l'Allemagne qui ont respectivement enregistré des taux d'augmentation de 50%, 36%, 20% et 17%.



4. REPARTITION DES DÉPÔTS DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE MAROCAINE PAR DOMAINE TECHNOLOGIQUE

I - Électrotechnique	33
Machines et appareils électriques, énergie électrique	11
Techniques audiovisuelles	2
Télécommunications	4
Communication numérique	3
Techniques de communication de base	0
Informatique	12
Semi-conducteurs	1
II - Instruments	31
Dispositifs de commande	8
Technologie médicale	9
III - Chimie	51
Chimie fine organique	3
Biotechnologie	2
Produits pharmaceutiques	9
Chimie macromoléculaire, polymères	4
Chimie alimentaire	10
Chimie de base	6
Matériaux, métallurgie	6
Génie chimique	4
Écotechnologie	7
IV - Mécanique	40
Manutention	4
Moteurs, pompes, turbines	12
Machines à fabriquer du papier et des textiles	1
Autres machines spéciales	8
Procédés et appareils thermiques	6
Éléments mécaniques	1
Transport	8
V - Autres domaines	19
Mobilier, jeux	8
Autres biens de consommation	6
Génie civil	5
Total	174

La répartition par domaine technologique concerne les demandes d'origine marocaine régularisées et examinées au cours de l'année 2013, il est à signaler que les demandes rejetées et les demandes « en instance » n'ont pas fait l'objet de cette répartition sectorielle.

Cette répartition met en exergue des disparités entre les technologies concernées par les demandes de brevets d'invention.

Par ailleurs, « les techniques de mesure » représentent 45% des dépôts effectués dans le secteur des « instruments ».

De même, « l'informatique » constitue 36% du total des dépôts effectués dans le secteur de « l'électrotechnique ».

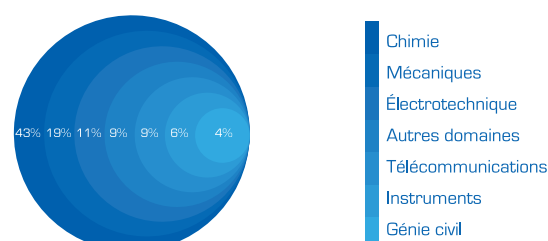
5. DÉPÔTS A L'INTERNATIONAL DES DEMANDES DE BREVETS D'INVENTION D'ORIGINE MAROCAINE SELON LE PCT

L'OMPIC mène, en permanence, des actions de sensibilisation à l'importance de l'extension de la protection à l'international, notamment auprès des centres de recherche, des universités, des entreprises et des inventeurs individuels titulaires d'inventions pertinentes en termes de nouveauté et d'activité inventive.

Evolution des dépôts de brevet à l'international selon le PCT (MAROC PAYS D'ORIGINE)				
2009	2010	2011	2012	2013
22	22	18	35	54

Grâce à ces actions de sensibilisation, l'activité de dépôt des brevets d'invention d'origine marocaine à l'international selon le système PCT (Traité de coopération en matière de brevet d'invention) a connu une progression au cours de l'année 2013, enregistrant une hausse de 54% par rapport à l'année 2012.

Répartition sectorielle des dépôts de brevet d'origine marocaine à l'international selon le PCT 2013



La répartition sectorielle des dépôts de brevets d'invention d'origine marocaine à l'international selon le PCT effectués au cours de l'année 2013, montre que la chimie prédomine avec une part de 43%, suivie de la mécanique avec une part de 19%, puis vient l'électrotechnique en troisième position avec une part de 11%. En quatrième position, viennent le domaine des instruments et les autres domaines (couvrant le mobilier, les jeux, les autres biens de consommation et le génie civil) avec une part de 9% chacun.

6. OPERATIONS POSTERIEURES

Opérations postérieures *	Nature de l'opération	nombre d'opérations
Opération affectant la propriété ou la jouissance des droits	cession totale	37
	cession partielle	2
	fusion ou absorption	36
Changements portant sur l'identité du propriétaire	changement de nom	57
	changement d'adresse	28
	changement de nom et d'adresse	6
	Changement de forme juridique	4
Total des opérations postérieures en 2013		170

* Ensemble des actes qui s'effectuent postérieurement aux dépôts de demandes de brevets d'invention et qui sont inscrits sur le Registre National des Brevets d'Invention.

L'OMPIC a enregistré en 2013, 37 cessions, 36 fusions et 2 cessions partielles. Ces résultats démontrent la faiblesse de l'activité de transfert de technologie, d'où la nécessité de dynamiser le marché des brevets d'invention qui reste très limité au Maroc.

II. RAPPORT DE RECHERCHE ET OPINION ECRITE SUR LA BREVETABILITE

L'OMPIC réalise systématiquement les rapports de recherche et d'opinion sur la brevetabilité pour évaluer les demandes d'origine marocaine régularisées notamment en termes de pertinence et de qualité de rédaction.

Cependant, selon la législation actuelle, ces rapports de recherche ne sont délivrés que pour les dépôts de brevet d'invention qui ont fait l'objet d'une demande de rapport de recherche et dont les demandeurs veulent avoir une appréciation sur la brevetabilité de leurs inventions, et ce notamment dans le but de faire l'extension de la protection à l'international.

Le total des rapports de recherche et opinions sur la brevetabilité réalisés en 2013 est de 203, dont 40 sont relatifs à des demandes de brevets d'invention déposées en 2012, et 163 relatifs à des demandes de l'année 2013.

L'appréciation de la pertinence des demandes en termes de critères de brevetabilité se présente comme suit :

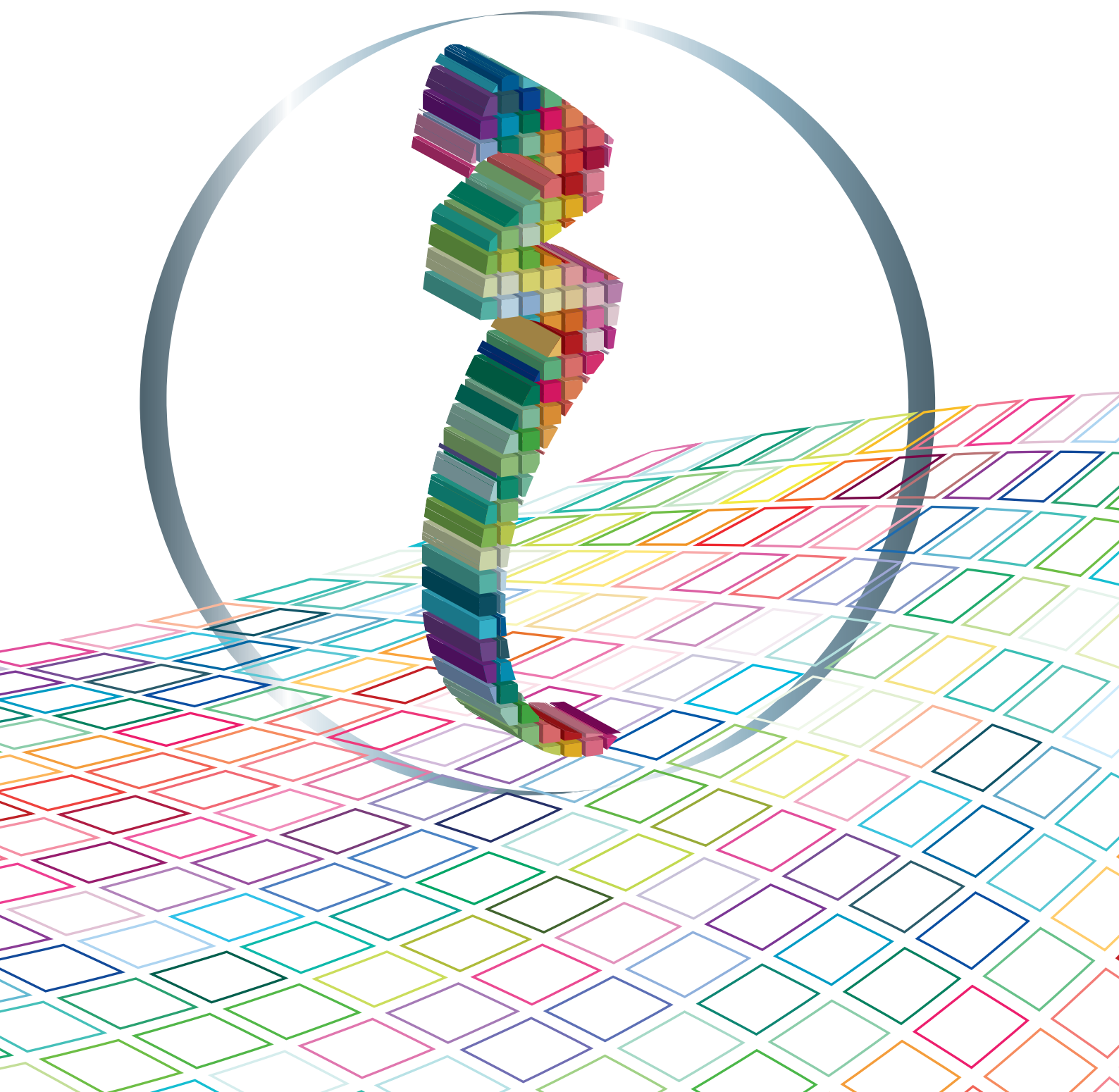
Evaluation des dépôts de brevet d'invention d'origine marocaine sur la base des rapports de recherche et d'opinion sur la brevetabilité								
Critères de Pertinence	Universités	Personnes physiques	Entreprises	Centres de recherche	Total			
NA : Nouveau et inventif	22 27%	20 27%	5 20%	5 29%	52 26%			
N : nouveauté et absence d'activité inventive	35 43%	25 34%	14 56%	9 53%	83 42%			
O : Absence de Nouveauté et d'activité inventive	25 30%	28 38%	12 48%	3 18%	68 35%			

L'évaluation des demandes de brevets d'invention d'origine marocaine qui ont fait l'objet de rapports de recherche et opinion sur la brevetabilité montre que 26% de ces demandes présentent un caractère nouveau et inventif.

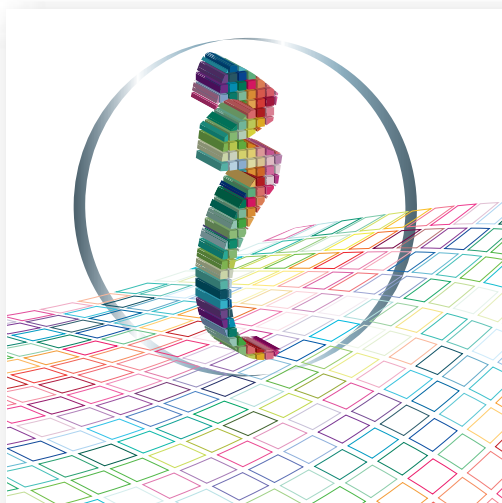
Il est à noter que 27% des demandes de brevets d'invention émanant des universités, 29% des demandes de brevets d'invention émanant des centres de recherche, 20% des demandes de brevets d'invention déposées par des entreprises et 27% des demandes déposées par les personnes physiques répondent aux critères de brevetabilité en matière de nouveauté et d'activité inventive.

Il est à rappeler que la législation actuelle concernant la propriété industrielle devra évoluer vers un nouveau système (projet de loi 23-13) qui permettra de rejeter les demandes de brevets d'invention ne répondant pas aux critères de brevetabilité, et ce suite à l'établissement du rapport de recherche et d'opinion sur la brevetabilité. En effet, selon le projet de loi 23-13, ce rapport de recherche fera partie intégrante du brevet d'invention.





SIGNES DISTINCTIFS



SIGNES

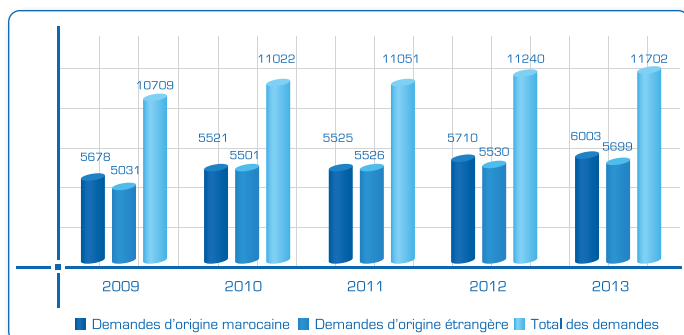
DISTINCTIFS

I. MARQUES

1. DÉPÔTS SELON LES VOIES NATIONALE ET INTERNATIONALE

A. Demandes d'enregistrement

a. Evolution des dépôts



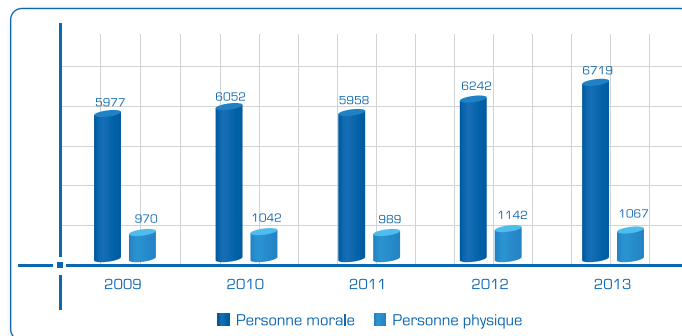
L'année 2013 a été clôturée sur une évolution satisfaisante des nouvelles demandes d'enregistrement qui ont atteint 11702 marques, soit une progression de +4% par rapport à l'année 2012.

Les dépôts à l'OMPIC (voie nationale) en 2013 ont atteint un record de 7786 marques contre 7384 en 2012 soit une hausse de 5%.

La répartition des demandes d'enregistrement par origine de dépôt montre que les demandes d'origine marocaines ont évolué de 5% : soit 6003 demandes en 2013 contre 5710 en 2012. Ces dernières constituent 51% du total des demandes nationales.

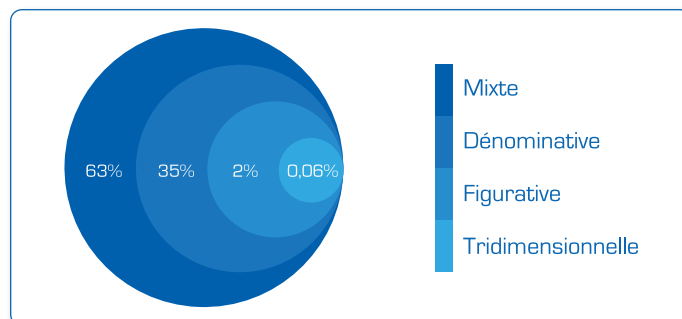
De leur part, les demandes d'origine étrangère ont atteint 5699 contre 5530 l'année dernière soit une évolution de 3%.

b. Répartition par nature de déposants (voie nationale)



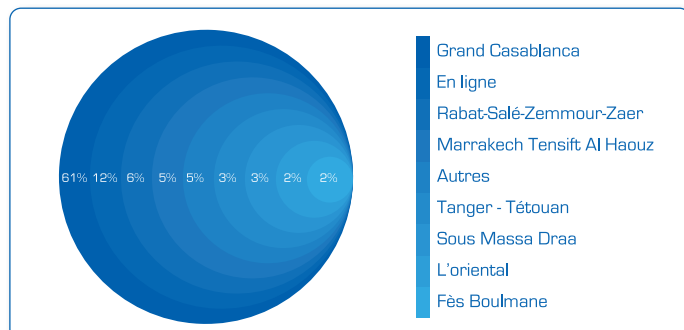
La répartition des demandes d'enregistrement d'origine marocaine par nature de déposants place les personnes morales au 1^{er} rang avec une part de 86% du total des demandes. Les demandes des personnes morales ont connu une progression de 8% par rapport à 2012 à l'encontre de celles émanant des personnes physiques qui ont baissé de 7%.

c. Répartition par type de marque



Les marques de type mixte (éléments verbaux + éléments figuratifs) représentent une part de 63% du total des demandes d'enregistrement nationales, suivies des marques dénominatives (35%), figuratives (2%) et tridimensionnelles (0.06%).

d. Répartition régionale des demandes d'origine marocaine



Comme à l'accoutumé, la région du Grand Casablanca se place en tête avec une part de 61%, suivie par les régions Rabat- Salé- Zemmour- Zaer (6%), Marrakech Tensift Al Haouz (5%) et Tanger – Tétouan (3%).

En outre, et en dépit de leurs faibles contributions dans l'augmentation des dépôts régionaux, les régions de Tadla Azilal, de Laayoune-Boujdour-Essaquia Lhamra et de OuadEddahab- Lagouira ont enregistré des augmentations respectives de 85%, 55% et 600% par rapport à 2012.

Concernant les dépôts en ligne des demandes d'enregistrement des marques, ils représentent cette année 12% du total des demandes, réalisant ainsi une hausse notable de 80% par rapport à l'année 2012. Cette hausse peut être expliquée par les mesures incitatives que l'Office a entreprises, notamment la réduction des tarifs de dépôt en ligne et l'ergonomie de la nouvelle plateforme Directinfo.

e. Les dix premières classes les plus désignées dans les demandes d'origine marocaine

Classe	Contenu	2013	2012	Part 2013	Var. 2013/2012
35	Publicité, import, export,...	1 238	1 675	21%	-26%
30	Aliments d'origine végétale	1 074	1 007	18%	7%
29	Aliments d'origine animale	751	740	13%	2%
3	Cosmétiques	683	799	12%	-15%
41	Éducation; formation; divertissement	676	705	11%	-4%
5	Produits pharmaceutiques	521	504	9%	3%
31	Denrées alimentaires non transformées	520	511	9%	2%
36	Affaires financières	517	686	9%	-25%
9	Appareils électriques, informatique et accessoires	437	411	7%	6%
32	Boissons non alcoolisées	415	360	7%	15%

Le Maroc utilise la classification Internationale de Nice des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques.

À la lumière des classes les plus désignées, il apparaît que les secteurs des services et le secteur agroalimentaire sont les plus grands utilisateurs du système des marques, suivis du secteur des cosmétiques et des produits pharmaceutiques.

f. Top 10 des pays des déposants étrangers (voies nationale et internationale)

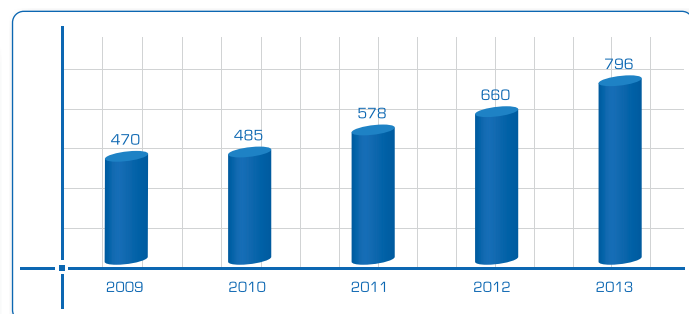
Pays du Déposant	2013	Part en %	2012	Var. 2013/2012
France	838	7%	984	-15%
Etats-Unis d'Amérique	754	6%	771	-2%
Union-Européenne	540	5%	410	32%
Suisse	398	3%	425	-6%
Chine	333	3%	317	5%
Allemagne	331	3%	340	-3%
Italie	323	3%	337	-4%
Turquie	248	2%	159	56%
Espagne	243	2%	254	-4%
Grande Bretagne	238	2%	173	38%
Japon	137	1%	180	-24%

La France et les Etats-Unis d'Amérique conservent les deux premières places dans le top 10 des pays déposants, suivis de l'Union européenne et de la Suisse.

Il est à noter que les principales progressions en 2013 par rapport à 2012 ont été réalisées respectivement par la Turquie (56%), la Grande Bretagne (38%) et l'Union européenne (32%).

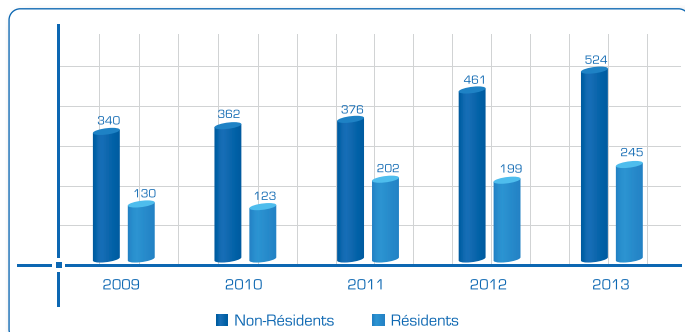
B. Renouvellements

a. Evolution des renouvellements



En 2013, les demandes de renouvellement de marques ont atteint 796 demandes, soit un taux d'évolution de +21% par rapport à 2012. Le taux de renouvellement est de 25% des marques enregistrées contre 22% en 2012.

b. Répartition par origine de dépôt



En 2013, les demandes de renouvellement des non-résidents représentent 68% du total des demandes reçues par l'Office, soit une progression de 14% par rapport à 2012. Quant aux renouvellements des résidents, ils ont augmenté de 23%.

c. Les dix premières classes les plus désignées dans les renouvellements d'origine marocaine

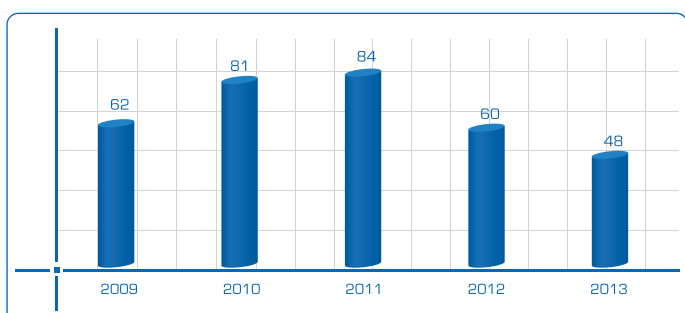
Classe	Contenu	2013	Part en %
2	Peintures	103	42%
1	Produits chimiques	74	30%
3	Cosmétiques	43	18%
17	Isolants électriques, thermiques ou acoustiques	30	12%
30	Aliments d'origine végétale	29	12%
5	Produits pharmaceutiques	20	8%
29	Aliments d'origine animale	15	6%
31	Denrées alimentaires non transformées	14	6%
32	Boissons non alcoolisées	13	5%
16	Produits de l'imprimerie	12	5%

La ventilation par classe des demandes de renouvellement, montre que la classe 2 est la plus désignée et représente une part de 42% du total des demandes de renouvellement, suivie par la classe 1 qui couvre les produits chimiques (30%) et la classe 3 relative aux produits cosmétiques (18%).

2. DÉPÔTS SELON LA VOIE INTERNATIONALE

A. Maroc pays d'origine

a. Evolution des demandes d'enregistrement



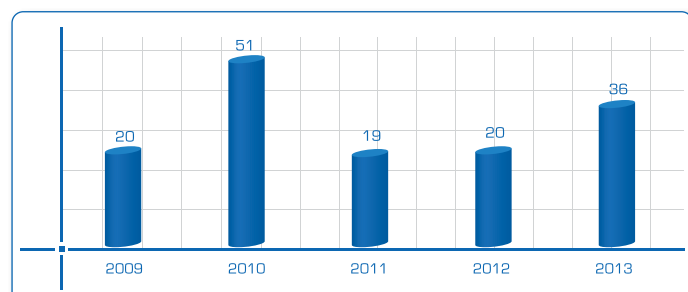
En 2013, 48 demandes d'enregistrement à l'international ont été effectuées selon le Système de Madrid (Maroc pays d'origine) contre 60 en 2012 soit une baisse de 20%.

b. Répartition par classe désignée

Classes	Contenu	2013	% en 2013
29	Aliments d'origine animale	13	27%
5	Produits pharmaceutiques	7	15%
25	Vêtements	7	15%
3	Cosmétiques	5	10%
31	Denrées alimentaires non transformées	5	10%
35	Publicité, import, export,...	5	10%
12	Véhicules et pièces accessoires	4	8%
18	Cuir et imitation de cuir	4	8%
30	Aliments d'origine végétale	4	8%
41	Éducation; formation; divertissement	4	8%

Les classes les plus désignées dans les demandes d'enregistrement d'origine marocaine à l'international sont notamment la classe 29 (27%), suivies des classe 5 et 25 avec des parts égales de 15%.

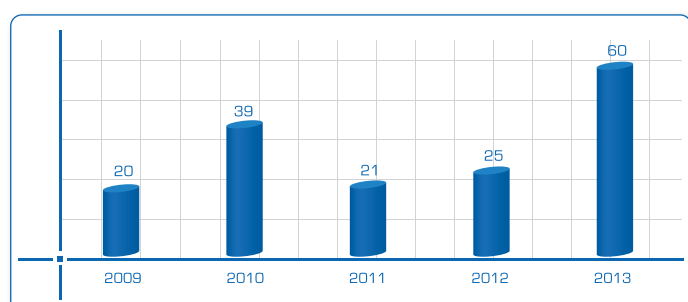
c. Evolution des désignations postérieures



La désignation postérieure est une procédure qui permet à une marque internationale d'étendre sa protection dans d'autres états membres du système de Madrid.

En 2013, les désignations postérieures à l'international d'origine marocaine ont enregistré une évolution de 80% soit 36 désignations contre 20 en 2012.

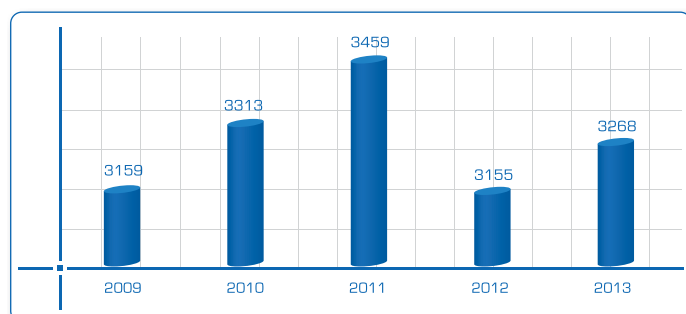
d. Evolution des renouvellements



En 2013, les demandes de renouvellement selon le Système de Madrid ont connu une augmentation notable de 140%, soit 60 renouvellements contre 25 en 2012. Cette évolution montre l'intérêt porté par les déposants marocains pour le maintien en vigueur de leurs droits sur les territoires étrangers.

B. Maroc pays désigné

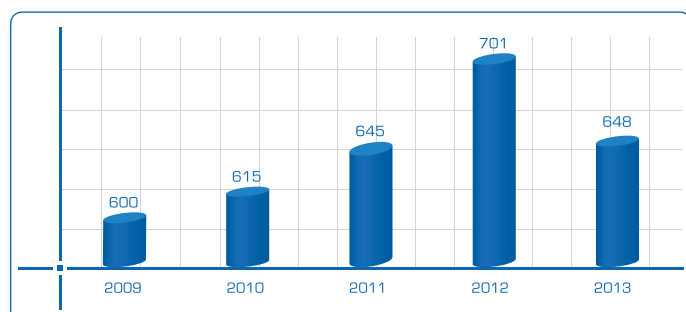
a. Evolution des demandes d'enregistrement



Le déposant d'une demande d'enregistrement qui souhaite obtenir la protection d'une marque sur un ou plusieurs territoires peut choisir la voie internationale et désigner simultanément jusqu'à 92 pays, grâce au Système de Madrid administré par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

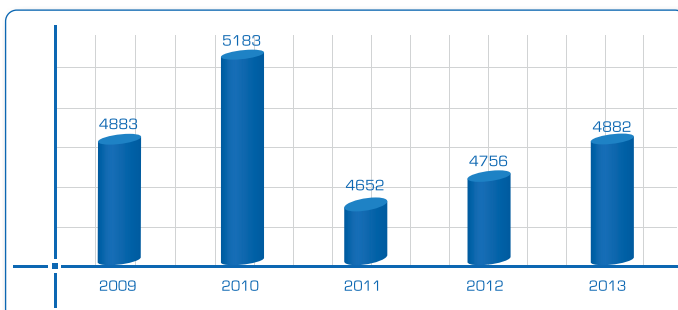
En 2013, 3268 nouvelles demandes d'enregistrement sont parvenues à l'Office selon ce système contre 3155 en 2012 soit une progression de +4%. Cette augmentation a permis au Maroc d'occuper la 27^{ème} position parmi les pays les plus désignés dans le cadre du Système de Madrid.

b. Evolution de désignations postérieures



En 2013, 648 désignations postérieures ont été reçues par l'Office selon le Système de Madrid contre 701 en 2012, soit une baisse de 8%.

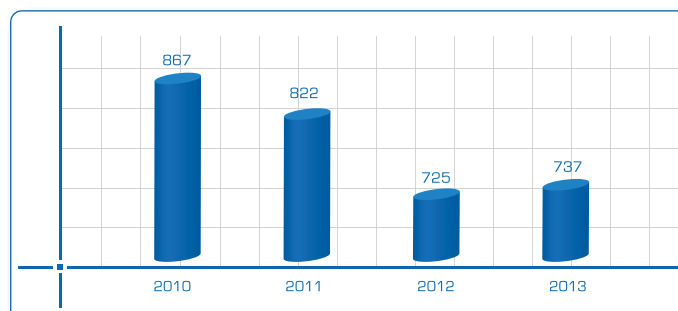
c. Evolution des renouvellements



Le nombre de désignations du Maroc dans les renouvellements à l'international ont connu une hausse de 3%. Cette évolution démontre l'intérêt porté par les titulaires de marques à l'international à maintenir en vigueur leurs droits de marques sur le marché marocain.

II. OPPOSITIONS

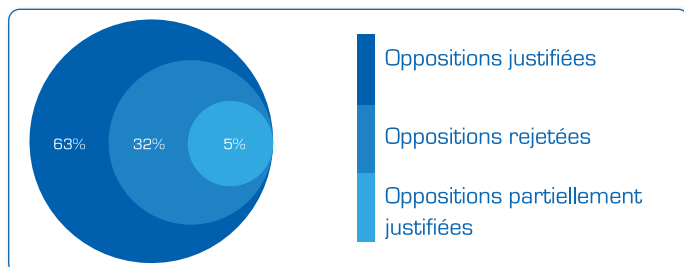
1. EVOLUTION DES OPPOSITIONS



L'OMPIC a reçu en 2013, 737 demandes d'oppositions à l'enregistrement de marque soit une évolution de 2% par rapport à 2012. Les demandes d'enregistrement nationales concernent 97% des demandes objet des oppositions.

Le taux d'opposition représente 6% du total des demandes d'enregistrement de marques reçues par l'Office contre 8% en 2010. Ce qui témoigne de l'amélioration de la qualité des enregistrements de marques qui devrait être davantage renforcée après l'entrée en vigueur du projet de loi introduisant, entre autres, l'examen des marques selon les motifs absolus de rejet.

2. DECISIONS RENDUES PAR L'OMPIC



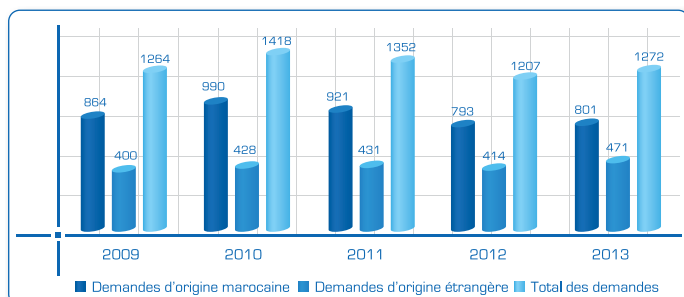
En 2013, l'OMPIC a rendu 710 décisions contre 650 en 2012. 63% des décisions rendues confirment les oppositions, 32% ont rejeté les oppositions et ont donné lieu à l'enregistrement des demandes de marques et 5% des décisions concernent des oppositions partiellement justifiées (enregistrement de marques pour certains produits ou services désignés).

III. DESSINS OU MODELES INDUSTRIELS

1. DÉPÔTS SELON LES VOIES NATIONALE ET INTERNATIONALE

A. Demandes d'enregistrement

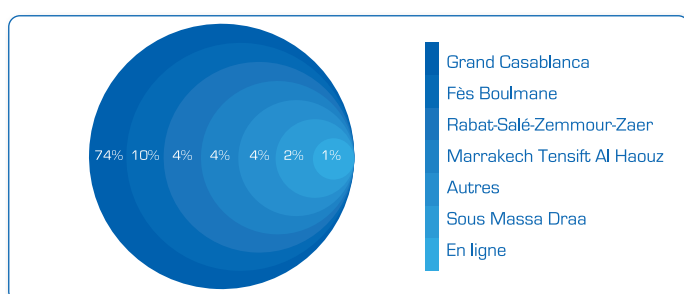
a. Evolution des dépôts



Les demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels ont atteint 1272 demandes en 2013 dont 864 sont déposées directement à l'OMPIC.

Les demandes d'origine marocaine ont connu une stagnation par rapport à 2012 et représentent 63% du total des demandes reçues par l'OMPIC.

b. Répartition régionale



La répartition régionale montre que les trois quarts des dessins et modèles industriels enregistrés sont concentrés dans le Grand Casablanca, suivi par les régions Fès-Boulmane, Rabat-Salé-Zemmour-Zaer et Marrakech Tensift Al Haouz qui représentent respectivement 10 et 4%.

Les principales régions qui ont réalisé une évolution cette année sont notamment Chaouia Ourdigha, Gharb Chrarda, Marrakech Tensift Al Haouz et Sous Massa Draa avec respectivement 500%, 300%, 175% et 150%.

En outre, sur un total de 867 demandes, 20 dépôts ont été effectués en ligne via Directinfo, suite au lancement de ce service en avril 2013.

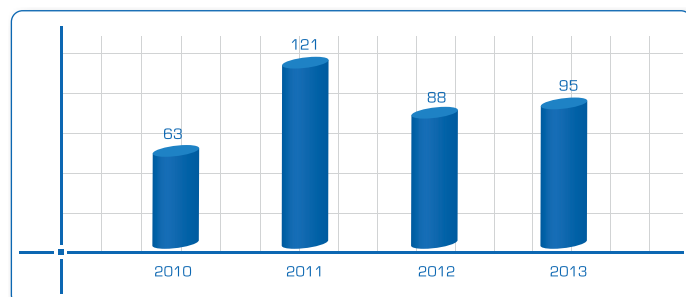
c. Répartition par pays des déposants étrangers (voies nationale+internationale)

Pays du Déposant	2012	2013	Var. 2013/2012
Suisse	163	221	36%
France	100	104	4%
Allemagne	11	50	355%
Italie	0	24	-
Suède	2	15	650%
Portugal	10	8	-20%
Espagne	5	8	60%
Etats-Unis d'Amérique	8	6	-25%
Japon	2	6	200%
Luxembourg	0	5	-

Le Top 10 des déposants étrangers des demandes d'enregistrement en 2013 place la Suisse au 1^{er} rang avec une évolution de 36% par rapport à l'année 2012 suivie par la France.

Il est à signaler que le nombre des demandes des déposants allemands et suédois a enregistré une augmentation notable comparée à 2012 avec respectivement 355% et 650%.

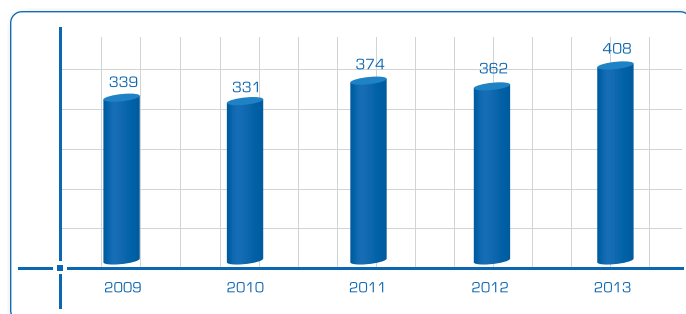
B. Renouvellements



Au cours de l'année 2013, les demandes de renouvellement de dessins et modèles industriels ont atteint 95 demandes et ont connu une évolution de +8% par rapport à 2012.

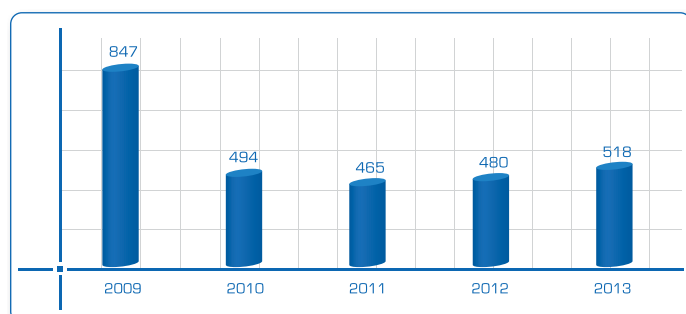
2. DÉPÔTS SELON LA VOIE INTERNATIONALE

A. Demandes d'enregistrement



En 2013, les demandes d'enregistrement international désignant le Maroc ont augmenté de 13% par rapport à l'année précédente. Les demandes déposées selon le système de La Haye représentent 34% du total des demandes reçues.

B. Renouvellements



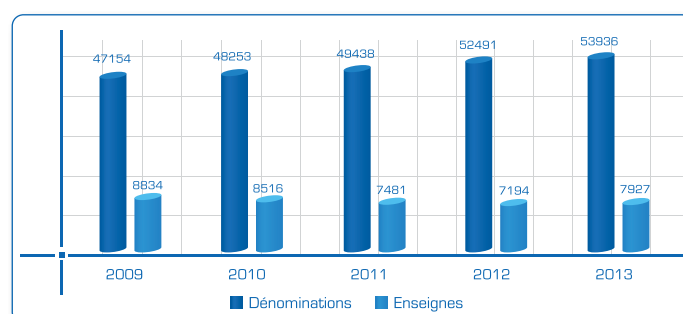
Les demandes de renouvellement reçues par l'OMPIC via le système de la Haye ont enregistré une variation de +8% : soit 518 demandes en 2013 contre 480 en 2012.

IV. INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET APPELLATIONS D'ORIGINE

En 2013, aucune demande d'enregistrement des indications géographiques (I.G.) et appellations d'origine (A.O.) n'a été déposée à l'OMPIC. Par ailleurs, l'OMPIC a continué, durant cette année, à contribuer aux travaux de la Commission Nationale des Signes Distinctifs d'Origine et de Qualité (CNSDOQ) pour l'examen des dossiers des demandes de reconnaissance des indications géographiques et des appellations d'origine déposées auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime. Ces Indications géographiques concernent notamment, l'I.G. Pomme de Midelt, l'I.G. Nèfles de Zegzel, l'I.G. Dattes Bouittoub de Tata, l'I.G. Miel d'arbousier Jbal Mly Abdessalam, l'I.G. Keskes Khoumassi ou Keskes Moukhamess, l'I.G. Huile d'Olive Vierge Extra Ouezzane.

V. NOMS COMMERCIAUX RELATIFS AUX INTENTIONS DE CREATION D'ENTREPRISES

1. EVOLUTION DES INTENTIONS DE CRÉATION D'ENTREPRISES



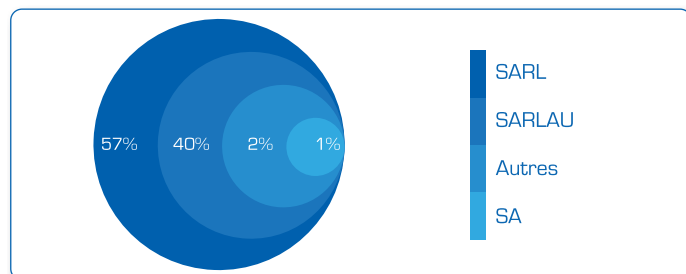
En 2013, l'OMPIC a délivré 61863 noms commerciaux relatifs aux intentions de création d'entreprises soit une augmentation de 4% par rapport à 2012.

Les enseignes ont connu cette année une évolution de +10% par rapport à 2012.

Quant aux dénominations, elles ont augmenté de 3% par rapport à 2012 et représentent 87% du total des intentions de création.

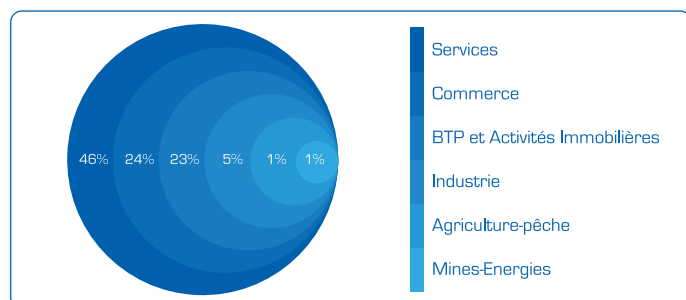


2. RÉPARTITION PAR FORME JURIDIQUE



La répartition des intentions de création par forme juridique montre que les formes SARL et SARL à Associé Unique sont toujours prédominantes et accaparent 97% des intentions de création d'entreprises, avec une nette progression en 2013 de la SARL à Associé Unique de près de 7% par rapport à 2012. Par contre la SA ne représente que 1% de l'ensemble des intentions de création d'entreprises.

3. RÉPARTITION SECTORIELLE



En 2013, trois secteurs représentent 93% des intentions de création d'entreprises, il s'agit des services, du commerce et du BTP avec des parts respectives de 46%, 24% et 23%. Le secteur de l'industrie représente 5% de l'ensemble des intentions de création.



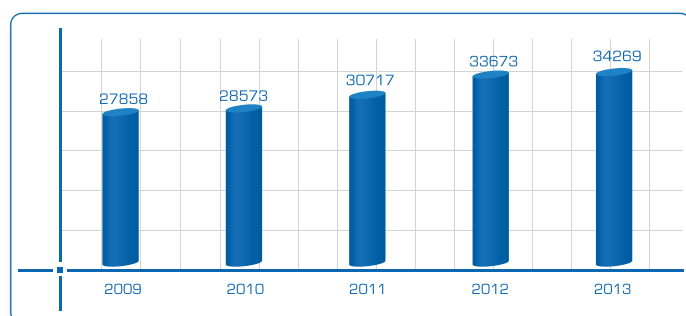
REGISTRE CENTRAL DU COMMERCE



REGISTRE CENTRAL DU COMMERCE

ENTREPRISES (PERSONNES MORALES)

I. CREATIONS



En 2013, le nombre d'entreprises nouvellement créées a évolué de 1.7% par rapport à l'année 2012 soit 34 269 entreprises contre 33 673 en 2012.

a. Répartition régionale

La répartition régionale des immatriculations enregistrées en 2013 suit la même tendance que l'année précédente: le Grand Casablanca maintient sa première position avec 34.1% de l'ensemble des nouvelles inscriptions, suivi de la région Rabat-Salé-Zemour (12.2%), de Tanger-Tétouan (10.3%), et Marrakech-Tensift-ElHouz (9%).

Région	2009	2010	2011	2012	2013
Grand Casablanca	9 365	9 880	10 896	11 507	11 692
Rabat-Salé-Zemour	2 943	3 175	3 459	3 869	4 182
Tanger-Tétouan	3 051	2 946	3 054	3 398	3 534
Marrakech-Tensift-Elhouz	2 501	2 489	2 688	3 023	3 099
Sous Massa Draa	2 144	2 014	2 132	2 325	2 324
Fès-Boulmane	1 209	1 175	1 294	1 464	1 427
Meknès-Tafilalet	1 179	1 189	1 334	1 522	1 392
Région de l'Oriental	1 175	1 235	1 244	1 272	1 335
El Gharb-Chrarda-Beni Hassan	850	853	857	1 028	1 125
Echaouia-Quindigha	794	838	863	912	943

Doukkala-Abda	751	751	739	907	858
Laayoune Boujdour Essaouira Lhamra	562	575	649	758	739
Tadla-Azilal	573	651	634	614	593
Taza-Al Hociema-Taouante	300	302	341	389	388
Oued Eddahab-Lagouira	278	298	321	353	325
Guelmil-Es Smara	183	202	212	332	313
Total	27 858	28 573	30 717	33 673	34 269

b. Répartition par forme juridique

La répartition par forme juridique des sociétés inscrites au registre du commerce montre la prépondérance des sociétés à responsabilité limitée (53.2%) et des sociétés à responsabilité limitée à associé unique (44.2%). Toutefois, la part de cette dernière a régressé d'un point par rapport à l'année 2012.

La société anonyme maintient sa tendance à la baisse passant de 0.5% en 2012 à 0.4% en 2013.

	2009	2010	2011	2012	2013
SARL	57,9%	56,9%	54,3%	52,3%	53,2%
SARLAU	39,5%	40,6%	43,3%	45,4%	44,3%
AUTRES	1,7%	1,8%	1,8%	1,9%	2,1%
SA	0,9%	0,7%	0,6%	0,5%	0,4%

c. Répartition sectorielle

	2009	2010	2011	2012	2013
Services	32,3%	31,2%	32,3%	31,6%	32,8%
Commerce	31,4%	31,7%	30,7%	31,1%	31,1%
BTP et Activités Immobilières	27,9%	27,4%	26,6%	27,3%	25,5%
Industries	5,9%	6,4%	6,8%	6,4%	5,9%
Agriculture-Pêche	1,9%	2,4%	2,8%	2,5%	2,6%
Mines/Energies	0,7%	0,9%	0,8%	1,1%	2,2%

Globalement, les secteurs «des services», du «commerce» et des BTP et activités immobilières restent toujours dominants. Ils représentent respectivement 32.7%, 31.2% et 25.6% des secteurs choisis par les nouvelles entreprises.

Il est à noter que la part du secteur des Mines / Energies a presque doublé en 2013 par rapport à l'année 2012, alors que celle du secteur des industries a régressé de 0.5 point.

d. Répartition des nouvelles créations par région et secteur d'activité

	Agriculture Pêche	Mines Energie	Industrie	BTP et Activités immobilières	Commerce	Services
GRAND CASABLANCA	1%	2%	6%	22%	33%	36%
RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAIR	2%	2%	5%	26%	28%	36%
TANGER-TETOUAN	1%	2%	7%	25%	31%	33%
MARRAKECH-TENSIFT-HAOUZ	3%	5%	5%	24%	30%	33%
SOUSS-MASSA-DARAA	4%	2%	6%	24%	33%	32%
MEKNES-TAFILALT	4%	2%	4%	35%	33%	22%
FES-BOULMANE	2%	1%	6%	32%	32%	27%
REGION ORIENTAL	3%	2%	4%	32%	32%	27%
EL GHARB-CHRRARDA-BENI HASSAN	3%	2%	5%	33%	27%	30%
ECHAOUIA-OUARDIGHA	2%	1%	5%	34%	31%	26%
DOUKKALA-ABDA	2%	2%	5%	33%	26%	32%
LAAYOUNE-BOUJDOUR-ESSAQUIA LHAMRA	5%	1%	8%	16%	30%	40%
TADLA-AZILAL	9%	1%	3%	41%	28%	19%
TAZA-AL HOCEIMA-TAOUNATE	7%	2%	8%	32%	30%	21%
OUED EDDAHAB-LAGOUIRA	11%	2%	13%	10%	28%	36%
GUELMIM-ES SMARA	8%	2%	6%	25%	28%	32%
TOTAL	2,6%	2,2%	5,9%	25,5%	31,1%	32,8%

En 2013, dans la majorité des régions marocaines, la répartition par région et secteur d'activité des sociétés inscrites au registre du commerce montre la prédominance des secteurs des services, du commerce et des BTP et activités immobilières avec des parts respectives de 32,8%, 31,1% et 25,5%. Quand aux secteurs de l'industrie et de l'agriculture pêches, ils ne représentent que 5.9% et 2.6% du total des créations, avec une concentration dans la région d'Oued Eddahab-Lagouira.

II. MODIFICATIONS

L'OMPIC a reçu 35016 déclarations d'inscriptions modificatives au registre de commerce en 2013 contre 33992 en 2012 soit une évolution de + 3%.

Répartition par type de modification

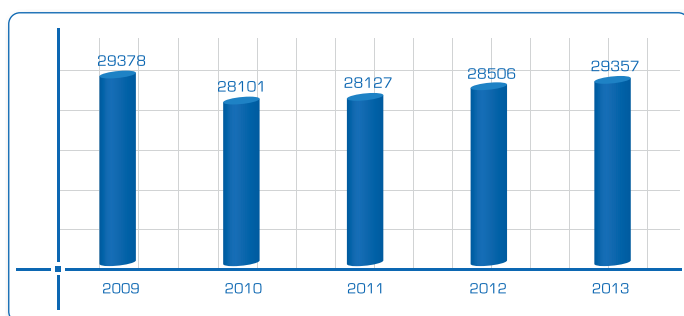
Le tableau ci-après relate les principaux événements juridiques concernés par les déclarations modificatives inscrites au registre de commerce.

	2012	2013	evol 13/12
Modification statutaire	14715	12863	-13%
Changement de représentant/gérant	12060	12555	4%
Changement affectant les associés	9256	9209	-1%
Cession d'actions/parts	9105	9246	2%
Changement d'adresse	8177	8471	4%
Augmentation de capital	5446	5321	-2%
Changements d'activité	3363	3533	5%
Changement de forme juridique	2966	3225	9%
Changement de dénomination	1030	1044	1%
Transfert entre tribunaux	651	669	3%
Diminution de capital	377	364	-3%

NB : une déclaration de modification peut concerner plusieurs événements juridiques (en moyenne 3 événements par modèle).

ENTREPRISES INDIVIDUELLES (PERSONNES PHYSIQUES)

I. CREATIONS



29 357 nouvelles entreprises individuelles (personnes physiques) ont été immatriculées au registre du commerce au cours de l'année 2013, enregistrant ainsi une augmentation de 3% par rapport à l'année 2012.

a. Répartition régionale

Région	2009	2010	2011	2012	2013
Tanger-Tétouan	3 001	2 991	3 419	3 607	4 163
Région de l'Oriental	2 289	2 318	2 576	2 542	3 104
Grand Casablanca	3 642	3 518	3 180	2 954	2 822
Sous Massa Draa	2 527	2 415	2 488	2 478	2 648
Rabat-Salé-Zemour	2 242	2 204	2 161	2 205	2 226
Marrakech-Tensift-Elhouz	2 242	2 039	1 950	2 040	2 021
Meknès-Tafilalet	2 040	2 014	1 941	1 884	1 866
Fès-Boulmane	1 403	1 425	1 577	1 624	1 504
Echaouia-Ouirdigha	1 653	1 676	1 414	1 489	1 499
El Gharb_Chorda-Beni Hassan	1 743	1 685	1 380	1 420	1 447
Doukkala-Abda	1 783	1 493	1 485	1 539	1 436
Laayoune Boujdour Essaouira Lhamra	1 484	1 264	1 401	1 327	1 371
Taza-Al Hociema -Taouante	1 039	1 029	1 156	1 244	1 363
Tadla-Azilal	1 149	1 066	1 037	1 076	898
Guelmim-Es Smara	721	522	611	652	535
Oued Eddahab-Lagouira	420	442	351	425	454
Total	29 378	28 101	28 127	28 506	29 357

Il y a lieu de souligner que la région Tanger- Tétouan maintient la première position dans le classement des nouvelles créations et ce depuis 2011.

Quant à la région de l'Oriental, elle se positionne en 2ème place et a enregistré une forte évolution de 22% comparée à l'année 2012.

Par ailleurs, la région du grand Casablanca représente seulement 10% des personnes physiques enregistrées au registre du commerce et maintient sa tendance à la baisse en enregistrant un recul de 4.5% par rapport à l'année dernière.

Des baisses ont été enregistrées également au niveau des régions de Marrakech - Tensift - Elhouz (-0,9%), Meknès - Tafilalet (-1%), Doukkala - Abda (-6,7%), Fès - Boulmane (-7,4%), Tadla - Azilal (-18,4) et Guelmim - Es Smara (-20,5%).

b. Répartition sectorielle

La répartition sectorielle des entreprises individuelles montre que les secteurs du «commerce» et «services» se distinguent de l'ensemble des secteurs avec des parts respectives de 57,3% et 26,4%.

Par ailleurs, la tendance à la baisse continue d'influencer l'évolution de certains secteurs notamment les BTP et activités immobilières, l'industrie ainsi que l'agriculture-pêche.

	2009	2010	2011	2012	2013
Commerce	52,2%	55,3%	56,3%	56,4%	57,3%
Services	28,6%	26,5%	26,1%	26,3%	26,4%
BTP et Activités Immobilières	9,6%	9,1%	8,5%	8,2%	7,7%
Industries	9,0%	8,3%	8,4%	8,2%	7,8%
Agriculture-Pêche	0,5%	0,6%	0,6%	0,8%	0,5%
Mines/Energies	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,4%



c. Répartition des nouvelles créations des personnes physiques par région et secteur d'activité

	Agriculture Pêche	Mines Energie	Industrie	BTP et Activités immobilières	Commerce	Services
TANGER-TETOUAN	0%	0%	8%	5%	64%	23%
GRAND CASABLANCA	0%	1%	9%	6%	57%	27%
REGION ORIENTAL	0%	0%	8%	8%	59%	24%
SOUSS-MASSA-DARAA	0%	0%	8%	6%	56%	28%
RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAIR	1%	0%	8%	9%	51%	31%
MARRAKECH-TENSIFT-HAOUZ	0%	1%	10%	9%	49%	31%
MEKNES-TAFILALT	1%	0%	8%	10%	50%	30%
FES-BOULMANE	0%	0%	11%	13%	47%	27%
DOUKKALA-ABDA	1%	0%	9%	7%	54%	30%
ECHAOUIA-OUARDIGHA	0%	0%	8%	11%	47%	34%
EL GHARB-CHRRARDA-BENI HASSAN	0%	0%	8%	9%	50%	32%
LAAYOUNE-BOUJDOUR-ESSAQUIA LHAMRA	1%	0%	3%	4%	79%	14%
TAZA-AL HOCEIMA-TAOUNATE	0%	0%	8%	12%	57%	22%
TADLA-AZILAL	3%	0%	6%	15%	43%	33%
GUELMIM-ES SMARA	0%	0%	4%	5%	71%	20%
OUED EDDAHAB-LAGUIRA	0%	0%	4%	2%	71%	22%
TOTAL	0,5%	0,4%	7,8%	7,7%	57,3%	26,4%

La répartition par région et secteur d'activité des personnes physiques inscrites au registre du commerce durant 2013, illustre la prépondérance des secteurs du commerce et des services dans l'ensemble des régions.

Par ailleurs, la région de Tadla-Azilal vient en tête dans le secteur des BTP et activité immobilières avec une part de 15% de l'ensemble des créations.

Il est à souligner également que la région de Fès-Boulmane occupe la première place dans le secteur de l'industrie (11%)

II. MODIFICATIONS

	2012	2013	Evol 13/12
Changement d'adresse/ Fond de commerce	4221	3987	-6%
Changement d'activité	3757	3377	-10%
Changement d'enseigne	736	826	12%

En 2013, les inscriptions modificatives qui concernent les personnes physiques immatriculées au registre du commerce ont régressé de 9% (18389 contre 20203 en 2012). Cette régression est due à la baisse des modifications relatives aux changements d'adresse et fond de commerce, ainsi que celles relatives aux changements d'activité.

CENTRALISATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES

Dans le cadre de son activité de centralisation des documents juridiques relatifs aux créations et modifications des entreprises immatriculées au registre de commerce, l'OMPIC a reçu environ 190 000 documents (statuts, PVS, modèles de création et de modification) relatifs aux inscriptions effectuées en 2013. En outre, plus de 120 000 états de synthèse relatifs à l'exercice 2012 ont été centralisés par l'OMPIC au cours de cette année. À noter que le dernier délai réglementaire pour le dépôt des états de synthèse correspond au 31 juillet de l'année qui suit la clôture de l'exercice (pour les entreprises dont l'exercice comptable est conforme à l'année civile) et que les documents 2012 ont été mis en ligne à partir de septembre 2013 via le portail www.directinfo.ma.

Dépôt des états de synthèse

	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012
Nombre de dépôts de bilans	76746	90682	97513	110806	123306

Durant les 5 dernières années, le nombre des états de synthèse centralisés au niveau de l'OMPIC a évolué de 60%, ainsi, il est passé de 76746 dépôts pour l'exercice 2008 à 123306 pour l'exercice 2012.



ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT, DE
FORMATION ET DE SERVICES D'INFORMATION



ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT, DE FORMATION ET DE SERVICES D'INFORMATION

I. ENVIRONNEMENT JURIDIQUE

Amendement de la loi 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle

Le projet de loi 23-13 portant amendement de la loi 17 / 97 relative à la protection de la propriété industrielle a été approuvé par le Conseil du Gouvernement du 12 septembre 2013. Ledit projet a été présenté à la commission des secteurs productifs du parlement pour une première lecture.

A noter que les principaux objectifs de ce projet de loi 23-13 s'articulent autour des points suivants :

- Amélioration du système des brevets d'invention,
- Consolidation du système national des marques,
- Réforme du système national des dessins et modèles industriels,
- Renforcement de l'application des droits de propriété industrielle,
- Modernisation de la procédure de dépôt des demandes de titres de propriété industrielle.

Instruments internationaux relatifs à la propriété industrielle

Les lois portant approbation des instruments internationaux adoptés par le Parlement ont été publiées au Bulletin Officiel, elles concernent :

- Traité de Singapour sur le droit des marques
- Acte de Genève de l'Arrangement de la Haye concernant

l'enregistrement international des dessins et modèles industriels

- Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels
- Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets
- Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs des marques

II. ACTIVITES LIEES A L'INNOVATION

1. ACTIVITES LIEES AU RESEAU DE CENTRES D'INFORMATIONS TECHNOLOGIQUES (TISC)

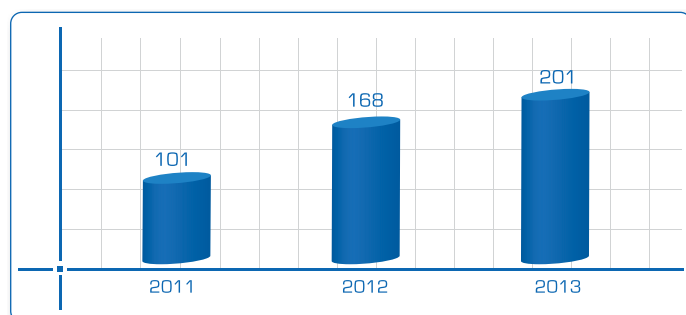
Dans le cadre d'un travail collaboratif, le Réseau de Centres d'Information Technologique (TISC) regroupe des partenaires actifs dans le domaine de la R&D, et ce dans le but de combiner et de concentrer leurs efforts autour d'une mission principale qui est le développement technologique des entreprises et la valorisation des résultats de recherche à travers l'utilisation judicieuse du système des brevets d'invention.

Le Réseau TISC offre une panoplie de services d'information pour les secteurs industriels et universitaires et organise également des actions de formation, d'information et de sensibilisation à la bonne utilisation de la propriété industrielle notamment les brevets d'invention comme outil de protection et d'information pour la R&D.

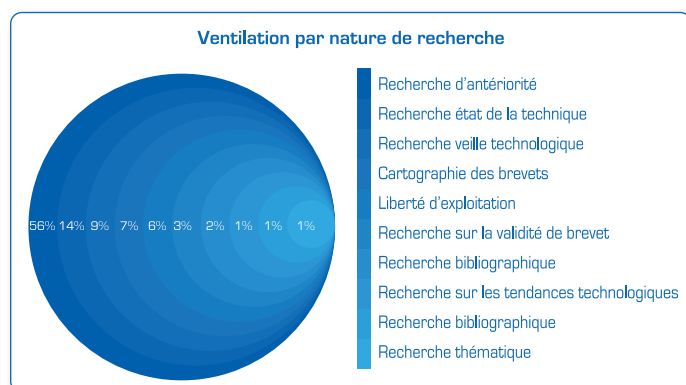
Au cours de l'année 2013, 8 organismes ont adhéré au réseau TISC, apportant le total des organismes membres à 35 avec 46 points focaux abrités dans des universités, des centres de recherche, des représentations du secteur privé....

L'année 2013 a connu également le lancement du projet de mise en place du réseau pour la diffusion et la commercialisation de l'innovation au niveau des états membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). La cellule d'animation du réseau TISC assure le pilotage de ce projet en collaboration avec le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

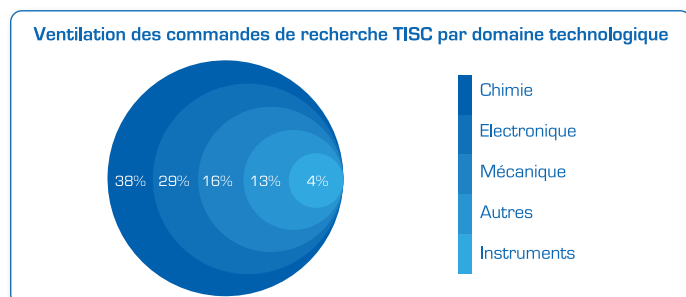
A. Analyse des commandes de recherche TISC



Au cours de l'année 2013, 201 commandes de recherches sont parvenues de la part des points focaux TISC à la cellule d'animation TISC abritée à l'OMPIC, enregistrant ainsi une hausse de 20% par rapport à l'année 2012. Cette augmentation est essentiellement due à l'élargissement du réseau TISC.



La répartition de ces prestations par type de recherche montre que les recherches d'antériorité représentent 56% des requêtes reçues, suivies des recherches sur l'état de la technique (14%) et les recherches sur la veille technologique (9%).



La ventilation des commandes de recherche TISC par domaine technologique illustre la prédominance du secteur de la chimie avec 38% suivi des secteurs de l'électrotechnique et de la mécanique avec respectivement 29% et 16% du total des recherches.

B. Actions de formation, d'information et de sensibilisation

Dans le cadre du plan d'action du réseau TISC inscrit au titre de l'année 2013, deux formations ont été organisées au profit des responsables des points focaux, elles concernent :

- la rédaction des demandes de brevets d'invention.
- la recherche et l'analyse de l'information brevet.

Les responsables des points focaux ont suivi également la formation en ligne lancée par l'Office Européen des Brevets sur la base de données payante « Global Patent Index » ainsi que les cours de formation avancés en ligne de l'OMPI portant sur plusieurs thématiques en rapport avec la propriété intellectuelle notamment la recherche et la rédaction de brevets et le commerce électronique.

Dans le même cadre, 7 ateliers d'information ont été organisés en collaboration avec les membres du réseau TISC pour la sensibilisation des entrepreneurs, des chercheurs, des doctorants et des étudiants sur le système de la propriété intellectuelle, principalement, les services de recherches TISC.

Les informations sur les activités du réseau TISC sont disponibles sur le site web : www.tisc.ma et sont diffusées via la Newsletter « TISC News » dont trois numéros ont été réalisés au cours de l'année 2013.

2. ACTIONS AVEC LES UNIVERSITES, LES CENTRES DE RECHERCHE ET LES CLUSTERS

Dans le cadre de la promotion de l'innovation, de la créativité, et de la valorisation des résultats de la recherche scientifique dans les universités marocaines et les centres de recherche, l'OMPIC a signé en 2013 deux conventions de partenariat et de valorisation de la recherche par dépôt de brevets avec l'Ecole Supérieure des Industries Textiles et Habillement (ESITH) et l'Institut de Recherche en Energie Solaire et en Energie Renouvelable (IRESEN). Au total, 35 conventions ont été signées avec les 14 universités marocaines, l'ESITH et l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et l'IRESEN depuis 2006.

Dans le cadre de ces partenariats noués avec les universités et les centres de recherche, l'OMPIC a mené des actions de formation, d'information et de sensibilisation auprès des établissements universitaires et des centres de recherche au cours de l'année 2013, on peut citer notamment :

- L'organisation d'actions d'information et de formation au profit des élèves ingénieurs, des doctorants et des chercheurs universitaires de plusieurs universités et écoles d'ingénieurs notamment l'Université Mohamed V Souissi, l'ESITH ainsi que les organismes membres du réseau TISC. Ces actions d'information et de formation ont porté principalement sur la propriété industrielle, notamment le brevet d'invention.
- L'animation de séminaires et de conférences, à savoir : le Premier Symposium International dédié à l'innovation organisé par l'Université Moulay Ismail de Meknès, la journée d'étude sur la « Valorisation de la recherche par l'entrepreneuriat » organisée par la Faculté des Sciences Ben M'SIK, la conférence sur les brevets d'invention lors des Doctoriales de Fès, les journées du Centre des Etudes Doctorales (CED) organisées par l'Université Abdelmalek Essaadi de Tétouan, séminaire sur l'Innovation : levier d'employabilité, organisé par l'université Mundiapolis.

En outre, parmi les activités réalisées par l'OMPIC pour la valorisation des résultats de la recherche, il y a lieu de citer :

- L'organisation d'entretiens individuels avec les étudiants, les doctorants et les chercheurs universitaires, sur des projets susceptibles de faire l'objet de dépôt de brevets d'invention, cette action a abouti à la production des brevets d'invention.
- La contribution de l'OMPIC aux événements organisés par les universités partenaires tels : la caravane de l'entrepreneuriat et de la recherche de l'Université Ibn Tofail, la sélection des projets candidats de EMINOV à l'école Mohammedia des ingénieurs, la participation aux membres de jury des soutenances des étudiants du master Entrepreneuriat et innovation de l'Université Mohammed V Souissi.

Ces actions de proximité au niveau des universités, ont contribué à l'augmentation des dépôts de brevets d'invention lors des cinq dernières années. En effet, le nombre des demandes de brevets de la part des universités est passé de 11 en 2009 à 138 en 2013.

III. ACTIVITES DE PROMOTION

Au cours de l'année 2013, de nombreuses actions de sensibilisation ont été réalisées afin de promouvoir le rôle de la propriété industrielle et commerciale.

1. MOROCCO AWARDS

L'événement des Morocco Awards qui célèbre les marques marocaines a été placé, lors de cette 5^{ème} édition, sous le signe du design et a connu la participation de 63 marques marocaines. La cérémonie de remise des trophées a eu le 20 décembre à Rabat à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc et a été présidée par Moulay Hafid El ALAMY, Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, elle a rassemblé plus de 300 personnalités et invités nationaux et internationaux.

7 Trophées et prix ont récompensé les meilleures marques dans les catégories suivantes : Marque de fabrique, Marque de service, Marque de commerce et de distribution, Marque de tradition, Marque marocaine qui se développe à l'international, Design de marque, Design de produit et prix du public.

Les lauréats ont dû satisfaire à de nombreux critères d'évaluation, à savoir : la stratégie de développement de la marque, la politique marketing, l'approche design de la marque, le degré d'innovation et la qualité du produit ou service.



Cérémonie de remise des trophées des Morocco-awards présidée par Moulay Hafid El ALAMY, Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique : 20 décembre 2013

2. MOUBTAKIR

La deuxième édition « MOUBTAKIR 2012 » a été organisée en collaboration effective avec les membres du réseau TISC (Réseau de Centres d'Information Technologique). En effet, des espaces identifiés au niveau des points focaux TISC logés dans des universités, des centres de R&D et des délégations du Ministère de l'Industrie du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique ont servi comme points de rencontre et de discussion avec les cibles de Moubtakir.

En guise de rappel, 176 projets ont été soumis par des porteurs de projets provenant de différentes régions du Maroc et dont 42% sont des femmes. Par ailleurs, 64% des porteurs de projets qui ont déposé leurs candidatures ont une moyenne d'âge entre 20 et 30 ans, ceci reflète le potentiel inventif et créatif des étudiants et jeunes chercheurs marocains. Après examen et analyse des projets soumis, 10 projets ont été retenus par un comité de sélection constitué d'experts nationaux.

Au cours de l'année 2013, l'OMPIC a financé la réalisation, pour les projets retenus d'études de préfaisabilité dont l'objectif est de fournir les informations nécessaires aux bailleurs de fonds et aux décideurs des entreprises et des fonds d'investissements, leur facilitant la prise de décision quant au financement et à la concrétisation de ces projets. Les rapports d'études de préfaisabilités ont été finalisés, validés et remis aux porteurs de projets.

3. SEMINAIRES, SALONS ET EXPOSITIONS

Dans le cadre des activités de sensibilisation et de promotion de la propriété industrielle et commerciale, l'OMPIC a organisé et a participé en 2013 à plusieurs séminaires, ateliers et journées d'information notamment :

- Le séminaire sur les résultats de l'Etude sur « l'impact économique de la contrefaçon au Maroc » organisé le 13 février par le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC) et la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM). Ce séminaire réalisé dans le cadre des activités du Comité National pour la Propriété Industrielle et Anti-Contrefaçon (CONPIAC) avait pour objectif de présenter d'une part, les résultats de l'étude sur la contrefaçon susmentionnée et d'autre part d'informer sur le bilan des activités et le programme d'actions du CONPIAC.

- La journée « portes ouvertes » au profit des élèves des collèges et lycées qui a eu lieu le 26 avril pour célébrer la Journée Mondiale de la Propriété industrielle placée cette année sous le thème « Créativité – la prochaine génération »,

Cette journée avait pour objectif d'inculquer au jeune public la culture de l'innovation et d'initier ainsi les futurs créateurs à développer leur sens de découverte et de créativité.

- Un séminaire sur « la recherche et l'innovation au service du développement industriel au Maroc : Quel rôle pour les compétences marocaines à l'étranger? » Organisé le 10 mai en partenariat avec le Forum des Compétences Marocaines (MCF). Ce séminaire avait pour objectif de contribuer à la mise en place d'un cadre d'échange d'expérience en matière de recherche et développement industriel entre les compétences marocaines à l'étranger et les acteurs de la recherche et l'innovation au Maroc.

- La participation à la conférence diplomatique pour la conclusion d'un traité visant à faciliter l'accès des déficients visuels et des personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, organisée du 17 au 28 juin à Marrakech. Les travaux de cette conférence ont abouti à l'adoption de ce traité international. En marge de cette conférence, l'OMPIC a mis en place un stand pour présenter ses activités.

- Séminaire sur l'innovation technologique, la propriété intellectuelle et la valorisation de la R&D et formation sur les techniques de recherche et d'analyse de l'information brevet, les 24-25 Octobre organisé en partenariat avec le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et l'Université Internationale de Rabat (UIR).

- Séminaire sur les outils de mesure de l'innovation notamment l'analyse des résultats de l'édition 2013 du « Global Innovation Index » organisé le 2 octobre en collaboration avec l'Association Marocaine pour la Recherche - Développement (R&D Maroc) et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

- Colloque de formation sur les droits de propriété intellectuelle au profit des juges et procureurs du Maroc organisé du 19 au 22 novembre au siège de l'OMPIC.

en collaboration avec le Ministère de la Justice et des Libertés, l'Académie Globale de la Propriété Intellectuelle (GIPA) et l'Office Américain des Brevets et des Marques de Commerce (USPTO). Ce colloque avait pour objectif notamment de présenter les développements récents de la loi relative à la protection de la propriété industrielle, tant au niveau national qu'international et de présenter l'expérience marocaine et américaine en la matière.

- La participation le 12 décembre à Londres au Royaume-Uni, à une conférence internationale sur la propriété intellectuelle, placée sous le thème « la lutte contre les atteintes aux droits de la propriété intellectuelle ». Cette conférence organisée par la Chambre de Commerce arabo-britannique, était l'occasion d'échanger mutuellement sur les meilleures pratiques qui peuvent être utilisées pour lutter contre les infractions liées à la propriété intellectuelle et de présenter aux opérateurs économiques britanniques, l'expérience du Maroc, de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie en la matière.

- Séminaire sous le thème « Marque et Design : les moyens de protection et de développement de l'image de l'entreprise » organisé le 20 décembre à Rabat. Ce séminaire avait pour objectif de souligner l'importance des stratégies de propriété industrielle, notamment en ce qui concerne les marques et le design, dans le développement de l'entreprise et de son image et dans la création de valeur. Il était l'occasion de mettre également en exergue les outils de protection offerts par le système de marque et design.

En matière d'expositions et de salons, l'OMPIC a pris part aux activités suivantes :

- 1^{er} Salon commercial de l'artisanat des Etats Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) organisé du 11 au 17 avril. Dans ce cadre, l'OMPIC a participé par une exposition d'un certain nombre de marques collectives de certification notamment, (le tajine madmoun, le tapis Rbati,...). Il a également intervenu lors des conférences en animant une thématique sur la protection des indications géographiques et des appellations d'origine contrôlées.

- Salon Maroc expo organisé du 25 au 27 avril sur les métiers du commerce et de l'entrepreneuriat en Franchise. Dans ce cadre, l'OMPIC a animé un stand pour présenter ses prestations de services, notamment en matière de marques nationales et internationales.

- 2^{ème} édition du salon e-commerce organisé du 19 au 21 septembre à Casablanca. A cette occasion, l'OMPIC a animé un stand pour présenter ses activités notamment les services en ligne via Directinfo.

- 2^{ème} édition du salon Expo Halal international les 26 et 27 septembre à Meknès sous le thème : Recherches et innovations dans les produits halal à l'export. A cette occasion, l'Office a animé un stand pour présenter ses produits et services. il a également animé une conférence sous le thème « la marque : outil de protection et de promotion pour les produits halal ».



Journée « portes ouvertes » au profit des élèves des collèges et lycées pour célébrer la Journée Mondiale de la Propriété industrielle placée sous le thème « Créativité – la prochaine génération » : le 26 avril 2013

- 1^{ère} édition du Salon Professionnel de l'artisanat marocain « Minyadina » du 27 novembre au 1^{er} décembre à Casablanca organisée par la Fédération des Entreprises d'Artisanat du Maroc (FEA).

- 10^{ème} édition du Salon Moubadara les 19, 20 et 21 Septembre à Tanger sous le thème : la TPE / PME au service de l'économie Marocaine organisée par le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique ; le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance.

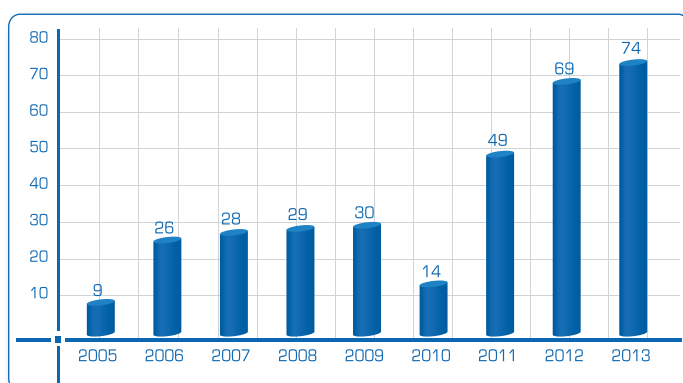
L'OMPIC a également organisé une exposition sous le thème « marque et design » en marge de la cérémonie de remise des trophées des Morocco-awards le 20 décembre à Rabat.

4. PRE-DIAGNOSTICS PROPRIETE INDUSTRIELLE

Dans le cadre des services offerts par l'OMPIC pour accompagner les entreprises innovantes à la mise en place d'une stratégie de propriété industrielle, l'année 2013 a vu la réalisation de 74 pré-diagnostic en propriété industrielle (62 de nature technologique et 12 de nature commerciale).

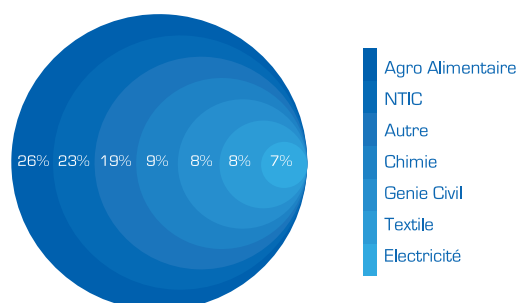
Ce chiffre est en hausse de 7% par rapport à l'année 2012 et de 51% par rapport à l'année 2011.

Evolution des pré-diagnostic Propriété Industrielle



Les délégations du Commerce et de l'Industrie ont participé à la réalisation d'un certain nombre de Pré-diagnostic Propriété Industrielle au profit des entreprises de leurs régions. Certaines délégations ont été accompagnées par des intervenants de l'OMPIC.

Répartition sectorielle des pré-diagnostic en 2013



Les entreprises ayant bénéficié du Pré-diagnostic opèrent dans différents secteurs, à savoir : l'agro-alimentaire avec 26%, les NTIC avec 23%, 9% opèrent en chimie, 8% en génie civil et en textile, 7% en électricité.

5. COOPERATION AU NIVEAU INTERNATIONAL

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (OMPI)

Comité Permanent du Droit des Marques, des Dessins et Modèles Industriels et des Indications Géographiques (SCT)

Le Maroc a présidé les 29^{ème} et 30^{ème} sessions du Comité Permanent du Droit des Marques, des Dessins et Modèles Industriels et des Indications Géographiques (SCT) qui se sont tenues du 27 au 31 mai et du 4 au 8 novembre au siège de l'OMPI à Genève – Suisse.

Il est à rappeler que la présidence de ce comité a été assurée par M. El Maliki, Directeur Général de l'OMPIC, pour la 4^{ème} fois après celles de 2009 et 2010.

Comité Permanent du Droit des Brevets (SCP)

L'OMPIC a pris part aux travaux de la 19^{ème} session du comité permanent du droit des brevets (SCP) qui s'est tenue à Genève du 25 au 28 février et qui vise à faciliter la coordination et à définir des orientations concernant le développement progressif du droit international des brevets, avec pour objectif principal l'harmonisation du droit des brevets.

Cette réunion a concerné notamment le système international des brevets, les exceptions et limitations relatives aux droits de brevet et la qualité des brevets, ainsi que le système d'opposition.

Assemblées Générales des Etats Membres

L'OMPIC a pris part à la 51^{ème} série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI qui a eu lieu à Genève du 23 Septembre au 02 Octobre.

L'objectif de ces réunions annuelles est de permettre aux états membres de l'OMPI d'évaluer les progrès accomplis dans les travaux de l'Organisation et d'examiner les grandes orientations futures.

En marge de ces assemblées, divers événements culturels ont été organisés et qui ont permis de célébrer les talents créatifs et novateurs des pays membres.

Autres activités

La coopération entre l'OMPIC et l'OMPI a concerné également :

- Echanges dans le cadre du projet de refonte du système de gestion des marques internationales
- Echange de supports de communication (dépliants, guides, vidéos...)
- Trophée de la marque qui se développe à l'international remis par l'OMPI lors des Morocco Awards.

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS (OEB)

Trois accords de coopération ont été signés par l'OMPIC et l'OEB à Munich pour renforcer le système des brevets tant au Maroc qu'en Europe.

Ces accords portent sur le renouvellement de l'accès au système de recherche EPOQUENet par les examinateurs de l'OMPIC ainsi que sur les actions de formation et l'échange d'expertise entre les deux offices.

Un plan d'action 2013-2014 a été établi suite à la signature de ces accords et porte sur :

- Le droit des brevets d'invention et les procédures de délivrances
- Les capacités humaines et techniques de l'OMPIC
- la promotion du système national des brevets d'invention
- la coopération régionale



Comité Permanent du Droit des Marques, des Dessins et Modèles Industriels et des Indications Géographiques (SCT) sous la Présidence de M. Adil El Maliki au siège de l'OMPI à Genève – Suisse.

OFFICE DE L'HARMONISATION DANS LE MARCHÉ INTERIEUR (OHMI)

L'OMPIC et l'OHMI ont signé, le 21 juin à Alicante – Espagne, un accord de coopération bilatérale et le 26 septembre à Genève, un accord sur l'échange de données. L'objectif de ces accords est d'intensifier la coopération et d'échanger les expériences en matière de gestion des droits de propriété intellectuelle en vue d'améliorer les systèmes d'échange d'information, de renforcer les programmes de formation et de sensibilisation en la matière et de collaborer sur la question de lutte contre la contrefaçon.

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (INPI – FRANCE)

L'OMPIC et l'INPI ont tenu leur 19^{ème} commission mixte à Paris le 15 Novembre 2013. À cette occasion, l'OMPIC a signé un accord de coopération avec l'Institut Européen Entreprise et Propriété Intellectuelle (IEEPI) portant notamment sur la coopération pédagogique en matière de formation, l'échange de formateurs et l'échange d'informations, de documents et de matériel pédagogique.

L'OMPIC a également pris part à la cérémonie de remise des trophées de l'innovation pour la région de l'Alsace, tenue à Strasbourg le 14 Novembre en présence de la vice-présidente du Conseil Régional d'Alsace et de responsables de l'INPI.

En outre, l'Office a animé une table ronde avec les responsables de la propriété industrielle d'entreprises françaises et du MEDEF.

OFFICE SAOUDIEN DES BREVETS

Un accord de coopération technique avec l'Office des Brevets de l'Arabie Saoudite a été signé le 23 Octobre au siège de l'OMPIC.

La coopération entre les offices marocains et saoudiens permettra les échanges d'information et de documents, le renforcement des capacités des deux structures et la coopération dans le domaine de la propriété industrielle, à travers :

- Les échanges entre les réseaux de centres d'informations technologiques (TISC) marocains et saoudiens.

- L'échange d'expertise en matière de recherche et d'analyse de l'information brevet

- La formation sur les aspects brevets

- Le système d'information, les services en ligne et le système de gestion électronique de documents

- L'échange de l'information brevet et l'amélioration de la publication électronique de l'information brevets à travers la plateforme « Arabpat » de publication des brevets d'invention dans les pays arabes.

COOPERATION SUD-SUD

Une visite d'étude de l'OAPI a été organisée du 14 au 17 janvier dans le cadre des activités de coopération entre l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) et l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC) au sujet de l'expérience marocaine en matière d'enregistrement et de publication des titres de propriété industrielle sur fond d'automatisation.

L'OMPIC a reçu également en 2013 plusieurs visites de délégations de pays arabes, notamment d'Arabie Saoudite, du Qatar, du Sultanat d'Oman, de Tunisie.

6. CENTRES DE SERVICES

L'OMPIC a signé en fin 2013 une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce d'Industrie et de Services de Rabat pour la mise en place d'une nouvelle interface de services Propriété Industrielle et Commerciale.

Concernant l'activité des centres de services créés auparavant à la Chambre de Commerce d'Industrie et de Services de Casablanca, à la Chambre Française de Commerce et d'Industrie au Maroc de Casablanca et au Technopark, elle a enregistré en 2013 les chiffres suivants :

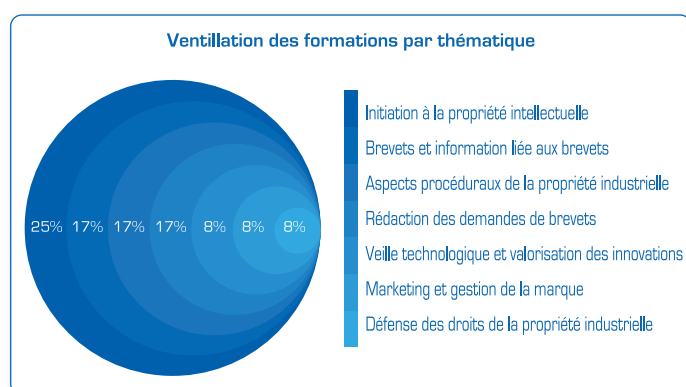
Centre de services	Dépôt CN	Dépôt marques	Dépôt DMI	Renseignement sur RC
CECOGEC	405	66	01	39
CFCIM	75	58	-	01
TECHNOPARK	25	28	05	-

Il est à noter que le centre de services au Technopark offre une permanence des services de l'OMPIC tous les jours jusqu'à 18h30 et les samedis de 9h à 12h30.

IV. ACTIVITES DE L'ACADEMIE MAROCAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ET COMMERCIALE (AMAPIC)

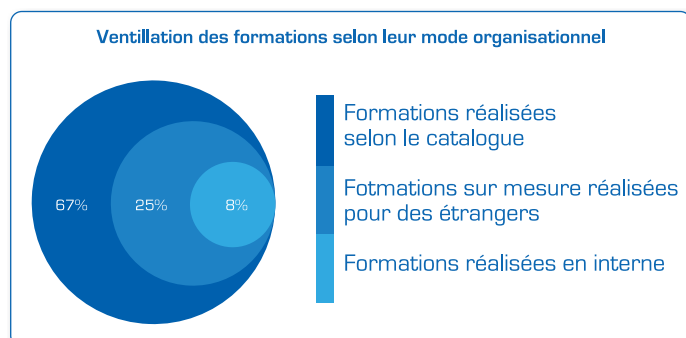
L'année 2013 a été marquée par 12 formations en présentiel au profit de 280 apprenants marocains et étrangers, émanant des universités, centres de R&D, entreprises, institutions et associations professionnelles.

Ventilation des formations par thématique



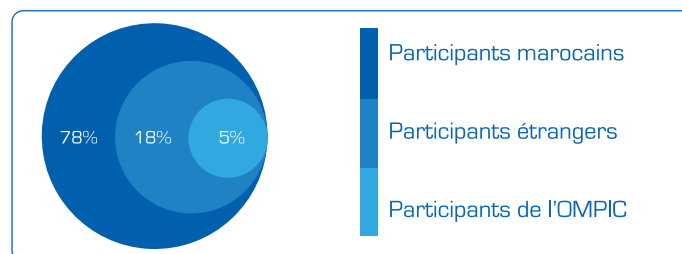
La répartition des formations par thématique a montré que 25% de ces formations se rapportent à l'initiation à la propriété intellectuelle, suivies des formations sur la rédaction des brevets, les brevets et l'information liée aux brevets et les aspects procéduraux de la propriété industrielle, avec 1 part égale de 17%.

Ventilation des formations selon leur mode organisationnel



Les formations réalisées selon le catalogue ont atteint 67%, suivies par celles réalisées au profit des étrangers (25%) et les formations réalisées pour les personnels de l'OMPIC (8%).

Ventilation des participants



La répartition des formations selon l'appartenance des participants montre que 77% des formations ont été réalisées pour des marocains (universitaires, entreprises, membres du REPIC, ...) suivies des formations au profit de participants étrangers avec 18% et de celles au profit des personnels de l'OMPIC avec 5%.

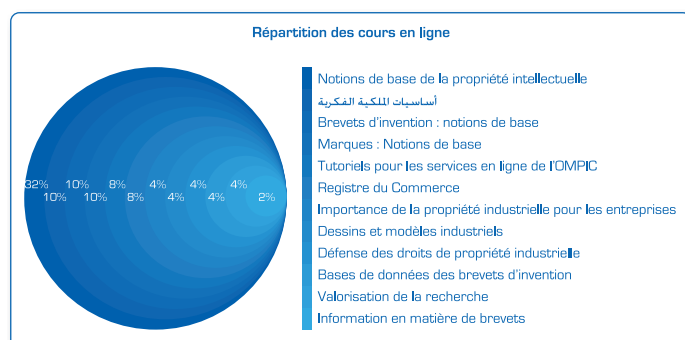
Les dites formations ont été animées par des responsables de l'OMPIC, des enseignants universitaires et des experts étrangers.

Formation en ligne

En ce qui concerne la formation en ligne, en plus des 2 modules sur les notions de base en matière de brevets d'invention et de marques, l'AMAPIC a mis en place 10 modules sur la propriété intellectuelle et commerciale, qui sont développés par une société spécialiste en la matière. Les intitulés des dix modules sont les suivants :

- Notions de base sur la PI en français
- Notions de base sur la PI en arabe
- Dessins et modèles industriels
- Registre de commerce
- Importance de la PI pour les PME
- Tutoriels des services en ligne
- Valorisation de la recherche
- Information en matière de brevets d'invention
- Bases de données des brevets d'invention
- Défense des droits de la propriété industrielle

Répartition des cours en ligne



Il est à noter que depuis son lancement en septembre 2013, les cours en ligne sur la propriété intellectuelle et commerciale ont connu l'inscription de 380 apprenants du monde universitaire, du secteur privé. 32% de ces formations concernent le module « Initiation à la propriété intellectuelle », 10% les « Brevets d'invention : Notion de

base », 10% « Initiation à la propriété intellectuelle » et « Marques : Notions de base », 8% « Registre du Commerce » et « Tutoriels pour les services en ligne de l'OMPIC ».

Aussi, 92 participants marocains se sont inscrits en 2013, aux cours en ligne dispensés par l'Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

En outre, l'AMAPIC a connu, en 2013 la signature des décisions des tarifs de la formation et ceux relatifs aux honoraires des formateurs, la préparation du catalogue 2013 ainsi que le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour intégrer l'équipe des formateurs de l'AMAPIC. Une vingtaine de personnes du monde universitaire, des cabinets conseils en propriété industrielle et du secteur industriel, ont manifesté leur intérêt.

V. SERVICES D'INFORMATION

Services en ligne

	Marque	CN	Statuts et Pv	Etats de synthèses	Rapport CAC	Informations financières	FCE	Total
2009	658	2385	577	20334	376	472	72	24874
2010	743	2915	1265	23338	582	378	1306	30527
2011	795	3560	1373	23246	492	319	1973	31758
2012	992	4189	2073	29152	425	544	947	38322
2013	1777	4922	3338	29211	972	220	1156	41596
2013/2012	79%	17%	61%	0%	129%	-60%	22%	9%

En 2013, l'OMPIC a enregistré 41596 opérations effectuées en ligne via www.directinfo.ma contre 38322 en 2012, soit un taux d'évolution de 9%.

Les plus importantes variations enregistrées au cours de cette année par rapport à 2012 sont :

- + 129 % pour les consultations des Rapports des commissaires aux comptes
- + 79 % pour les dépôts de marques
- + 61 % pour les consultations des Statuts et PVs

S'agissant des services de consultation des informations légales sur les personnes morales et physiques, il y a lieu de noter que ces services ont connu une évolution

importante depuis 2009 jusqu'à 2012. Toutefois, en 2013, ces demandes d'information ont connu une baisse importante par rapport à 2012. Cette baisse est due essentiellement à la gratuité accordée par l'OMPIC pour l'accès à certaines informations légales à savoir : date de création, capital, activité, liste des documents juridiques disponibles (Etats de synthèse, Rapport du commissaire aux comptes, Procès verbaux et Statuts des entreprises). L'objectif est de promouvoir l'utilisation des informations légales sur les entreprises et d'encourager le développement des services à valeur ajoutée.

	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012
Informations PM	4445	5436	8480	10968	5740	-48%
Informations PP	140	1430	2322	3381	1116	-67%

Front office

	renseignements au niveau REPIC	renseignements au niveau du front office Casablanca	renseignements aux institutionnels	Total
2013	6515	4764	2558	13837
2012	3941	3693	5085	12719
2013/2012	65%	29%	-50%	9%

Au cours de l'année 2013, les renseignements émanant des antennes régionales ont enregistré une évolution notable de 65% par rapport à 2012, passant de 3941 à 6515 demandes de renseignements. Quant aux renseignements reçus directement à l'OMPIC, elles ont enregistré 4764 demandes contre 3693 en 2012 soit une évolution de 29%.

VI. DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION

L'année 2013 a connu la réalisation d'un ensemble d'actions en matière de développement du système d'information. Il s'agit principalement de :

- la mise en production de la nouvelle version de la plate-forme Directinfo relative aux services en ligne de l'OMPIC : www.directinfo.ma.
- le déploiement en intranet de la solution décisionnelle de la propriété industrielle et commerciale et test de la 1^{ère} version du portail décisionnel.

- l'intégration des marques marocaines dans la plate-forme TMView, plate-forme de recherche sur les marques développée par l'OHMI (Office des marques de l'Union Européenne) : www.tmview.org.

- la refonte des moteurs de recherche dédiés pour la consultation des bases de données de la propriété industrielle et du registre central de commerce : www.ompic.ma.

- la mise en pré-production du nouveau système IPAS pour la gestion des brevets d'invention.

- le lancement du projet de refonte du système de gestion des marques internationales.

- l'optimisation et l'amélioration des systèmes de traitement des états de synthèse centralisés à l'OMPIC.

- le renforcement de l'infrastructure réseau/Internet par la mise en place d'un agrégateur de liens Internet pour la haute disponibilité et partage de charges.

- le lancement du projet de mise en œuvre de la plate-forme virtuelle et de sauvegarde.

- le lancement du projet de mise à niveau de la plate-forme ToIP et de la visioconférence.

VII. ACTIVITES DU COMITE NATIONAL POUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET ANTI-CONTREFAÇON (CONPIAC)

L'année 2013 a été marquée par la publication des résultats de l'étude sur l'impact économique de la contrefaçon au Maroc, réalisée en 2012 et présentée lors d'un séminaire organisé par le CONPIAC à la CGEM le 13 Février 2013.

Le CONPIAC a mené en 2013, sur la base des recommandations de cette étude, des actions qui ont porté notamment sur :

- L'élaboration des termes de référence de l'observatoire national de la contrefaçon, dans l'objectif de disposer d'informations et de données chiffrées régulières sur la contrefaçon au Maroc ainsi que les termes de référence d'une base de données informationnelles pour faciliter l'échange d'informations entre les membres du CONPIAC.



- Les préparatifs pour l'organisation d'actions à l'échelle régionale dans les régions les plus touchées par la contrefaçon, identifiées dans l'étude sur la contrefaçon, à savoir le Grand Casablanca, le Nord (Tanger / Tétouan), l'Oriental (Oujda / Nador) et le Sud (Agadir / Inzegane).

- La préparation d'un projet de guide sur les moyens de prévention et de répression de la contrefaçon, destiné particulièrement aux entreprises.

- La préparation d'un projet de cahier de charges du site web du CONPIAC (Stop Contrefaçon) qui prévoit différentes rubriques concernant le CONPIAC et les questions de la contrefaçon.

- Le lancement de campagnes de sensibilisation des consommateurs, en collaboration avec des partenaires notamment l'association des consommateurs UNICONSO et qui visent particulièrement à sensibiliser sur le danger de la contrefaçon pour les pièces de rechange automobile.

Concernant la formation des membres du CONPIAC, l'OMPIC a organisé une session de formation sur la propriété industrielle pour les magistrats et des Techniciens du laboratoire LARATES de la Gendarmerie Royale.

De plus, l'OMPIC a contribué à un séminaire régional de formation organisé du 2 au 4 Avril à Marrakech par l'INTERPOL en collaboration avec la Direction Générale de la Sureté Nationale (DGSN) au profit des Pays Arabes et du Moyen Orient, sur la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon.

Par ailleurs, les membres du CONPIAC ont participé à différents événements concernant la lutte contre la contrefaçon :

- 7^{ème} Congrès Mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage, organisé du 24 au 26 Avril, par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD),

l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et l'INTERPOL, en partenariat avec l'Association Internationale pour les Marques (INTA) et la Chambre Internationale de Commerce ;

- Atelier sur les droits de propriété intellectuelle pour les pays euro-méditerranéens sur la lutte contre le piratage et la contrefaçon, organisée le 8 Octobre, par la Commission de l'Union européenne ;

- Séminaire régional sur les crimes économiques, organisé du 14 au 16 Octobre par le programme TAIEX (programme d'assistance technique et d'échange d'information de l'Unité de renforcement institutionnel de la Commission européenne) en coopération avec EUROPOL.

- Séminaire sur « les modes alternatifs de résolution de conflits au Maghreb dans le domaine de la propriété intellectuelle », organisé à Rabat les 30 et 31 Octobre,

- Réunions du groupe de travail sur la contrefaçon au niveau de la Chambre Française du Commerce et d'Industrie du Maroc où l'OMPIC a animé une thématique sur les mesures de lutte contre la contrefaçon dans le cadre de la législation en vigueur et les améliorations proposées dans l'amendement de la loi.



RESSOURCES ET INFRASTRUCTURES



RESSOURCES

ET INFRASTRUCTURES

I. RESSOURCES HUMAINES

Les ressources humaines constituent le facteur de base d'une bonne performance pour toute organisation. A cet effet, l'OMPIC œuvre pour garantir à ses collaborateurs un climat de travail convivial et motivant.

Dans ce sens, l'Office continue d'œuvrer pour l'exécution du plan de mise à niveau du statut du personnel, prévu par la 4^{ème} résolution du 15^{ème} Conseil d'Administration de l'OMPIC tenu le 27 juin 2011, et ce en collaboration avec les services concernés du Ministère de l'Economie et des Finances.

En application de l'article 16 du statut du personnel, une indemnité de représentation a été octroyée à tous les responsables de l'Office en 2013.

Concernant, la formation continue, plusieurs actions ont été réalisées au profit du personnel de l'OMPIC :

- Formation diplômante (2^{ème} et 3^{ème} cycle) dans le cadre de la convention de formation signée avec l'université Hassan II Casablanca : passage du taux de réalisation de 67% en 2012 à 88% en 2013.
- Formation E-learning : 14% du personnel s'est inscrit aux cours d'enseignement à distance assurés par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).
- Formation en anglais;

En terme d'emploi, l'année 2013 a été caractérisée par :

- La promotion de catégorie de 5 personnes ;
- L'avancement de rang de 51 personnes ;

- Le reclassement de 6 personnes suite à l'obtention des diplômes d'études supérieures (Master) ;

- Le recrutement de 12 personnes (soit 8 nouveaux postes budgétaires sur l'année 2013 et 4 remplacements des départs sur la même année), ramenant l'effectif de l'OMPIC à 106 employés, conformément au budget 2013 (loi des cadres), soit une répartition des effectifs comme suit :

- 15 hors cadres,
- 53 cadres de 2^{ème} catégorie,
- 21 cadres de 1^{ère} catégorie,
- 6 hautes maîtrises,
- 7 maîtrises,
- 4 exécutions.

- L'évolution continue du taux d'encadrement : 84% en 2013 contre 80% en 2012.

- Le maintien de l'équilibre en matière d'emploi avec un effectif féminin représentant 50 % de l'effectif total.

- Le rajeunissement du personnel de l'OMPIC avec une moyenne d'âge de 35,5 ans en 2013, contre 37 ans en 2012.

II. RESSOURCES FINANCIERES

Les recettes de l'OMPIC enregistrées au titre de l'année 2013 s'élèvent à 56.3 millions de dirhams, enregistrant ainsi une stagnation par rapport à l'année 2012.

L'activité Marques figure en première position avec une part de 39% du total des produits, suivie par les Noms

commerciaux avec 24 % et les prestations relatives aux Brevets d'invention avec 17%.

- Les recettes des Marques de fabrique, de commerce ou de service : +11%.

Les principales variations enregistrées durant l'exercice 2013 concernent essentiellement :

- Les recettes des prestations relatives aux Brevets d'invention : -21%.

Services rendus	Réalisation 2012	Réalisation 2013	Taux d'évolution	Part
Marques de fabrique, de commerce ou de service	19 530 480,79	21 740 288,00	11%	39%
Nom commercial	13 614 168,00	13 680 559,99	0%	24%
Prestations sur Brevets d'invention	11 746 074,00	9 336 155,03	-21%	17%
Prestations d'information en matière de PIC	5 966 114,95	5 729 443,20	-4%	10%
Opérations postérieures	1 442 640,00	1 531 980,00	6%	3%
Dessins et modèles industriels	1 214 581,50	1 446 977,95	19%	3%
Publications	27 360,00	1 440,00	-95%	0%
Récompense industrielles		720,00		0%
Prestations de formation de l'AMAPIC		91 200,00		0%
Droit des timbres au titre des Certificats Négatifs	1 736 655,00	1 685 395,00	-3%	3%
Intérêts et autres produits financiers	984 101,18	1 092 439,35	+11%	2%
TOTAL	56 262 175,42	56 336 598,52	+0,13%	100%

III. AUDIT

Dans l'objectif d'évaluer l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, des missions d'audit ont été réalisées au cours de l'exercice 2013. Il s'agit principalement de :

L'audit des comptes de l'exercice 2012

A l'issue de cette mission d'audit confiée à un auditeur externe indépendant, les comptes de l'OMPIC au titre de l'exercice 2012 ont été certifiés. Selon le rapport d'opinion, ces derniers sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Office conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

A signaler que les principaux résultats et recommandations de cet audit ont fait l'objet de l'ordre du jour de la 19^{ème} réunion du Conseil d'Administration tenue en juillet 2013.

L'audit des antennes régionales

Au cours de 2013, sept antennes régionales de l'OMPIC ont été auditées : Agadir, Al-Hoceima, Essaouira, Laayoune, Nador, Safi et Tiznit.

Ces missions ont pour objectifs d'apprécier la qualité d'accueil régional, de vérifier la bonne application des procédures et d'identifier les risques inhérents à la gestion.

Les principales recommandations ont porté essentiellement sur les aspects procéduraux et organisationnels.

L'audit de la régie de recette du siège de l'OMPIC

Afin de s'assurer de la régularité, l'exactitude et la traçabilité des opérations de caisse, une mission d'audit a été réalisée au cours du premier semestre 2013. Selon le rapport de cet audit, aucune anomalie n'a été relevée et toutes les opérations effectuées respectent les dispositions réglementaires.

L'audit de la procédure de recrutement

Cette mission, qui a débuté en décembre 2013, a pour but de :

- Vérifier la conformité de la procédure de recrutement par rapport aux dispositions du statut du personnel de l'OMPIC et de la Circulaire de Monsieur le Chef du Gouvernement;
- Mettre en évidence les éventuelles faiblesses du contrôle interne lié à l'application de la procédure de recrutement.

Les résultats de cet audit seront validés en janvier 2014 et présentés par la suite au comité d'audit de l'OMPIC.

Par ailleurs, il est à noter que le comité d'audit de l'OMPIC s'est réuni en juillet 2013 afin de :

- examiner l'arrêté des comptes au 31 / 12 / 2012;
- examiner le rapport d'opinion et le rapport du contrôle interne de l'auditeur des comptes;
- analyser la matrice globale des recommandations formulées par le Conseil d'Administration, le comité d'audit et les auditeurs, ainsi que le suivi de leur mise en œuvre.

IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'OMPIC a tenu son 19^{ème} Conseil d'Administration le 26 juillet 2013, sous la présidence du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique. Cette réunion a porté sur les points suivants :

- Approbation du procès verbal de la dix-huitième réunion du Conseil d'Administration de l'OMPIC;
- Point sur l'activité du 1^{er} semestre de l'année 2013;
- Présentation du rapport d'audit sur les comptes de l'OMPIC et sur l'évaluation du contrôle interne pour l'année 2012;
- Rapport du contrôleur d'Etat.

Il est à rappeler que la 18^{ème} réunion du Conseil d'Administration de l'OMPIC s'était tenue le 24 décembre 2012 et avait porté sur :

- Approbation du procès verbal de la dix-septième réunion du Conseil d'Administration de l'OMPIC;
- Rapport d'activité de l'année 2012;
- Bilan des projets inscrits dans le contrat d'objectifs Propriété Industrielle et Commerciale « Horizon 2015 » au titre de l'année 2012;
- Plan d'action et budget de 2013.

IV. مجلس الإدارة

عقد المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية مجلسه التاسع عشر يوم 26 يوليو 2013 تحت رئاسة وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي. ولقد تناول هذا الاجتماع النقاط التالية :

- المصادقة على محضر الاجتماع 18 لمجلس إدارة المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية.
- التركيز على أنشطة النصف الأول من سنة 2013.
- تقديم تقرير الفحص حول حسابات المكتب وحول تقييم المراقبة الداخلية برسم سنة 2012.
- تقرير مراقب الدولة.
- الجدير بالذكر أن الاجتماع 18 لمجلس إدارة المكتب انعقد يوم 24 دجنبر 2012 حيث تطرق للمواضيع التالية :
- المصادقة على محضر الاجتماع 17 لمجلس إدارة المكتب
- تقرير أنشطة سنة 2012.
- حصيلة المشاريع المدرجة في عقد أهداف الملكية الصناعية والتجارية في «أفق 2015» برسم سنة 2012.
- إعداد خطة عمل وميزانية 2013.

الخدمات المسدات	إنجازات سنة 2012	إنجازات 2013	نسبة التطور	الحصة
علامة الصناعة، أو التجارة أو الخدمات	19 530 480,79	21 740 288,00	11%	39%
الإسم التجاري	13 614 168,00	13 680 559,99	0%	24%
الخدمات المرتبطة ببراءة الاختراع	11 746 074,00	9 336 155,03	-21%	17%
خدمات إخبارية بخصوص الملكية الصناعية والتجارية	5 966 114,95	5 729 443,20	-4%	10%
عمليات لاحقة	1 442 640,00	1 531 980,00	6%	3%
رسوم ونماذج صناعية	1 214 581,50	1 446 977,95	19%	3%
إصدارات	27 360,00	1 440,00	-95%	0%
التعويضات الصناعية		720,00		0%
خدمات تدريب الأكاديمية		91 200,00		0%
رسوم التمبر بخصوص الشهادات السلبية	1 736 655,00	1 685 395,00	-3%	3%
الفوائد والمنتجات المالية الأخرى	984 101,18	1 092 439,35	+11%	2%
المجموع	56 262 175,42	56 336 598,52	+0,13%	100%

III. تدقيق الحسابات

تدقيق عائدات مقر المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية

بهدف تأمين الانضباط والدقة وإمكانية التتبع بالنسبة للعمليات النقدية، تم إنجاز مهمة تدقيق الحسابات خلال النصف الأول من سنة 2013. وحسب التقرير الذي أفضى إليه هذا التدقيق، فإنه لم يتم تسجيل أية خروقات، إذ تم الإقرار بأن كل العمليات المُتَجَزَة قد تمت وفقاً للمقتضيات القانونية.

تم إنجاز عدة مهام تدقيق الحسابات خلال سنة 2013 بهدف تقييم فعالية عملية تدبير المخاطر، والمراقبة والحكمة، ويتعلق الأمر أساساً بما يلي :

تدقيق حسابات سنة 2012

تم التصديق على حسابات سنة 2012 عقب إنجاز مهمة تدقيق الحسابات التي أسندت إلى مدقق حسابات خارجي ومستقل. وحسب تقرير الرأي المكتوب، فإن تلك الحسابات تتميز بالانضباط والصدق وتعكس في كل مظاهرها الجوهرية صورة آمنة لنتائج العمليات المُتَجَزَة خلال السنة. كما تعكس حالة الذمة المالية وفقاً للمرجعية المحاسبية المعمول بها بالمغرب.

جدر الإشارة إلى أن النتائج الرئيسية والتوصيات المنبثقة عن تدقيق الحسابات هذا قد أدرجت على جدول الأعمال للاجتماع 19 لمجلس الإدارة المنعقد في يوليو 2013.

تدقيق حسابات المكاتب الجهوية

خلال سنة 2013، تم افتتاح سبعة مكاتب جهوية تابعة للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية، وهذه المكاتب هي: أكادير، الحسيمة، الصويرة، العيون، الناظور، آسفي، تيزنيت.

وقد انصبت هذه المهام خصوصاً على تقييم جودة الاستقبال على المستوى الجهوي، ومراقبة التطبيق الجيد للمساطر، وتحديد المخاطر المرتبطة بالتدبير.

ولقد ركز التوصيات الرئيسية أساساً على الجوانب المسطرية والتنظيمية.

التدقيق في إجراءات التوظيف

تهدف هذه المهمة التي بدأت في دجنبر 2013 إلى :

- التحقق من مطابقة مسطرة التوظيف لمقتضيات النظام الأساسي لموظفي المكتب وكذا للدورية الصادرة عن السيد رئيس الحكومة.

- إبراز النواقص المحتملة في نظام المراقبة الداخلية المرتبطة بتطبيق مسطرة التوظيف.

وسيتم التصديق على هذه النتائج في يناير من سنة 2014، وعرضها على أنظار لجنة التدقيق للمكتب المغربي.

من جهة أخرى، جُب الإشارة إلى أن لجنة التدقيق التابعة للمكتب قد عقدت اجتماعاً في يوليو 2013 وذلك بهدف :

- فحص البيانات المالية بمنع 31 / 12 / 2013

- فحص تقرير الرأي المكتوب، وتقرير الافتتاح الداخلي لمدقق الحسابات؛

- فحص المصفوفة الإجمالية للتوصيات التي تمت صياغتها من طرف مجلس الإدارة، ولجنة الفحص ومراقبي الحسابات ومتابعة تنفيذها.

الموارد والبنيات التحتية



أ. الموارد البشرية

و 4 تعويضات بعد مغادرة 4 موظفين لوظائفهم خلال نفس السنة).
ما يرفع عدد الموظفين إلى 106 موظف وفقاً لميزانية 2013 (قانون
الأطر). يتوزعون على الشكل التالي :

- 15 موظفا خارج إطار
- 53 إطاراً من الصنف الثاني
- 21 إطاراً من الصنف الأول
- 6 درجة عالية من التمكن
- 7 درجات التمكن
- 4 أعوان تنفيذ

تشكل الموارد البشرية العامل الأساسي للأداء الجيد لأي مؤسسة، وفي
هذا الصدد، فإن المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية يعمل
على توفير مناخ عمل مريح ومحفز للمتعاملين معه.

وعلى هذا الأساس، يواصل المكتب العمل على تنفيذ خطة تحسين
أوضاع العاملين داخله، والمنصوص عليها في القرار 4 الصادر عن
الاجتماع الخامس عشر لمجلس إدارة المكتب المنعقد يوم 27 يونيو
2011، وذلك بتعاون مع المصالح المعنية بوزارة الاقتصاد والمالية.

• تستمر نسبة التأطير في التطور (84% سنة 2013 مقابل
80% سنة 2012)

• الحفاظ على التوازن بالنسبة للجنسين من خلال منح 50% من
مجموع المناصب للنساء

• تشييب الموارد البشرية للمكتب بمعدل فئة عمرية بلغت سنة
2013، 35,5 سنة، مقابل 37 سنة في 2012.

أ. الموارد المالية

ارتفعت عائدات المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية المسجلة
برسم سنة 2013 إلى 56,3 مليون درهم، مسجلة بذلك ركوداً
مقياساً بسنة 2012.

وتأتي الأنشطة المرتبطة بالعلامات التجارية في المقام الأول بحصة بلغت
39% من مجموع المنتجات، متبوعة الأسماء التجارية بنسبة 24%.
تليها الخدمات المرتبطة ببراءات الاختراع التي بلغت نسبتها 17%.

وتُهم التغيرات الرئيسية المسجلة خلال سنة 2013 بالأساس
العناصر التالية :

- عائدات العلامات التجارية، والتجارة أو الخدمات : +11%
- العائدات المترتبة عن خدمات براءات الاختراع -21%

و طبقاً للفصل 16 من قانون المستخدمين، فقد تم منح تعويض عن
التمثيلية إلى كافة المسؤولين في المكتب برسم سنة 2013 .

أما بخصوص التكوين المستمر، فقد تم إنجاز العديد من الأنشطة لفائدة
مستخدمي المكتب من بينها :

• التكوين لنيل دبلوم (السلك الثاني والثالث) في إطار اتفاقية
التكوين الموقعة مع جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء، مما أدى إلى
ارتفاع نسبة الإنجاز من 67% سنة 2012 إلى 88% سنة 2013 .

• الكوين الإلكتروني : 14% من المستخدمين تسجلوا في دورات
تعليمية عن بعد توفرها المنظمة العالمية للملكية الفكرية.

• التكوين في اللغة الإنجليزية

بخصوص مسألة التوظيف، تميزت سنة 2014 بما يلي :

• ترقية الصنف لفائدة 5 أشخاص؛

• ترقية الدرجة لفائدة 51 شخصاً؛

• إعادة الترتيب لفائدة 6 أشخاص تبعاً لحصولهم على شهادات دراسة
عليا (الماستير)؛

• توظيف 12 شخصاً (أي خلق 8 مناصب مالية خلال سنة 2013



الموارد والبنىات التحتية

VII. أنشطة اللجنة الوطنية للملكية الصناعية ومحاربة التزييف (CONPIAC)

تميزت سنة 2013 بنشر نتائج الدراسة حول الأثر الاقتصادي الناجم عن التزييف بالمغرب. وهي دراسة تم إنجازها سنة 2012 وتقديمها خلال ندوة نظمتها اللجنة الوطنية للملكية الصناعية ومحاربة التزييف بمقر الاتحاد العام للمقاولات بالمغرب بتاريخ 13 فبراير 2013.

ولقد قامت اللجنة السالفة الذكر سنة 2013، على ضوء توصيات هذه الدراسة، باتخاذ عدة تدابير همت بالخصوص:

- وضع الشروط المرجعية للمرصدين الوطنيين لمحاربة التزييف بهدف التوفر على معلومات مرقمة ومنظمة حول التزييف بالمغرب، وكذا الشروط المرجعية لقاعدة بيانات معلوماتية بغية تسهيل تبادل المعلومات بين أعضاء اللجنة الوطنية CONPIAC

- الجهات الأكثر تضرراً من التزييف مثل جهة الدار البيضاء، والجهة الشمالية (طنجة / تطوان)، والجهة الشرقية (وجدة / الناظور)، والجهة الجنوبية (أكادير، إينزكان)

- التحضير لمشروع دليل حول وسائل محاربة وقمع التزييف، وهو دليل موجه بالأساس إلى المقاولات،

- تحضير مشروع دفتر حملات لموقع اللجنة الوطنية CONPIAC على الشبكة العنكبوتية (تحت شعار «كفى من التزييف») والذي سيتضمن العديد من العناوين المتعلقة باللجنة الوطنية وقضايا التزييف.

- إطلاق حملة توعية تستهدف المستهلكين، بالتعاون مع بعض الشركاء من ضمنهم جمعية المستهلكين خصوصاً جمعية UNICONSO¹ بهدف رفع الوعي بالأخطار الناجمة عن تزييف قطع غيار السيارات.

بخصوص تكوين أعضاء لجنة CONPIAC، فإن المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية قد نظم دورة تكوينية حول الملكية الصناعية لفائدة القضاة وتقنيي مختبر الفحوصات والتحليلات التقنية والعلمية² (LARATES) التابع للدرك الملكي.

علاوة على ذلك، ساهم المكتب في تنظيم ندوة إقليمية نظمت في مراكش ما بين 2 و 4 أبريل من طرف منظمة الأنتربول بالتعاون مع الإدارة العامة للأمن الوطني، وذلك لفائدة الدول العربية ودول الشرق الأوسط. حول الملكية الفكرية ومحاربة التزييف.

من ناحية أخرى، شارك أعضاء لجنة CONPIAC في مختلف التظاهرات المرتبطة بمحاربة التزييف:

- المؤتمر العالمي السابع حول محاربة التزييف والقرصنة المنعقد ما بين 24 و 26 أبريل، والمنظم من طرف المنظمة العالمية للجمارك (OMD)³ والمنظمة العالمية للملكية الفكرية والمنظمة الدولية للشرطة الجنائية (أنتربول)، بشراكة مع الجمعية الدولية للعلامات التجارية⁴ (INTA)؛ وكذا الغرفة الدولية للتجارة.

- ورشة عمل حول حقوق الملكية الفكرية للبلدان الأورو-متوسطية حول القرصنة والتزييف، منظمة يوم 8 أكتوبر من طرف مفوضية الاتحاد الأوروبي؛

- ندوة إقليمية حول الجرائم الاقتصادية، منظمة ما بين 14 و 16 أكتوبر من طرف برنامج TAIE⁵ (برنامج المساعدة التقنية وتبادل المعلومات لوحدة التعزيز المؤسسي للمفوضية الأوروبية) بالتعاون مع مع منظمة الشرطة الأوروبية (أوروبول)؛

- ندوة حول «السبل البديلة لتسوية النزاعات في مجال الملكية الفكرية»، نظمت في الرباط ما بين 30 و 31 أكتوبر.

- اجتماعات مجموعة العمل حول التزييف على مستوى الغرفة الفرنسية للتجارة والصناعة بالمغرب حيث قام ممثلون عن المكتب المغربي بتنشيط ومناقشة موضوع التدابير المتخذة لمحاربة التزييف في إطار التشريعات والقوانين الجاري بها العمل، والتحسينات المقترحة في تعديل القانون.

¹ Association Casablancaise de Protection du Consommateur

² Laboratoire de Recherches et d'Analyses Techniques et Scientifiques

³ OMD = Organisation Mondiale des Douanes

⁴ International Trademark Association

⁵ Technical Assistance Information Exchange

٧. تطور المنظومة المعلوماتية

عرفت سنة 2013 إنجاز مجموعة من الأنشطة ساهمت في تطور المنظومة المعلوماتية، ويتعلق الأمر أساساً بـ :

• إطلاق عملية إنتاج النسخة الجديدة للمنصة Directinfo المتعلقة بالخدمات على الخط الإلكتروني للمكتب : www.directinfo.ma.

• نشر النظام التقريبي الخاص الملكية الصناعية والتجارية عبر الشبكة الداخلية، وكذا اختبار النسخة الأولى للبوابة المعلوماتية التقريرية.

• إدماج العلامات التجارية المغربية في منصة TMView، ومنصة البحث حول العلامات التجارية المطورة من طرف مكتب التنسيق في السوق الداخلية www.tmview.org.

• إصلاح محركات البحث المُخصّصة للإطلاع على قواعد بيانات الملكية الصناعية والسجل التجاري المركزي : www.ompic.ma.

• الدخول في مرحلة ما قبل إنتاج النظام الجديد IPAS لإدارة براءات الاختراع

• إطلاق مشروع إصلاح نظام إدارة العلامات التجارية

• تحسين وتوفير أفضل الشروط لنظم معالجة التقارير التركيبية المُركزة على مستوى المكتب المغربي

• تعزيز البنية التحتية من شبكة تواصل / انترنت من خلال وضع مُجَمِّع (agrégateur) لروابط الانترنت العالية التوفر (haute disponibilité) وتقاسم الحمولة (partage de charges).

• إطلاق مشروع تطبيق المنصة الافتراضية والنسخ الاحتياطي (sauvegarde).

• إطلاق مشروع تفعيل تطوير منصة ToIP وكذا وضع نظام عقد الندوات عن بعد (visioconférence)



في سنة 2013، سجل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية 41596 عملية تم إنجازها على الخط الإلكتروني عبر www.directinfo.ma مقابل 38322 سنة 2012، وهو ما يُشكل نسبة تطور تساوي 9%.

وتأتي أهم التغييرات التي سُجلت خلال هذه السنة بالمقارنة مع سنة 2012 على النحو التالي :

• + 129% بالنسبة لإستشارات حول تقارير مدققي الحسابات

• + 79% بالنسبة لإيداع العلامات

• + 61% بالنسبة لاستشارات حول القوانين الأساسية والمحاضر

بخصوص خدمات الاستشارة حول المعلومات القانونية المتعلقة بالأشخاص المعنويين والذاتيين، جدر الإشارة إلى أن تلك الخدمات قد عرفت تطوراً مهماً منذ 2009 حتى 2012، غير أنه في سنة 2013، عرفت طلبات المعلومات هذه انخفاضاً هاماً مقارنة بسنة 2012، ويُعزى هذا التراجع بالأساس إلى المجانية الممنوحة من طرف المكتب للولوج لبعض المعلومات القانونية من بينها: تاريخ الإنشاء، رأس المال، النشاط، قائمة الوثائق القانونية المتوفرة (التقارير التركيبية، تقارير مدقق الحسابات، المحاضر والقوانين الأساسية للمقاولات)، ويبقى الهدف المتوخى من كل ذلك هو تعزيز استعمال المعلومات القانونية حول المقاولات وتشجيع تطوير الخدمات ذات القيمة المضافة.

2013/2012	2013	2012	2011	2010	2009
-48%	5740	10968	8480	5436	4445
-67%	1116	3381	2322	1430	140

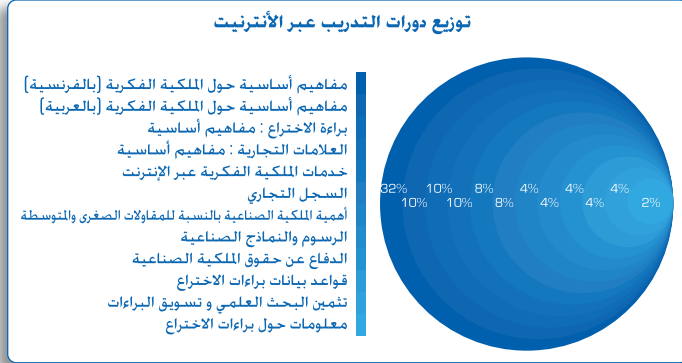
معلومات حول الأشخاص المعنويين
معلومات حول الأشخاص الذاتيين

مكتب الاستقبال

معلومات على مستوى REPIC	معلومات على مستوى مركز الاستقبال بالدار البيضاء	المعلومات على المستوى المؤسسات	المجموع
6515	4764	2558	13837
3941	3693	5085	12719
65%	29%	-50%	9%

خلال سنة 2013، سجلت المعلومات الصادرة من المكاتب الجهوية نموا ملحوظاً قُدِّر بـ 65% قياساً بسنة 2012، إذ انتقل العدد من 3941 إلى 6515 طلب معلومات، أما بخصوص المعلومات المستقاة مباشرة من المكتب المغربي، فلقد سجلت 4764 طلباً مقابل 3693 سنة 2012، مما يُشكل زيادة بنسبة 29%.

توزيع دورات التدريب عبر الأنترنت



تُجدر الإشارة إلى أنه منذ إنطلاقها في شتنبر 2013، شهدت الدروس المتوفرة عبر الأنترنت حول الملكية الفكرية والتجارية تسجيل 380 مستفيدا من الجامعات ومن القطاع الخاص. 32% من هذه التدريبات تهم الوحدة المتعلقة ب «المدخل إلى الملكية الفكرية». و 10% منها يتعلق ب «براءات الاختراع : مفاهيم أساسية». و 10% يهتم كل من الوحدة المتعلقة ب «المدخل للملكية الفكرية» و «العلامات التجارية: مفاهيم أساسية». و 8% منها يخص الوحدة المتعلقة ب «السجل التجاري» و «البرامج التعليمية للخدمات المتوفرة عبر الخط الإلكتروني للمكتب المغربي للملكية الفكرية والصناعية».

كما تم تسجيل 92 مشاركا مغربيا سنة 2013 في الدروس المتوفرة عبر الأنترنت والمقدمة من طرف المنظمة العالمية للملكية الفكرية.

علاوة على ذلك، شهدت الأكاديمية المغربية للملكية الفكرية والتجارية سنة 2013 التوقيع على القرارات المتعلقة بتحديد تعريفات التكوين وكذا تلك المتعلقة بأتعاب المكونين. وإعداد كتالوج 2013. وكذا إطلاق نداء للانضمام إلى فريق المكونين التابعين للأكاديمية. وعلى ضوء ذلك بادر حوالي عشرون شخصا منتظمين للحقل الجامعي ولكاتب استشارية في مجال الملكية الصناعية وللقطاع الصناعي وأبدوا اهتماما بالانضمام للفريق.

يوضح توزيع التكوينات حسب نوعية المستفيدين بأن 88% من تلك التكوينات قد تم إنجازها لفائدة مستفيدين مغاربة (أساتذة جامعيون. مقاولات. وأعضاء شبكة REPIC...). متبوعة بالتكوينات لفائدة المشاركين الأجانب بنسبة 18%. تليها التكوينات المتجزة لفائدة المشاركين المنتمين للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بنسبة 5%.

ولقد سهر على تنشيط هذه التكوينات مسؤولون تابعون للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية، وأساتذة جامعيون. وخبراء أجانب.

التكوين عبر الأنترنت

فيما يتعلق بالتكوين على الخط الإلكتروني، وبالإضافة لوحدين تكوينيتين حول المفاهيم الأساسية لبراءات الاختراع والعلامات التجارية، فإن الأكاديمية المغربية للملكية الفكرية والتجارية قد أعدت 10 وحدات للتكوين حول الملكية الصناعية والتجارية. تم إعدادها من طرف شركة مختصة في هذا المجال. وتأتي عناوين تلك الوحدات على النحو التالي :

- مفاهيم أساسية حول الملكية الفكرية (بالفرنسية)
- مفاهيم أساسية حول الملكية الفكرية (بالعربية)
- الرسوم والنماذج الصناعية
- السجل التجاري
- أهمية الملكية الصناعية بالنسبة للمقاولات الصغرى والمتوسطة
- دروس حول الخدمات عبر الانترنت
- تثمين البحث
- الإعلام في مجال براءات الاختراع
- قاعدة البيانات المتعلقة ببراءات الاختراع
- حماية حقوق الملكية الصناعية

V. الخدمات المعلوماتية

الخدمات المقدمة عبر الأنترنت

الجموع	معلومات دقيقة حول المقولة	معلومات مالية	تقارير تدقيق الحسابات	قوائم أساسية ومحااضر	الشهادات السلبية	العلامة التجارية	
24874	72	472	376	20334	577	2385	658
30527	1306	378	582	23338	1265	2915	743
31758	1973	319	492	23246	1373	3560	795
38322	947	544	425	29152	2073	4189	992
41596	1156	220	972	29211	3338	4922	1777
9%	22%	-60%	129%	0%	61%	17%	79%
							2013/2012

التعاون جنوب – جنوب

تم تنظيم زيارة دراسية للمنظمة الإفريقية للملكية الفكرية ما بين 14 و17 يناير في إطار أنشطة التعاون بين المنظمة الإفريقية للملكية الفكرية والمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بخصوص موضوع التجربة المغربية في مجال تسجيل ونشر شهادة الملكية الصناعية على خلفية التشغيل الآلي.

كما استقبل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية خلال سنة 2013 عددا كبيرا من وفود البلدان العربية، منها على وجه الخصوص الوفد السعودي والقطري والعماني والتونسي.

6. مراكز الخدمات

مع نهاية سنة 2013، وقع المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية اتفاق شراكة مع غرفة التجارة والصناعة لمدينة الرباط من أجل وضع حد مشترك جديد لخدمات الملكية الصناعية والتجارية.

وفيما يخص أنشطة مراكز الخدمات التي تم إنشائها آنفاً في غرفة الدار البيضاء للصناعة والتجارة والخدمات، وفي الغرفة الفرنسية للتجارة والصناعة بالدار البيضاء في المغرب، وكذا في تكنوبارك، فقد سجلت سنة 2013 الأرقام التالية :

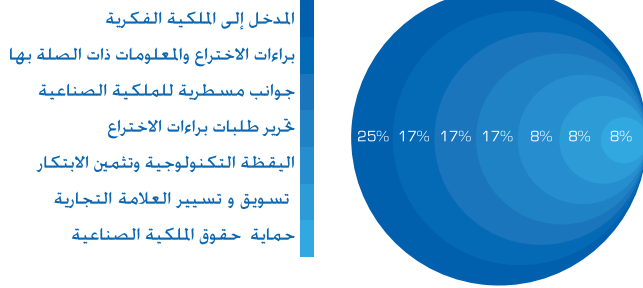
مراكز الخدمات	إيداع الشهادات السلبية	إيداع العلامات	إيداع DMI	معلومات حول السجل التجاري
المركز الفصلي للتدبير والمحاسبة (CECOGEC)	405	66	01	39
الغرفة الفرنسية للصناعة والتجارة بالمغرب (CFCIM)	75	58	-	01
تكنوبارك	25	28	05	-

جدر الإشارة إلى أن مركز الخدمات التابع لتكنوبارك يُقدم باستمرار خدمات المكتب المغربي من الاثنين إلى الجمعة حتى الساعة السادسة ونصف مساءً. ويوم السبت من الساعة التاسعة ونصف حتى الثانية عشرة ونصف.

IV. أنشطة الأكاديمية المغربية للملكية الفكرية والتجارية (AMAPIC)¹

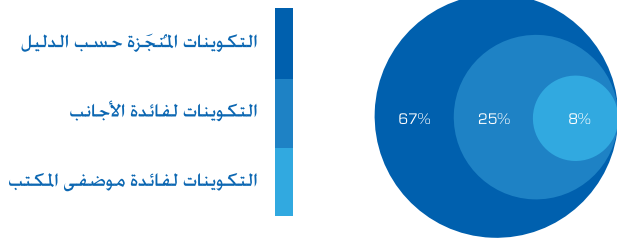
شهدت سنة 2013 تنظيم 12 دورة تكوينية لفائدة 280 مستفيد مغربي وأجنبي قادمين من الجامعات ومراكز البحث والتطوير والمقاولات، والجمعيات المهنية.

توزيع الدورات التكوينية حسب المواضيع



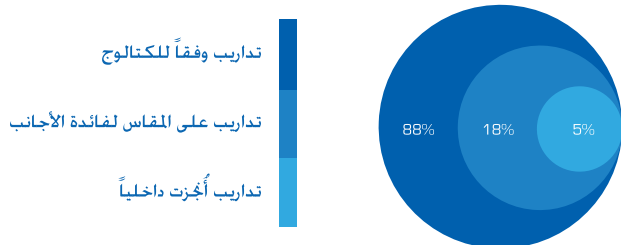
يوضح توزيع أنشطة التكوين حسب المواضيع أن 25% من تلك التكوينات ترتبط بالعناصر الأساسية للملكية الفكرية، متبوعة بالتكوينات حول تحرير براءات الاختراع والمعلومات المرتبطة ببراءات الاختراع، وخاصيات مساطر الملكية الصناعية، التي تغطي بحصة متساوية بنسبة 17%.

توزيع الدورات التكوينية حسب نوعية التنظيم



بلغت التكوينات المنجزة حسب الدليل 67%، متبوعة بالتكوينات لفائدة الأجانب (25%)، ثم التكوينات لفائدة موظفي المكتب (8%).

الدورات التكوينية حسب نوعية المستفيدين



¹ AMAPIC = l'Académie Marocaine de la Propriété Intellectuel et Commerciale

المكتب الأوروبي للعلامات والرسوم والنماذج الصناعية (OHMI)²

بتاريخ 21 يونيو تم التوقيع في مدينة أليكانت الإسبانية على اتفاقية تعاون ثنائي بين المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية وبين مكتب موائمة السوق الداخلية، كما تم إبرام اتفاق يوم 26 شتنبر بمدينة جنيف حول تبادل البيانات، ويهدف هذان الاتفاقان إلى تكثيف التعاون وتبادل التجارب والخبرات في مجال تدبير حقوق الملكية الفكرية من أجل تحسين أنظمة تبادل المعلومات وتعزيز برامج التكوين والتوعية في هذا المجال، وكذا التعاون في مجال محاربة التزييف.

المعهد الوطني الفرنسي للملكية الصناعية³ (فرنسا - INPI)

انعقد بباريس يوم 15 نونبر 2013 الاجتماع التاسع عشر للجنة المشتركة التي تضم كلا من المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية والمكتب الوطني الفرنسي للملكية الصناعية، وبهذه المناسبة وقع المكتب المغربي مع المعهد الأوروبي لإدارة المفاولة والملكية الفكرية⁴ (IEEPI) اتفاقية تهم على وجه الخصوص التعاون التربوي في مجال التكوين، وتبادل المكونين وكذا الوثائق والوسائل التعليمية.

كما شارك المكتب المغربي في حفل تسليم جوائز الابتكار لجهة ألاس الفرنسية الذي نُظم بمدينة ستراسبورغ يوم 14 نونبر بحضور نائبة رئيس المجلس الجهوي لمقاطعة ألاس بالإضافة لمسؤولين عن المعهد الوطني الفرنسي للملكية الصناعية.

علاوة على ذلك قام المكتب المغربي بتنشيط مائدة مستديرة مع المسؤولين عن الملكية الصناعية للمقاوالات الفرنسية وكذا حركة المقاوالات الفرنسية (MEDEF).

المكتب السعودي لبراءات الاختراع

بتاريخ 23 أكتوبر، تم إبرام اتفاق للتعاون التقني مع المكتب السعودي لبراءات الاختراع، وذلك في مقر المكتب المغربي، وسيسمح التعاون بين المكتبين المغربي والسعودي بتبادل المعلومات والوثائق، وتعزيز قدرات الجانبين وكذا التعاون في مجال الملكية الصناعية من خلال:

- التبادل بين شبكات مراكز المعلومات التكنولوجية المغربية والسعودية.
- تبادل الخبرات في مجال البحث وتحليل المعلومات حول براءات الاختراع.
- التكوين في الجوانب المتعلقة ببراءات الاختراع.
- نظام المعلومات، والخدمات عبر الأنترنت، ونظام التدبير الإلكتروني للوثائق.
- تبادل المعلومات بشأن براءات الاختراع وتحسين النشر الإلكتروني للمعلومات المتعلقة ببراءات الاختراع من خلال منصة « Arabpat » لنشر براءات الاختراع في البلدان العربية.

ولقد كان الهدف من وراء هذه الاجتماعات السنوية هو تمكين الدول الأعضاء في المنظمة العالمية من تقييم التقدم المحرز في الأعمال المتجزة من طرف المنظمة وفحص التوجهات المستقبلية الكبرى.

وعلى هامش هذه الاجتماعات، تم تنظيم العديد من التظاهرات الثقافية التي سمحت بالاحتفاء بالمواهب المبدعة والمبتكرة للدول الأعضاء.

أنشطة أخرى

لقد هم مجال التعاون بين المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية والمنظمة العالمية للملكية الفكرية الميادين التالية أيضاً:

- تبادل التجارب والمعلومات في إطار مشروع إصلاح نظام إدارة العلامات التجارية الدولية.
- تبادل وسائط الاتصال (من مطويات ودلائل وأشرطة سمعية بصرية ...)
- جائزة العلامة التجارية التي تنطور على الصعيد الدولي والمسجلة من طرف المنظمة العالمية خلال تظاهرة إشعاع العلامات «موروكو أوردن».
- دورات تدريبية وندوات تم تنظيمها بالشراكة بين المكتب والمنظمة العالمية

المكتب الأوروبي لبراءات الاختراع (OEB)³

تم التوقيع في مدينة ميونيخ الألمانية على ثلاثة اتفاقيات تعاون بين المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية والمكتب الأوروبي لبراءات الاختراع بغية تقوية نظام براءات الاختراع سواء في المغرب أو في أوروبا، وتتمحور هذه الاتفاقيات حول جديد الولوج إلى نظام البحث «EPOQUENet» من طرف المحللين التابعين للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية وكذا حول الأنشطة المرتبطة بالتكوين وتبادل الخبرات بين المكتبين.

ولقد تم إعداد برنامج عمل برسم 2013 - 2014 عقب التوقيع على هذه الاتفاقيات حيث ينصب على:

- حقوق براءات الاختراع وإجراءات التسليم
- القدرات البشرية والتقنية التي يتوفر عليها المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية
- الترويج للنظام الوطني لبراءات الاختراع
- التعاون الإقليمي

¹ L'Office Européen des Brevets

² المكتب الأوروبي للعلامات والرسوم والنماذج الصناعية = OHMI

³ INPI = l'Institut National de la Propriété Industrielle

⁴ IEEPI = l'Institut Européen de l'Entreprise et de la Propriété Intellectuelle

الجغرافية (SCT)؛ وهما دورتان انعقدتا على التوالي ما بين 27 و31 ماي. وما بين 4-8 نونبر بمقر المنظمة العالمية للملكية الفكرية المتواجد بمدينة جنيف بسويسرا.

وجدير بالذكر أن هذه اللجنة قد ترأسها السيد المالكي. المدير العام للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية. وذلك للمرة الرابعة بعد ترأسه لها خلال دورتي 2009 و2010.

اللجنة الدائمة المعنية بقانون براءات الاختراع (SCP) ²

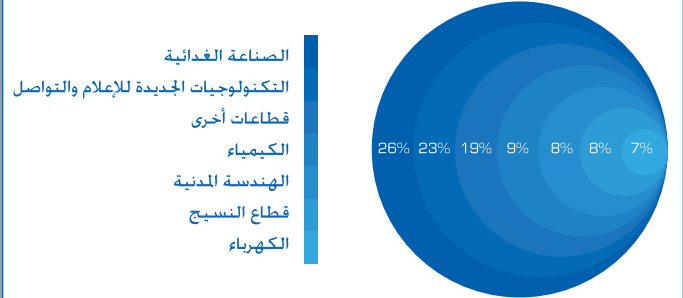
شارك المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية في أشغال الدورة 19 للجنة الدائمة المعنية بقانون براءات الاختراع والتي انعقدت بمدينة جنيف ما بين 25 و 28 فبراير والتي ترمي إلى تبسيط التنسيق وتحديد التوجهات المتعلقة بالتطور التدريجي للقانون الدولي للبراءات. إلى جانب الهدف الرئيسي المتمثل في تحقيق الملائمة بين مختلف القوانين المتعلقة ببراءات الاختراع. ولقد هم هذا الاجتماع خاصة النظام الدولي للبراءات. والحالات الاستثنائية والتقييدات على حقوق براءة الاختراع وجودة براءة الاختراع وكذا نظام التعرض.

الجمع العام للدول الأعضاء

شارك المكتب في السلسلة الواحدة والخمسون من اجتماعات الجمع العام للدول الأعضاء بالمنظمة العالمية للملكية الفكرية التي انعقدت بمدينة جنيف من 23 شتنبر إلى غاية 2 أكتوبر.

¹ المعرفة اختصاراً: في اللغة الفرنسية بحروف (OMPI) Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle وفي اللغة الإنجليزية بحروف (WIPO) The World Intellectual Property Organization
² Standing Committee on the Law of Patents

توزيع للتشخيصات القبلية لسنة 2013 حسب القطاعات



تشتغل المقاولات المستفيدة من التشخيص القبلي في مختلف القطاعات. على سبيل المثال : الصناعات الغذائية بنسبة 26%. وتكنولوجيا المعلومات والتواصل بنسبة 23%. بينما تستأثر الصناعات الكيماوية بحصة 9%. وقطاع الهندسة المدنية وصناعة النسيج بحصة 8%. وقطاع الكهرباء بحصة 7%.

5. التعاون على المستوى الدولي

المنظمة العالمية للملكية الفكرية (OMPI) ¹

اللجنة الدائمة لحقوق العلامات التجارية والرسوم والنماذج الصناعية والبيانات الجغرافية (SCT)

ترأس المغرب الدورتين التاسعة والعشرين والثلاثين للجنة الدائمة لحقوق العلامات التجارية والرسوم والنماذج الصناعية والبيانات

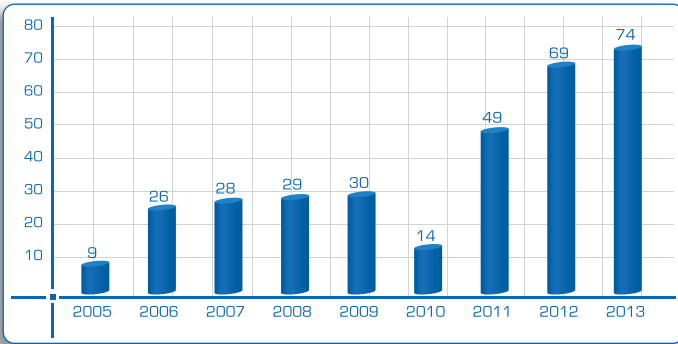


اللجنة الدائمة المعنية بقانون العلامات التجارية والنماذج الصناعية و بيانات المصدر SCT برئاسة السيد عادل المالكي في مقر الويبو في جنيف - سويسرا

4. التشخيص القبلي للملكية الصناعية

في إطار الخدمات التي يُقدمها المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية لمرافقة المقاولات المبتكرة في وضع إستراتيجية للملكية الصناعية، فقد عرفت سنة 2013 تحقيق 74 تشخيصاً قبلياً للملكية الصناعية (62 منها ذات طبيعة تكنولوجية و 12 ذات طبيعة تجارية). ولقد عرف هذا الرقم نمواً بنسبة 7% مقارنة بسنة 2012 و بنسبة 51% مقارنة بسنة 2011.

تطور التشخيصات القبليّة بالنسبة للملكية الصناعية



ساهمت مندوبيات الصناعة والتجارة في إنجاز عدد من التشخيصات القبليّة للملكية الصناعية لفائدة المقاولات المنتمية للجهات الخاصة بهذه المندوبيات، كما أن بعض المندوبيات تمت مرافقتها من طرف متدخلين ينتمون للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية.

• النسخة الثانية من معرض التجارة الإلكترونية (e-commerce) الذي نظم ما بين 19 و 21 شتنبر بالدار البيضاء، وبهذه المناسبة قام المكتب بتنشيط منصة لتقديم أنشطته لاسيما خدماته على الخط عبر Directinfo

• النسخة الثانية لمعرض المؤكولات الحلال (Salon Expo Hallal) ما بين 26 و 27 شتنبر بمكناس تحت شعار: البحث والابتكار في منتجات حلال موجهة للتصدير، وبهذه المناسبة، قام المكتب بتنشيط منصة يعرض فيها منتجاته وخدماته، كما قام المكتب بتنشيط ندوة حول موضوع «العلامة التجارية كأداة لحماية وترويج المنتجات الحلال».

• النسخة الأولى من صالون العرض المهني للصناعة التقليدية «من يدينا» المنعقد من 27 نونبر إلى 1 دجنبر بالدار البيضاء، والمتّظم من طرف فيدرالية مقاولات الصناعة التقليدية بالمغرب.

• النسخة العاشرة من صالون العرض «مبادرة» المتّظم أيام 19-20 و 21 شتنبر بطنجة تحت شعار «المقولة الصغرى والمتوسطة في خدمة الاقتصاد المغربي» من طرف وزارة الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي، ووزارة الرياضة والشباب، ووزارة الشؤون العامة والحكومة.

وقد نظم المكتب كذلك معرضاً تحت موضوع «العلامة التجارية والتصميم» على هامش حفل تسليم جوائز إشعاع العلامات «موروكو أواردز» يوم 20 دجنبر بالرباط.



تنظيم يوم « الأبواب المفتوحة » لفائدة تلاميذ المؤسسات التعليمية بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي للملكية الفكرية الذي نظم هذه السنة تحت شعار «الإبداع - الجيل الجديد»: 26 أبريل 2013

3. ندوات وعروض ومعارض

في إطار أنشطته الترويجية والتحسيسية بشأن الملكية الصناعية والتجارية، نظم المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية خلال سنة 2013 في العديد من الندوات والورشات والأيام الإخبارية، نذكر منها على وجه الخصوص:

- الندوة المُنظمة من طرف كل من وزارة الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي والمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية والائحاد العام للمقاولات بالمغرب (CGEM). الندوة التي همت نتائج الدراسة بشأن «الأثر الاقتصادي للتزيف بالمغرب»، وكان الهدف من وراء تنظيم هذه الندوة المنظمة في إطار الأنشطة التي تقوم بها اللجنة الوطنية للملكية الصناعية ومحاربة التزيف¹ (CONPIAC) هو تقديم نتائج الدراسة حول أنشطة التزيف المشار إليها سلفاً من جهة، ومن جهة أخرى الإخبار حول حصيلة الأنشطة وبرامج العمل التي تتولى هذه اللجنة إنجازها.

- يوم «الأبواب المفتوحة» لفائدة تلاميذ الثانويات والإعداديات والذي نُظِم يوم 26 أبريل للاحتفاء باليوم العالمي للملكية الصناعية تحت شعار «الابتكار - الجيل القادم»، وكان الهدف التوخي من تنظيم هذه التظاهرة هو تلقين ثقافة التحديث والابتكار للناشئة وفسح المجال أمام مبدعي المستقبل لتطوير إحساس الاكتشاف والابتكار.

- ندوة حول « البحث والابتكار في خدمة التنمية الصناعية بالمغرب: أي دور للكفاءات المغربية بالخارج؟ »² تم تنظيمها يوم 10 ماي بشراكة مع منتدى الكفاءات المغربية بهدف المساهمة في وضع إطار لتبادل التجارب في مجال البحث والتطوير الصناعي بين الكفاءات المغربية المقيمة بأرض المهجر والفاعلين في مجال البحث والابتكار في المغرب.

- المشاركة في المؤتمر الدبلوماسي الرامي إلى إبرام معاهدة تنوخي تسهيل عملية اطلاع ضعاف البصر والأشخاص الذين يعانون من صعوبات في قراءة النصوص المطبوعة على الأعمال المنشورة، وهو المؤتمر الذي نظم ما بين 17 و 28 يونيو بمراكش. ولقد أسفرت أشغال هذا المؤتمر عن اعتماد هذه الاتفاقية الدولية، وعلى هامش المؤتمر، أقام المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية منصة لتقديم أنشطته والتعريف بها.

- ندوة حول الابتكار التكنولوجي، والملكية الصناعية، وتثمين البحث والتطوير وكذا التكوين في مجال تقنيات حث وتحليل المعلومات المتعلقة ببراءة الاختراع، عُقدت هذه الندوة يومي 24 و 25 أكتوبر بشراكة مع المركز الإسلامي لتنمية التجارة، والمنظمة العالمية للملكية الفكرية والجامعة الدولية للرباط.

- ندوة حول آليات قياس الابتكار لاسيما تحليل نتائج نسخة 2013 من «مؤشر الابتكار العالمي». نظمت الندوة يوم 2 أكتوبر بالتعاون مع الجمعية المغربية للبحث والتطوير (R&D Maroc) والمنظمة العالمية للملكية الفكرية.

- ندوة تكوينية حول موضوع الملكية الفكرية لفائدة القضاة والوكلاء العامين بالمغرب، نُظمت ما بين 19 و 22 نونبر بمقر المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بالتعاون مع كل من وزارة العدل والحريات، والأكاديمية العالمية للملكية الفكرية³ (GIPA)، والمكتب الأمريكي لبراءات الاختراع والعلامات التجارية⁴ (USPTO). وكان الهدف من تنظيم هذه الندوة على وجه الخصوص عرض التطورات الأخيرة المتعلقة بحماية الملكية الصناعية، إن على المستوى الوطني أو الدولي، وتقديم التجربة المغربية والأمريكية في هذا المجال.

- المشاركة يوم 12 دجنبر في لندن بالملكة المتحدة في مؤتمر دولي حول الملكية الفكرية نُظِم تحت في شعار « مكافحة الاعتداء على حقوق الملكية الفكرية ». ولقد شكلت هذه التظاهرة المنظمة من طرف غرفة التجارة العربية البريطانية مناسبة لتبادل الأطراف المشاركة الخبرات والإطلاع على أفضل الممارسات الممكنة للجوء إليها لمحاربة المخالفات المرتبطة بالملكية الفكرية وتقديم التجربة المغربية والسعودية والأردنية في هذا المجال للفاعلين الاقتصاديين البريطانيين.

- ندوة حول موضوع «العلامة التجارية والتصميم: وسائل الحماية وتحسين صورة المقولة». نُظمت يوم 20 دجنبر بالرباط، ترمي هذه الندوة إلى التأكيد على أهمية استراتيجيات الملكية الصناعية، لاسيما الشق المتعلق بالعلامات التجارية والتصميم، في تنمية المقولة وتحسين صورتها الخارجية وخلق القيمة، ولقد شكلت هذه الندوة مناسبة للتأكيد كذلك على آليات الحماية التي يمنحها نظام التصميم والعلامة التجارية.

أما فيما يتعلق بصالونات العرض والمعارض، فلقد شارك المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية في الأنشطة التالية:

- المعرض التجاري الأول للصناعة التقليدية للدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي، الذي تم تنظيمه ما بين 11 و 17 أبريل، وفي هذا الإطار شارك المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية من خلال عرض عدد من علامات التصديق الجماعية، يُذكر منها على وجه الخصوص «الطجين مضمون» و «الزربية الرباطية»، كما ساهم المكتب خلال الندوات بالتدخل في موضوع حماية البيانات الجغرافية وتسميات المنشأ.

- معرض المغرب - إكسبو المُنظَّم ما بين 25-27 أبريل حول مهن التجارة وروح المبادرة عن طريق حق البيع الحصري (franchise). في هذا إطار، قام المكتب بتنشيط منصة عصرية (stand) لتقديم خدماتها خصوصاً فيما يتعلق بالعلامات التجارية الوطنية والدولية.

Comité National pour la Propriété Industrielle et Anti-Contrefaçon = CONPIAC¹

Moroccan Competencies Forum = MCF²

Global Intellectual Property Academy = GIPA³

United States Patent and Trademark Office = USPTO⁴

• تنشيط ندوات ومؤتمرات يُذكر منها على وجه الخصوص : الملتقى الدولي الأول المُخصَّص للتجديد والابتكار المُتَّظَم من طرف جامعة المولى إسماعيل بكناس، واليوم الدراسي المُتَّظَم من طرف كلية العلوم بن مسيك حول «تثمين البحث من طرف المفاولين»، وندوة حول براءات الاختراع خلال لقاء علمي بفاس، والأيام العلمية لمركز دراسات الدكتوراه بجامعة عبد الملك السعدي بنطوان. وكذلك ندوة مُتَّظَمة من طرف جامعة موندبوليس حول التحديث والابتكار كرافعة للتشغيل.

علاوة على ذلك، وضمن الأنشطة المُتَّجِزة من طرف المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية من أجل تثمين نتائج البحث، يُمكن الإشارة إلى :

• تنظيم لقاءات فردية مع الطلبة، والطلبة الباحثين، وطلبة سلك الدكتوراه، وكذا الباحثين الجامعيين بخصوص مشاريع من شأنها أن تُشكِّل موضوع إبداع لطلب براءة اختراع، ولقد أسفر هذا النشاط عن استصدار براءات اختراع.

• مساهمة المكتب في التظاهرات المُتَّظَمة من طرف الجامعات الشريكة من قبيل: قافلة إدارة الأعمال والبحث المنظمة من طرف جامعة ابن طفيل، وانتقاء مشاريع مرشحة لمسابقة التجديد والابتكار التي تُنظِّمها المدرسة المحمدية للمهندسين (EMINOV)، والمشاركة في لجنة مناقشة الرسائل الجامعية لنيل شهادة الماستر في مجال إدارة الأعمال والتجديد والابتكار التي تسلمها جامعة محمد الخامس السويسي.

ولقد ساهمت أنشطة القرب هذه على مستوى الجامعات في زيادة عدد إيداعات براءات الاختراع من طرف الجامعات خلال السنوات الخمس الماضية، حيث قفز عدد طلبات براءات الاختراع التي تقدمت بها الجامعات من 11 طلبا سنة 2009 إلى 138 طلبا سنة 2013.

III. الأنشطة الترويجية

خلال سنة 2013 تم إنجاز العديد من أنشطة التوعية بهدف الترويج لدور الملكية الصناعية والتجارية

1. «إشعاع العلامات» (MOROCCO AWARDS)

لقد نظم حدث إشعاع العلامات Morocco Awards الذي يحتفي بالعلامات المغربية، في دورته الخامسة، تحت شعار التصميم، وعرف مشاركة 63 علامة مغربية، وجرى حفل توزيع الجوائز يوم 20 دجنبر في الرباط بالمكتبة الوطنية للمملكة المغربية، حيث ترأس الحفل السيد وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي، كما حضر هذا الحفل ما يفوق عن 300 شخصية وضييفا من داخل وخارج البلاد.

ولقد منحت 7 جوائز لأحسن العلامات التجارية في الأصناف التالية: العلامة التجارية للصناعة، والعلامة التجارية للخدمات، العلامة التجارية للتوزيع، والعلامة التجارية التقليدية، والعلامة التجارية المغربية التي تتطور على الصعيد الدولي، وتصميم العلامة التجارية، وتصميم المنتج، بالإضافة إلى جائزة الجمهور.



حفل توزيع جوائز موروكو أواردز في نسخته الخامسة برئاسة السيد مولاي حفيظ العلمي، وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي: 20 دجنبر 2013

كان على الفائزين بالجوائز أن يستجيبوا إلى العديد من معايير التقييم وهي : إستراتيجية تطوير العلامة التجارية، سياسة التسويق، مقارنة تصميم العلامة التجارية، درجة الابتكار، وجودة المنتج أو الخدمة.

2. «مبتكر»

تم تنظيم النسخة الثانية من مبتكر 2012 بالتنسيق الفعال مع أعضاء شبكة مراكز المعلومات التكنولوجية TISC، وبالفعل، فقد تم استخدام بعض الفضاءات التي تم رصدها على مستوى نقاط الارتكاز التابعة لشبكة TISC المتواجدة بالجامعات، ومراكز البحث والتطوير ومندوبيات وزارة الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي، تم استخدامها كنقط تواصل ونقاش مع الأطراف المعنية ب «مبتكر».

ومن باب التذكير، جدر الإشارة إلى أن 176 مشروعا قد تم إيداعها من طرف حملة المشاريع قادمين من مختلف جهات المغرب، حيث يُمثل العنصر النسوي 42% منها، من ناحية أخرى، فإن 64% من حملة المشاريع الذين أودعوا ترشيحاتهم تتراوح أعمارهم ما بين 20 و30 سنة، مما يُبرز الإمكانات الإبداعية والخلاقة للطلبة والباحثين الشباب المغاربة، وبعد تحليل وفحص المشاريع المقدمة، تم اختيار 10 مشاريع من طرف لجنة اختيار مكونة من خبراء وطنيين.

خلال سنة 2013، قام المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بتمويل المشاريع التي اختيرت على أساس دراسات الجدوى الأولية والتي تهدف إلى تقديم المعلومات للجهات المانحة وكذا صانعي القرار داخل المقاولات وكذا صناديق الاستثمار، من أجل تسهيل عملية اتخاذ القرار فيما يتعلق بتمويل وإنجاز هذه المشاريع، وقد تم بهذا الصدد استكمال تقارير دراسات الجدوى الأولية والتصديق عليها وتسليمها لأصحاب المشاريع.

كما استفاد مسؤولو نقاط الارتكاز من تكوين عبر الأنترنت أطلقه مكتب براءات الاختراع الأوروبي على أساس البيانات المؤدى عنها «للمؤشر العالمي لبراءات الاختراع» (« Global Patent Index ») بالإضافة للدروس المتقدمة للتكوين عبر الأنترنت التي توفرها المنظمة العالمية للملكية الفكرية والتي تتناول العديد من المواضيع المرتبطة بالملكية الفكرية خصوصاً البحث وصياغة براءات الاختراع. وكذا التجارة الإلكترونية.

في نفس الإطار، تم تنظيم 7 ورشات عمل بتنسيق مع أعضاء شبكة TISC لتحسيس المقاولين، والباحثين وطلبة الدكتوراه وكذا الطلبة بشكل عام حول نظام الملكية الفكرية، على وجه الخصوص خدمات البحث التي تمنحها شبكة TISC.

يمكن الحصول على المعلومات المتعلقة بأنشطة شبكة TISC على الموقع الإلكتروني www.tisc.ma. ويتم نشرها عن طريق نشرة «تيسك نيوز» (« TISC News »). وقد تم إنجاز ثلاثة أعداد منها خلال سنة 2013.

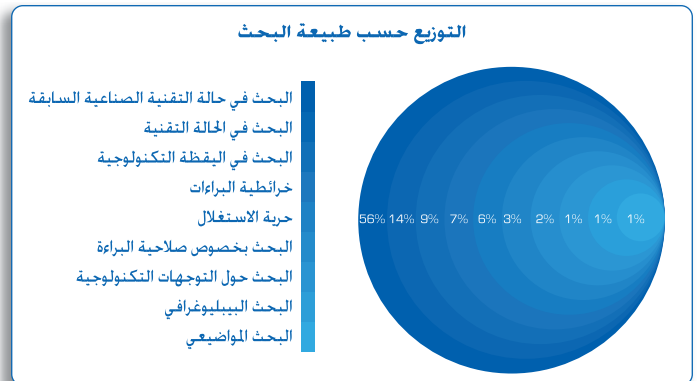
2. الأنشطة مع الجامعات ومراكز البحث والتكتلات المهنية

في سنة 2013، وفي إطار تطوير الابتكار والإبداع واثمين نتائج البحث العلمي في الجامعات المغربية ومراكز البحث، وقع المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية اتفاقية شراكة واثمين البحث من خلال إيداع براءات الاختراع مع كل من المدرسة العليا لصناعة النسيج والألبسة¹ (ESITH)، و معهد الأبحاث في الطاقة الشمسية والطاقات المتجددة² (IRESEN)، وفي المجموع، تم توقيع 35 اتفاقية مع 14 جامعة مغربية، ومع المدرسة العليا لصناعة النسيج والملابس وكذلك المعهد الوطني للبحث الزراعي³ (INRA) و معهد الأبحاث في الطاقة الشمسية والطاقات المتجددة منذ سنة 2006.

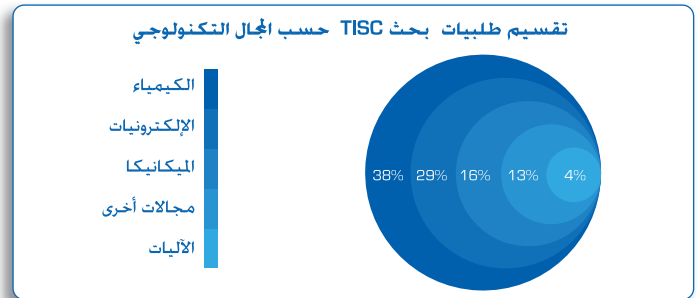
وفي إطار الشراكات التي تمت مع الجامعات ومراكز البحث، قام المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بإجراء دورات تكوينية، وأخرى إخبارية أو تحسيسية لفائدة مؤسسات جامعية ومراكز بحث خلال سنة 2013، نذكر منها على وجه الخصوص:

- تنظيم أنشطة تكوينية وإخبارية لفائدة طلبة الهندسة، وباحثين جامعيين في سلك الدكتوراه ضمن العديد من الجامعات ومدارس الهندسة لاسيما جامعة محمد الخامس السويسي، والمدرسة العليا لصناعات النسيج والألبسة وكذا المنظمات المنضوية تحت شبكة TISC. ولقد انصبت هذه الأنشطة التربوية على موضوع الملكية الصناعية وبراءات الاختراع على وجه الخصوص.

خلال سنة 2013، وردت على خلية التنشيط لشبكة TISC التابعة للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية 201 طلبية بحث تم بعثها من طرف نقاط الارتكاز مسجلة بذلك زيادة بنسبة 20% مقارنة بسنة 2012، وتُعزى هذه الزيادة أساساً إلى توسع قاعدة شبكة TISC.



يبين تقسيم الخدمات حسب صنف البحث بأن البحوث في حالة التقنية السابقة (recherche d'antériorité) تمثل 56% من الطلبات الواردة. متبوعة بالبحوث حول الحالة التقنية (recherche sur l'état de la technique) (14%) ثم البحوث حول اليقظة التكنولوجية (la veille technologique) (9%).



يبين توزيع طلبيات البحوث الواردة على مركز TISC حسب المجال التكنولوجي هيمنة قطاع الكيمياء بحصة 38%، يليه كل من قطاع الإلكترونيات والميكانيكا بنسبتين متساويتين على التوالي 29% و 16% من مجموع البحوث.

ب. الأنشطة المرتبطة بالتكوين والمعلومات والتوعية

في إطار خطة عمل شبكة TISC المدرجة في سنة 2013، تم تنظيم برنامجين للتكوين لفائدة المسؤولين عن نقاط الارتكاز، وبهم هذان البرنامجان:

¹ [Ecole Supérieure des Industries Textiles et Habillement] والمعروفة اختصاراً بالفرنسية بـ ESITH

² l'Institut de Recherche en Energie Solaire et en Energie Renouvelable = IRESEN

³ L'Institut National de la Recherche Agronomique = INRA

⁴ Centre des Etudes Doctorales = CED

- تحرير طلبات براءات الاختراع

- بحث وتحليل المعلومات المتعلقة ببراءة الاختراع

الأنشطة المرتبطة بالتطوير والتكوين والخدمات المعلوماتية



أ. البيئة القانونية

تعديل القانون 97-17 المتعلق بحماية الملكية الصناعية

في تاريخ 12 شتنبر 2013 صادق مجلس الحكومة على مشروع القانون 13-23 المعدل للقانون 97 / 17 المتعلق بالملكية الصناعية. ولقد تم عرض هذا المشروع على أنظار لجنة القطاعات المنتجة داخل البرلمان من أجل قراءة أولية للمشروع. وتجدر الإشارة إلى أن الأهداف الأساسية لهذا المشروع رقم 23 - 13 تتمحور حول النقاط التالية :

- تحسين نظام براءات الاختراع.
- توطيد النظام الوطني المتعلق بالعلامات التجارية .
- إصلاح النظام الوطني للرسوم والنماذج الصناعية.
- تعزيز إنفاذ حقوق الملكية الصناعية.
- تحديث مسطرة إيداع طلبات سندات الملكية الصناعية.

الآليات الدولية المتعلقة بالملكية الصناعية

تم نشر القوانين المتعلقة بالموافقة على الآليات الدولية المعتمدة من طرف البرلمان في الجريدة الرسمية. ويتعلق الأمر بالآليات التالية:

- معاهدة سنغافورة بشأن قانون العلامات التجارية
- وثيقة جنيف لاتفاق لاهاي المتعلق بالتسجيل الدولي للرسوم والنماذج الصناعية
- اتفاق لوكارنو الذي وُضع بموجبه تصنيف دولي للرسوم والنماذج الصناعية
- اتفاق ستراسبورغ المتعلق بالتصنيف الدولي لبراءات الاختراع
- اتفاق فيينا الذي أسس بموجبه تصنيف دولي للعناصر التصويرية للعلامات التجارية.

أ. الأنشطة المرتبطة بالابتكار

1. الأنشطة المرتبطة بشبكة مراكز المعلومات التكنولوجية (TISC)

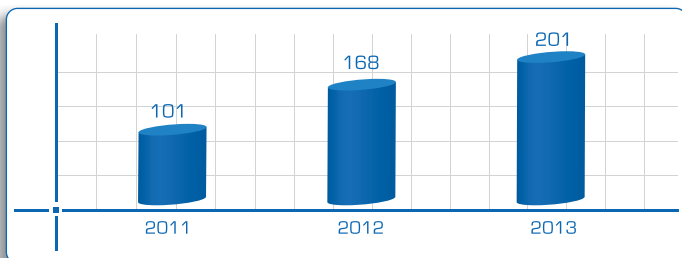
في إطار عمل تعاوني. تضم شبكة مراكز المعلومات التكنولوجية (TISC) عددا من الشركاء الفاعلين في مجال البحث والتطوير. وذلك بهدف دمج وتركيز جهودهم حول مهمة رئيسية تتجلى في التطوير التكنولوجي للمقاولات وتأمين نتائج البحث من خلال الاستخدام الحكيم لمنظومة براءات الاختراع.

توفر شبكة TISC مجموعة من خدمات المعلومات للقطاعات الصناعية والجامعية. كما تُنظم أنشطة مرتبطة بالتدريب والتحسيس والاستخدام العقلن للملكية الصناعية. خصوصا فيما يتعلق ببراءات الاختراع كوسيلة للحماية ومصدر للمعلومات بالنسبة للبحث والتطوير.

خلال سنة 2013، انضمت 8 هيئات إلى شبكة TISC. الشيء الذي رفع عدد الهيئات العضوة في الشبكة إلى 35 هيئة. تضم 46 نقطة ارتكاز متواجدة داخل الجامعات ومراكز البحث ومُثليات القطاع الخاص ...

ولقد شهدت سنة 2013 كذلك إطلاق المشروع الرامي إلى وضع شبكة لنشر وتسويق التحديث والابتكار على مستوى الدول الأعضاء بمنظمة التعاون الإسلامي. وتؤمّن خلية التنشيط لشبكة TISC ريادة هذا المشروع بتعاون مع المركز الإسلامي لتنمية التجارة (CIDC) والمنظمة العالمية للملكية الفكرية (OMPI).

أ. تحليل طلبات البحث TISC





الأنشطة المرتبطة بالتطوير والتكوين
والخدمات المعلوماتية

ت. توزيع خلق المقاولات الحديثة للأشخاص الذاتيين حسب المناطق وقطاعات الأنشطة

الخدمات	التجارة	البناء والأشغال العمومية والأنشطة العقارية	الصناعات	الطاقة والمعادن	الزراعة والصيد البحري
طنجة - تطوان	23%	64%	5%	8%	0%
الدار البيضاء الكبرى	27%	57%	6%	9%	1%
الجهة الشرقية	24%	59%	8%	8%	0%
سوس - ماسة - درعة	28%	56%	6%	8%	0%
الرباط - سلا - زمور - زعير	31%	51%	9%	8%	1%
مراكش - تانسيفت - الحوز	31%	49%	9%	10%	1%
مكناس - تافيلالت	30%	50%	10%	8%	0%
فاس - بولمان	27%	47%	13%	11%	0%
دكالة - عبدة	30%	54%	7%	9%	0%
الشاوية - ورديفة	34%	47%	11%	8%	0%
الغرب - الشارقة - بني حسن	32%	50%	9%	8%	0%
العيون - بوجدور - الساقية الحمراء	14%	79%	4%	3%	0%
تازة - الحسيمة - تاوانات	22%	57%	12%	8%	0%
تادلة - أزيلال	33%	43%	15%	6%	0%
كلميم - السمارة	20%	71%	5%	4%	0%
واد الذهب - الكويرة	22%	71%	2%	4%	0%
المجموع	26,4%	57,3%	7,7%	7,8%	0,4%

مركزة الوثائق القانونية

في إطار نشاطه الرامي إلى مركزة الوثائق القانونية المتعلقة بإنشاء وتعديل المقاولات المسجلة في السجل التجاري، فإن المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية قد توصل بما يناهز 190000 وثيقة (أنظمة أساسية، محاضر، نماذج إنشاء وتعديل) تتعلق بالتسجيلات المتجزة خلال سنة 2013، علاوة على ذلك، فإن ما يزيد عن 120000 من القوائم التركيبية المتعلقة بالسنة المالية 2012 تمت مَرَكزُها من طرف المكتب خلال تلك السنة، وتجدر الإشارة إلى أن آخر أجل قانوني لإيداع التقارير التركيبية هو يوم 31 يوليوز للسنة المالية لنهاية السنة المالية (بالنسبة للمقاولات التي تُوَافِق لديها السنة المالية التقويم العام) وأن وثائق سنة 2012 قد تم وضعها على الأنترنت ابتداءً من شهر شتنبر 2013 عبر البوابة الإلكترونية www.directinfo.ma.

إيداع القوائم التركيبية

سنة	سنة	سنة	سنة	سنة
2008	2009	2010	2011	2012
76746	90682	97513	110806	123306

عدد القوائم التركيبية المودعة

خلال الخمس السنوات الأخيرة تطور عدد القوائم التركيبية بنسبة 60% حيث انتقل من 76746 إيداعاً بالنسبة لسنة 2008 إلى 123306 إيداعاً بالنسبة لسنة 2012.

خلال سنة 2013، يظهر توزيع أنشطة الأشخاص الذاتيين المسجلين بالسجل التجاري حسب المناطق وحسب قطاع النشاط هيمنة قطاعي التجارة والخدمات في معظم الجهات.

ومن جهة أخرى، تأتي جهة تادلة أزيلال على رأس الترتيب في قطاع البناء والأشغال العمومية والأنشطة العقارية بحصة بلغت 15% من مجموع عمليات خلق المقاولات.

وتجدر الإشارة كذلك إلى أن جهة فاس بولمان تحتل المرتبة الأولى في قطاع الصناعة بحصة 11%.

أ. التعديلات

تغير العنصر	2012	2013	تطور سنة 13/12
تغيير العنوان / الحق التجاري	4221	3987	-6%
تغيير النشاط التجاري	3757	3377	-10%
تغيير الشعار التجاري	736	826	12%

في سنة 2013، تراجع عدد التسجيلات المعدلة التي تهم الأشخاص الذاتيين المسجلين بالسجل التجاري بنسبة 9% (18389 مقابل 20203 سنة 2012)، ويُعزى هذا التراجع إلى تراجع عدد التعديلات التي همت تغيير العنوان أو الحق التجاري، بالإضافة إلى التعديلات التي طالت تغيير النشاط التجاري.

من ناحية أخرى، لا تمثل جهة الدار البيضاء الكبرى سوى 10% من مجموع الأشخاص الذاتيين المقيدين في السجل التجاري؛ وبذلك تُبقي على منحها التنزلي بتسجيلها لنسبة 4.5% مقارنة بالسنة الماضية.

ولقد تم تسجيل تراجع في النسب على مستوى جهة مراكش - تانسيفت - الحوز (9% -). وجهة مكناس - تافيلالت (1% -). وجهة دكالة - عبدة (6,7% -). وجهة فاس - بولمان (7,4% -). و جهة تادلة - أزبال (18,4% -). وجهة كلميم السمارة (20,5% -).

ب. التوزيع حسب القطاعات

يبرز التوزيع حسب القطاعات للمقاولات الفردية بأن قطاعي «التجارة» و «الخدمات» يتفوقان عن باقي القطاعات بحصص تساوي على التوالي 57,3% و 26,4%.

بالمقابل، فإن المنحى التنزلي مازال يُؤثر على تطور بعض القطاعات خصوصاً قطاعات البناء والأشغال العمومية، والأنشطة العقارية، وقطاع الصناعة بالإضافة إلى الزراعة والصيد البحري

	2013	2012	2011	2010	2009
التجارة	57,3%	56,4%	56,3%	55,3%	52,2%
الخدمات	26,4%	26,3%	26,1%	26,5%	28,6%
البناء والأشغال العمومية والعقار	7,7%	8,2%	8,5%	9,1%	9,6%
الصناعات المختلفة	7,8%	8,2%	8,4%	8,3%	9,0%
الزراعة والصيد البحري	0,5%	0,8%	0,6%	0,6%	0,5%
الطاقة والمعادن	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%



المقاولات الفردية (الأشخاص الذاتيون)

أ. إنشاء المقاولات



تم تسجيل 29357 مقاوله فردية جديدة (أشخاص طبيعيين) في السجل التجاري برسم سنة 2013. بزيادة قدرها 3% مقارنة بسنة 2012.

أ. التوزيع حسب الجهات

الجهة	2013	2012	2011	2010	2009
طنجة - تطوان	4 163	3 607	3 419	2 991	3 001
الجهة الشرقية	3 104	2 542	2 576	2 318	2 289
الدار البيضاء الكبرى	2 822	2 954	3 180	3 518	3 642
سوس - ماسة - درعة	2 648	2 478	2 488	2 415	2 527
الرباط - سلا - زمور - زعير	2 226	2 205	2 161	2 204	2 242
مراكش - تانسيفت - الحوز	2 021	2 040	1 950	2 039	2 242
مكناس - تافيلالت	1 866	1 884	1 941	2 014	2 040
فاس - بولمان	1 504	1 624	1 577	1 425	1 403
الشاوية - وريغة	1 499	1 489	1 414	1 676	1 653
الغرب - الشراة - بني حسن	1 447	1 420	1 380	1 685	1 743
دكالة - عبدة	1 436	1 539	1 485	1 493	1 783
العيون - بوجدور - الساقية الحمراء	1 371	1 327	1 401	1 264	1 484
تازة - الحسيمة - تاوانات	1 363	1 244	1 156	1 029	1 039
تادلة - أزبال	898	1 076	1 037	1 066	1 149
كلميم - السمارة	535	652	611	522	721
واد الذهب - لكويرة	454	425	351	442	420
المجموع	29 357	28 506	28 127	28 101	29 378

تجدر الإشارة إلى أن جهة طنجة - تطوان ما زالت تحافظ على الريادة في ترتيب خلق المقاولات وذلك منذ سنة 2011. أما فيما يخص الجهة الشرقية، فإنها تتموقع في المرتبة الثانية حيث سجلت تطوراً ملحوظاً بلغ 22% مقارنة بسنة 2012.

وتجدر الإشارة إلى أن حصة قطاع المناجم والطاقة قد تضاعفت تقريباً سنة 2013 مقارنة مع سنة 2012. بينما تراجعت حصة قطاع الصناعات بنصف نقطة.

ج. توزيع خلق المقاولات الحديثة حسب القطاعات والأنشطة المزاولة

الخدمات	التجارة	البناء والأشغال العمومية والأنشطة العقارية	الصناعات	الطاقة والمعادن	الزراعة والصيد البحري	
36%	33%	22%	6%	2%	1%	الدار البيضاء الكبرى
36%	28%	26%	5%	2%	2%	الرباط - سلا - زمور - وغير
33%	31%	25%	7%	2%	1%	طنجة - تطوان
33%	30%	24%	5%	5%	3%	مراكش - تانسيفت - الحوز
32%	33%	24%	6%	2%	4%	سوس - ماسة - درعة
22%	33%	35%	4%	2%	4%	مكناس تافيلالت
27%	32%	32%	6%	1%	2%	فاس - بولمان
27%	32%	32%	4%	2%	3%	الجهة الشرقية
30%	27%	33%	5%	2%	3%	الغرب - الشارقة - بني حسن
26%	31%	34%	5%	1%	2%	الشاوية - وريغة
32%	26%	33%	5%	2%	2%	دكالة - عبدة
40%	30%	16%	8%	1%	5%	العيون - بوجدور - الساقية الحمراء
19%	28%	41%	3%	1%	9%	تادلة - أزىلال
21%	30%	32%	8%	2%	7%	تازة - الحسيمة - تاوانات
36%	28%	10%	13%	2%	11%	واد الذهب - لكويرة
32%	28%	25%	6%	2%	8%	كلميم - السمارة
32,8%	31,1%	25,5%	5,9%	2,2%	2,6%	المجموع

التوزيع حسب صنف التعديل

يوضح الجدول أسفله أهم الأحداث القانونية المعنية بتصريحات التعديل التي تم تسجيلها في السجل التجاري.

تطور 13/12	2013	2012	
-13%	12863	14715	تعديل قانوني
4%	12555	12060	تغيير ممثل أو مستثمر المقاول
-1%	9209	9256	تغيير يؤثر على الشركاء
2%	9246	9105	بيع أسهم/حصة من المقاول
4%	8471	8177	تغيير العنوان
-2%	5321	5446	زيادة في رأس المال
5%	3533	3363	تغيير النشاط التجاري
9%	3225	2966	تغيير الشكل القانوني
1%	1044	1030	تغيير التسمية
3%	669	651	نقل بين المحاكم
-3%	364	377	تخفيض رأس المال

ملحوظة: يمكن لتصريح بالتعديل أو بالتشطيب أن يهم العديد من الأحداث القانونية (بمعدل 3 عمليات قانونية للنموذج)

خلال سنة 2013. وفي معظم الجهات المغربية. يظهر توزيع أنشطة الشركات المسجلة بالسجل التجاري حسب المناطق وحسب قطاع النشاط هيمنة قطاعات الخدمات والتجارة والبناء والأشغال العمومية والأنشطة العقارية بحصص بلغت على التوالي 32,8% و 31,1% و 25,5%. أما فيما يخص قطاعي الصناعة والزراعة والصيد البحري. فإنهما لا تمثلان سوى 5,9% و 2,6% من مجموع عمليات خلق المقاولات. وتعرف جهة واد الذهب لكويرة تركزاً تهم هذين القطاعين.

II. التعديلات

توصل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بما مجموعه 35016 تصريح بالتعديل لدى السجل التجاري لسنة 2013 مقابل 33992 تصريحاً خلال سنة 2012. بما يمثل ارتفاعاً بنسبة 3% +.

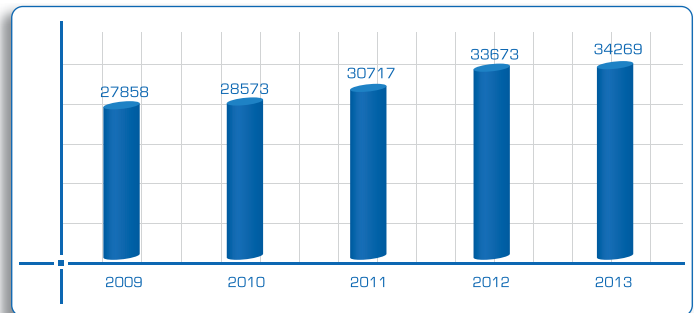
السجل التجاري

المركزي



المقاولات (الأشخاص المعنويون)

أ. إنشاء المقاولات



في سنة 2013 ارتفع عدد المقاولات المنشأة حديثاً بنسبة 1.7% مقارنة بسنة 2012. أي 34269 مقالة مقابل 33673 مقالة سنة 2012.

أ. التوزيع حسب الجهات

يحافظ التوزيع الجهوي للتسجيلات التي عرفت سنة 2013 على نفس المنحى للسنة الماضية، حيث تحتفظ جهة الدار البيضاء الكبرى بالترتبة الأولى بنسبة 34.1% من مجموع التسجيلات الجديدة، تليها جهة الرباط - سلا - زمور - زعير بنسبة 12.2%، ثم جهة طنجة - تطوان بنسبة 10.3%، متبوعة بجهة مراكش- تانسيفت - الحوز بنسبة 9%.

الجهة	2013	2012	2011	2010	2009
الدار البيضاء الكبرى	11 692	11 507	10 896	9 880	9 365
الرباط - سلا - زمور - زعير	4 182	3 869	3 459	3 175	2 943
طنجة - تطوان	3 534	3 398	3 054	2 946	3 051
مراكش - تانسيفت - الحوز	3 099	3 023	2 688	2 489	2 501
سوس - ماسة - درعة	2 324	2 325	2 132	2 014	2 144
مكناس - تافيلالت	1 427	1 464	1 294	1 175	1 209
فاس - بولمان	1 392	1 522	1 334	1 189	1 179
الجهة الشرقية	1 335	1 272	1 244	1 235	1 175
الغرب - الشارقة - بني حسن	1 125	1 028	857	853	850

الشاوية - ورديفة	943	912	863	838	794
دكالة - عبدة	858	907	739	751	751
العيون - بوجدور - الساقية الحمراء	739	758	649	575	562
تادلة - آزيلال	593	614	634	651	573
تازة - الحسيمة - تاونات	388	389	341	302	300
واد الذهب - الكويرة	325	353	321	298	278
كلميم - السمارة	313	332	212	202	183
المجموع	34 269	33 673	30 717	28 573	27 858

ب. التوزيع حسب الشكل القانوني

يبرز التوزيع حسب الشكل القانوني للمقاولات المسجلة في السجل التجاري هيمنة الشركات محدودة المسؤولية (53.2%) والشركات محدودة المسؤولية ذات الشريك الوحيد (44.2%). غير أن حصة هذه الأخيرة قد سجلت تراجعاً بنقطة واحدة مقارنة بسنة 2012. كما أن الشركة مجهولة الاسم حافظت على منحها التنازلي، إذ سجلت تراجعاً من 0.5% سنة 2012 إلى 0.4% سنة 2013.

	2013	2012	2011	2010	2009
الشركات محدودة المسؤولية	53,2%	52,3%	54,3%	56,9%	57,9%
الشركات محدودة المسؤولية ذات الشريك الوحيد	44,3%	45,4%	43,3%	40,6%	39,5%
شركات ذات شكل قانوني آخر	2,1%	1,9%	1,8%	1,8%	1,7%
الشركات مجهولة الاسم	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,9%

ت. التوزيع حسب القطاعات

	2013	2012	2011	2010	2009
قطاع الخدمات	32,8%	31,6%	32,3%	31,2%	32,3%
التجارة	31,1%	31,1%	30,7%	31,7%	31,4%
البناء والأشغال العمومية والأنشطة المرتبطة بالعقار	25,5%	27,3%	26,6%	27,4%	27,9%
الصناعات	5,9%	6,4%	6,8%	6,4%	5,9%
الزراعة والصيد البحري	2,6%	2,5%	2,8%	2,4%	1,9%
الطاقة / المناجم	2,2%	1,1%	0,8%	0,9%	0,7%

بصفة إجمالية، تبقى الغلبة لقطاعات «الخدمات» و«التجارة» والبناء والأشغال العمومية والأنشطة المرتبطة بالعقار بنسب تمثل على التوالي 32.7% و 31.2% و 25.6% من القطاعات التي تختارها للمقاولات حديثة النشأة.



السجل التجاري المركزي

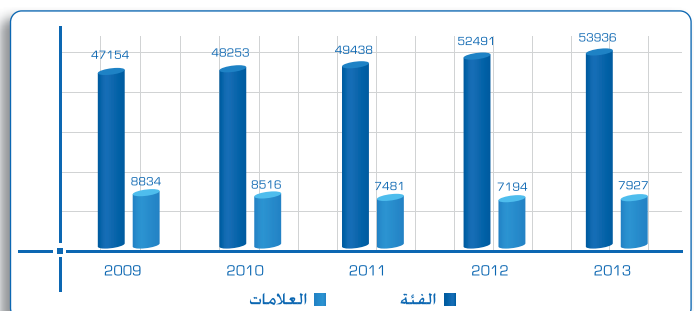
١٧. البيانات الجغرافية وتسميات المنشأ

في سنة 2013 لم يتم إيداع أي طلب للتسجيل بالنسبة للبيانات الجغرافية و تسميات المنشأ لدى المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية. وفي المقابل، واصل المكتب، خلال تلك السنة، المساهمة في أشغال اللجنة الوطنية للعلامات مميزة المنشأ والجودة (والمعروفة اختصاراً بالفرنسية بحروف CNSDOQ [Commission Nationale des Signes Distinctifs = d'Origine et de Qualité]) من أجل فحص ملفات طلبات الاعتراف بالبيانات الجغرافية وتسميات المنشأ المودعة لدى وزارة الفلاحة والصيد البحري، وتَهم هذه البيانات الجغرافية على وجه الخصوص : «تفاح ميدلت»، «مشملة زكزال»، و «تمور بويتوب طاطا» و «عسل القطلب - جبل مولاي عبد السلام»، و «كسكس حُماسي أو كسكس خممس» . و «زيت الزيتون الحرة الممتازة - وزان».



١٧. الأسماء التجارية المرتبطة بنوايا إنشاء المقاولات

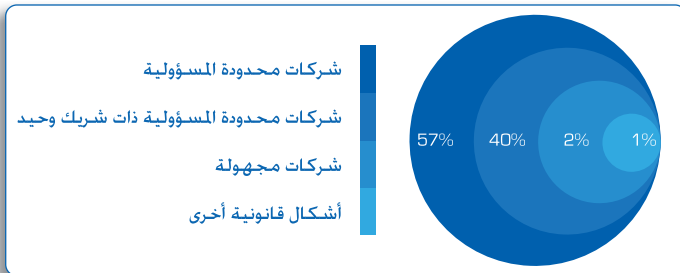
1. تطور نوايا خلق المقاولات



في سنة 2013، سلم المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية 61863 اسماً تجارياً متعلقاً بنوايا خلق مقاولات. أي بزيادة بلغت نسبتها 4% مقارنة بسنة 2012. كما عرفت الشعارات التجارية خلال تلك السنة تطوراً بنسبة +10% مقارنة بسنة 2012.

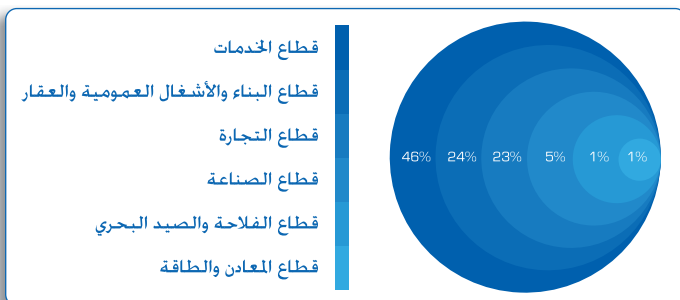
أما بخصوص التسميات التجارية، فقد ارتفع عددها بنسبة 3% مقارنة بسنة 2012. كما أنها تمثل نسبة 87% من مجموع نوايا خلق المقاولات.

2. التوزيع حسب الشكل القانوني



يتبين من خلال توزيع نوايا خلق المقاولات حسب الشكل القانوني بأن «الشركة المجهولة المحدودة المسؤولية» وكذا «الشركة المجهولة المحدودة المسؤولية ذات الشريك الوحيد» هما الشكلين السائدين واللذين يستحوذان على نسبة 97% من نوايا خلق المقاولات. مع تطور ملحوظ سُجِّل سنة 2013 لصالح الشركات المجهولة المحدودة المسؤولية وذات الشريك الوحيد والذي ناهز نسبة 7% مقارنة بسنة 2012. في المقابل، فإن الشركات مجهولة الاسم لا تمثل سوى نسبة 1% من مجموع نوايا خلق المقاولات.

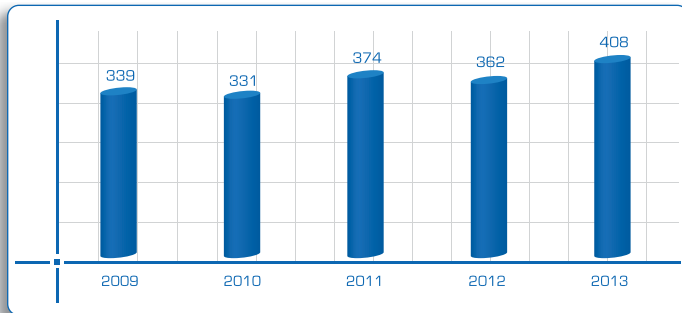
3. التوزيع حسب القطاعات



في سنة 2013 مثلت ثلاثة قطاعات 93% من مجموع نوايا إنشاء المقاولات. ويتعلق الأمر بقطاع الخدمات، والبناء والأشغال العمومية بحصص بلغت على التوالي 46% و 23%. أما قطاع الصناعة فيمثل 5% من مجموع نوايا خلق المقاولات.

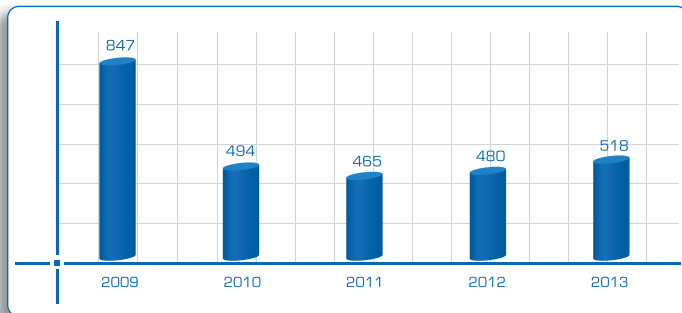
2. الإيداع وفقا للمسطرة الدولية

أ. طلبات التسجيل



في سنة 2013، ارتفعت طلبات التسجيل الدولي المعينة للمغرب بنسبة 13% مقابل السنة الماضية. وتمثل الطلبات المودعة وفقاً لنظام لاهاي نسبة 34% من مجموع الطلبات التي تم التوصل بها.

ب. التجديدات



سجلت طلبات التجديد التي توصل بها المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية عن طريق نظام لاهاي تطوراً بنسبة 8% : بما يمثل 518 طلباً سنة 2013 مقابل 480 سنة 2012.

الحوز، ثم جهة سوس-ماسة-درعة، التي تمثل على التوالي نسب 500% و 300% و 175% و 150%.

علاوة على ذلك، من بين 867 طلباً، تم إيداع 20 طلباً عبر الأنترنت عبر Directinfo، منذ انطلاق هذه الخدمة سنة 2013.

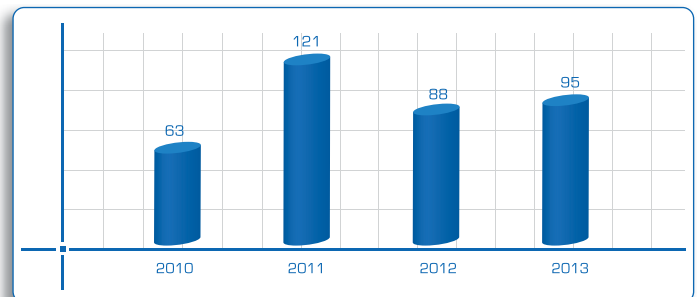
ت. التوزيع حسب بلد المودعين الأجانب (على المستوى الوطني + الدولي)

بلد المودع	2012	2013	التطور خلال 2013/2012
سويسرا	163	221	36%
فرنسا	100	104	4%
ألمانيا	11	50	355%
إيطاليا	0	24	-
السويد	2	15	650%
البرتغال	10	8	-20%
إسبانيا	5	8	60%
الولايات المتحدة الأمريكية	8	6	-25%
اليابان	2	6	200%
اللكسمبورغ	0	5	-

ختل سويسرا المرتبة الأولى فيما يتعلق بالمودعين الأجانب العشر الأوائل لطلبات التسجيل خلال سنة 2013، مسجلة بذلك نمواً بنسبة 36% مقارنة مع سنة 2012، تليها في المرتبة الثانية فرنسا.

وتجدر الإشارة إلى أن عدد الطلبات التي تقدم بها المودعون الألمان والسويديون سجل ارتفاعاً ملحوظاً مقارنة بسنة 2012، مسجلة على التوالي نسبة 355% ونسبة 350%.

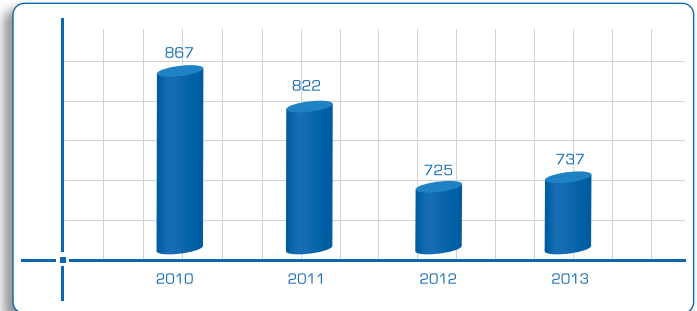
ب. التجديدات



خلال سنة 2013 بلغت طلبات تجديد الرسوم والنماذج الصناعية 95 طلباً وعرفت تطوراً بنسبة 8% مقارنة بسنة 2012.

II. التعرضات

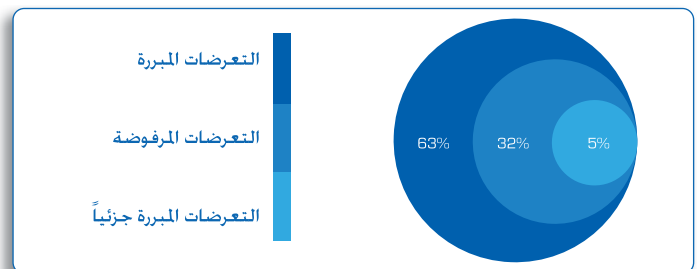
1. تطور التعرضات



توصل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية سنة 2013 ب 737 طلب تعرض. مُسجلاً بذلك زيادة بنسبة 2% مقابل سنة 2012. وتهم طلبات التسجيل الوطنية 97% من الطلبات التي كانت موضوع تعرض.

يُمثل معدل التعرض 6% من مجموع طلبات تسجيل العلامات التي توصل بها المكتب مقابل 8% سنة 2010. مما يدل على تحسن جودة تسجيل العلامات. وهي الجودة التي يجب تعزيزها بدخول مشروع القانون الذي يطرح - من ضمن ما يطرحه - فحص العلامات وفقاً للأسباب المطلقة للرفض حيز التنفيذ.

2. القرارات الصادرة عن المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية



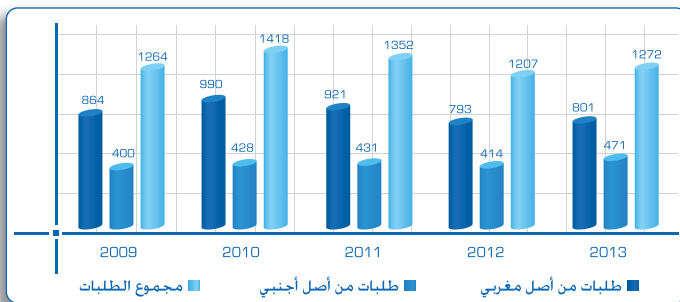
في سنة 2013، أصدر المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية 710 قراراً مقابل 650 سنة 2012. 63% من تلك القرارات أكدت التعرضات. بينما شكلت القرارات الراضية للتعرضات نسبة 32% مما مكن من تسجيل طلبات العلامات. وفي المقابل 5% من القرارات تعلقت بالاعتراضات المبررة جزئياً (تسجيل العلامات بالنسبة لبعض المنتجات والخدمات المعينة).

III. الرسوم والنماذج الصناعية

1. الإيداع وفقاً للمساطر الوطنية والدولية

أ. طلبات التسجيل

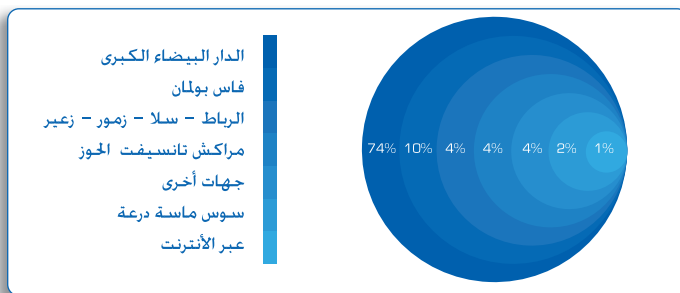
أ. تطور الإيداعات



بلغ عدد إيداعات الرسوم والنماذج الصناعية 1272 طلباً سنة 2013 من ضمنها 864 أودعت مباشرة بالمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية.

ولقد عرفت طلبات التسجيل من أصل مغربي بعض الركود مقارنة مع سنة 2012. وهي تُمثل نسبة 63% من مجموع الطلبات التي توصل بها المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية.

ب. التوزيع حسب الجهات



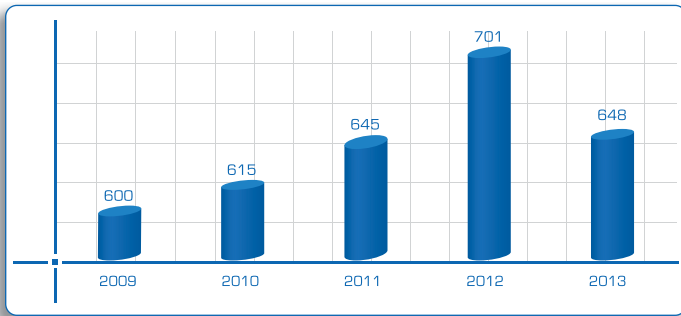
يُظهر التوزيع الجهوي بأن ثلاثة أرباع الرسوم والنماذج الصناعية المسجلة تتركز في جهة الدار البيضاء. متبوعة بجهة فاس - بولمان. تليها جهة الرباط - سلا - زمور - زعير. ثم جهة مراكش - تانسيفت - الحوز. والتي تُمثل على التوالي نسبة 10 و 4 في المائة.

وبالنسبة للجهات التي حققت تطوراً ملحوظاً هناك كل من جهة الشاوية-وردغة، وجهة الغرب-الشراردة، وجهة مراكش-تانسيفت

يمكن للجهة التي تودع طلب التسجيل والتي ترغب في الحصول على حماية لعلامة معينة داخل عدة بلدان، يمكنها أن تختار المسطرة الدولية بفضل نظام مدريد الذي يخضع للمنظمة العالمية للملكية الفكرية. وهو الأمر الذي يسمح لها بتعيين حوالي 92 بلداً تشملهم الحماية في نفس الوقت.

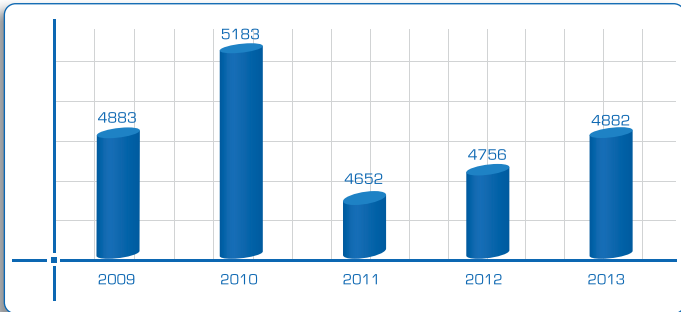
خلال سنة 2013، توصل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بـ 3268 طلباً جديداً حسب هذا النظام مقابل 3155 طلباً سنة 2012. أي ما يعادل زيادة بنسبة + 4%. ولقد سمحت هذه الزيادة للمغرب بأن يحتل المرتبة 27 ضمن البلدان الأكثر تعييناً في إطار نظام مدريد.

ب. تطور التعيينات اللاحقة



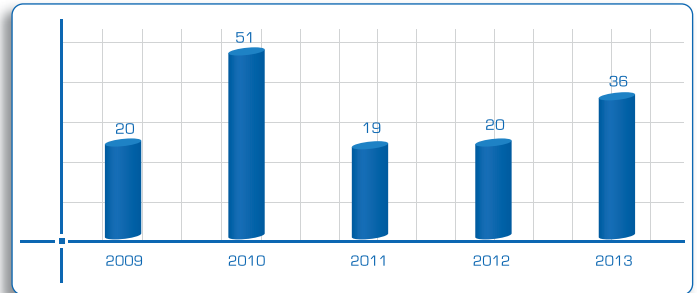
في سنة 2013، توصل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بـ 648 من التعيينات اللاحقة وفقاً لنظام مدريد مقابل 701 تعييناً سنة 2012. أي بنسبة انخفاضاً بلغت 8%.

ت. تطور عمليات التجديد



خلال سنة 2013، عرف عدد تعيينات المغرب في إطار عمليات التجديد على المستوى الدولي ارتفاعاً بنسبة 3%. وتُظهر هذه الزيادة الاهتمام الذي يوليه أصحاب العلامات الدولية بشأن الحفاظ على سريان حقوق علاماتهم في السوق المغربية.

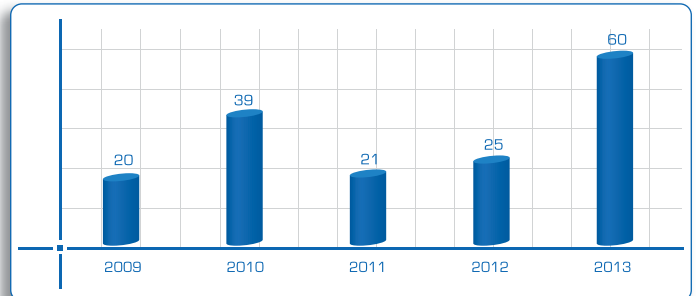
ت. تطور التعيينات اللاحقة



تمكن مسطرة التعيين اللاحق من توسيع مجال حماية العلامة الدولية إلى دول أخرى عضو في نظام مدريد.

في سنة 2013 سجلت التعيينات اللاحقة على المستوى الدولي من أصل مغربي تطوراً بنسبة 80%. بعدد بلغ 36 تسمية مقابل 20 سنة 2012.

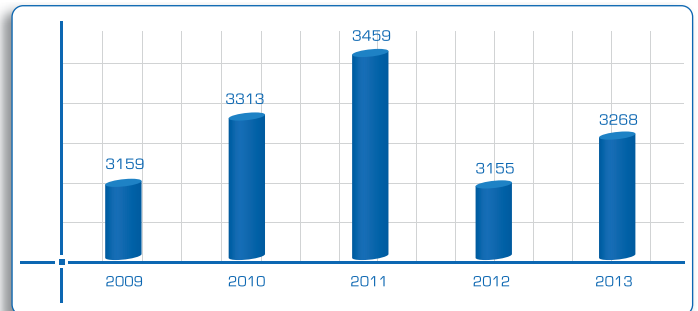
ج. تطور عمليات التجديد



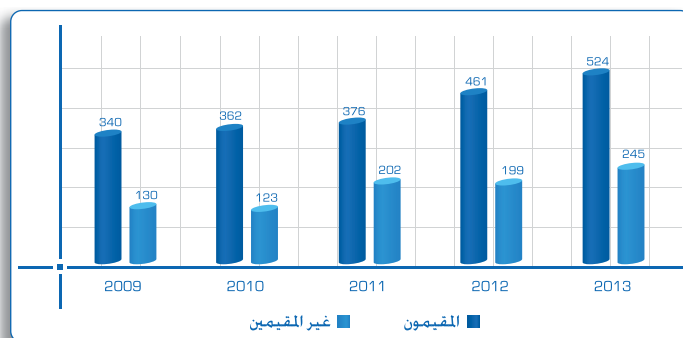
في سنة 2013، عرفت طلبات التجديد وفقاً لنظام مدريد ارتفاعاً ملحوظاً بنسبة 140%. أي 60 عملية تجديد مقابل 25 عملية سنة 2012. ويُبرز هذا التطور الاهتمام الذي يُوليه المودعون المغاربة لإبقاء حقوقهم سارية المفعول في البلدان الأجنبية.

ب. المغرب بلد معين

أ. تطور طلبات التسجيل



ب. التوزيع حسب مصدر الإيداع



في سنة 2013، مثلت طلبات التجديد بالنسبة لغير المقيمين نسبة 68% من مجموع الطلبات التي تم التوصل بها من طرف المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية، مما يُشكل زيادة بنسبة 14% مقارنة بسنة 2012. أما بالنسبة لعمليات طلبات التجديد التي تقدم بها المقيمون، فقد سجلت ارتفاعاً بنسبة 23%.

ت. الأصناف العشرة الأولى المعنية بطلبات تجديد العلامات من أصل مغربي

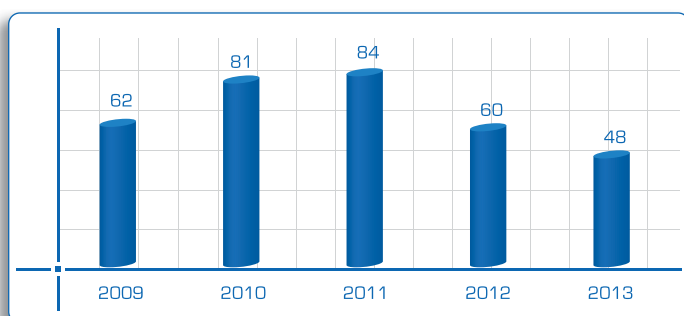
الصفة	المحتوى	2013	الحصة %
2	الدهانات	103	42%
1	المواد الكيماوية	74	30%
3	مستحضرات التجميل	43	18%
17	العوازل الكهربائية، والحرارية، والصوتية	30	12%
30	مواد غذائية من أصل نباتية	29	12%
5	مواد صيدلية	20	8%
29	مواد غذائية من أصل حيواني	15	6%
31	سلع غذائية غير مصنعة	14	6%
32	مشروبات غير كحولية	13	5%
16	مواد الطباعة	12	5%

يُظهر التقسيم أعلاه لطلبات التجديد بأن الصنف 2 هو الأكثر تعييناً إذ يمثل حصة تعادل 42% من مجموع طلبات التجديد، متبوعاً بالصنف 1 الذي يشمل المواد الكيماوية (30%)، يليه الصنف 3 الذي يهتم مستحضرات التجميل (18%).

2. الإيداع وفقاً للمساطر الدولية

أ. المغرب (بلد المنشأ)

أ. تطور طلبات التسجيل



في سنة 2013، تم إيداع 48 طلب تسجيل على المستوى الدولي وفقاً لنظام مدريد (المغرب بلداً للمنشأ) مقابل 60 طلباً سنة 2012، مما يُشكل انخفاضاً بنسبة 20%.

ب. التوزيع حسب الأصناف المعينة

الأصناف	المحتوى	2013	الحصة %
29	مواد غذائية من أصل حيواني	13	27%
5	مواد صيدلية	7	15%
25	ملابس	7	15%
3	مستحضرات التجميل	5	10%
31	سلع غذائية غير مصنعة	5	10%
35	إشهار، استيراد وتصدير ...	5	10%
12	عربات، وقطع غيار وتوابع	4	8%
18	جلود وجلود مقلدة	4	8%
30	مواد غذائية من أصل نباتي	4	8%
41	تربية، تكوين وترفيه	4	8%

بخصوص الأصناف الأكثر تعييناً في طلبات تسجيل العلامات على المستوى الدولي من أصل مغربي، نجد الصنف 29 (27%)، متبوعاً بالصنفين 5 و 25 بحصص تعادل نسبة 15%.

وعلى ضوء الأصناف الأكثر تعييناً، يبدو بأن قطاعات الخدمات وقطاع الصناعات الغذائية هي الأكثر استعمالاً لنظام العلامات، متبوعة في ذلك بقطاع مستحضرات التجميل، ثم قطاع المواد الصيدلانية.

و. البلدان العشرة الأولى لمودعي طلبات العلامات التجارية من أصل أجنبي (وفقاً للمساطر الوطنية والدولية)

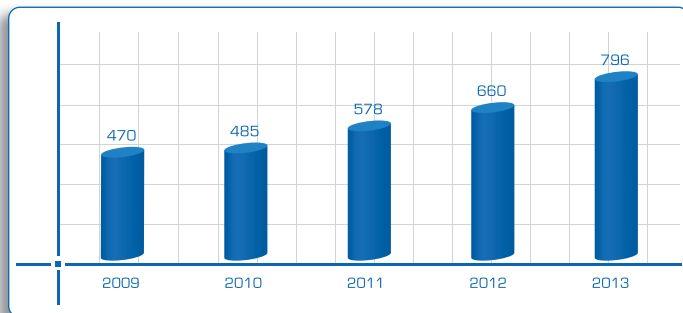
البلد المودع	2013	الحصة %	2012	نسبة التطور 2013/2012
فرنسا	838	7%	984	-15%
الولايات المتحدة الأمريكية	754	6%	771	-2%
الاتحاد الأوروبي	540	5%	410	32%
سويسرا	398	3%	425	-6%
الصين	333	3%	317	5%
ألمانيا	331	3%	340	-3%
إيطاليا	323	3%	337	-4%
تركيا	248	2%	159	56%
إسبانيا	243	2%	254	-4%
المملكة المتحدة	238	2%	173	38%
اليابان	137	1%	180	-24%

تحتفظ كل من فرنسا والولايات المتحدة الأمريكية بريادة التصنيف ضمن قائمة الدول العشرة الأولى المودعة لطلبات العلامات، يليهما في ذلك الاتحاد الأوروبي ثم سويسرا.

تجدر الإشارة إلى أن أبرز تقدم سجل سنة 2013 مقارنة مع سنة 2012 قد حققته -على التوالي- تركيا (56%)، والمملكة المتحدة (38%)، يليهما الاتحاد الأوروبي (32%).

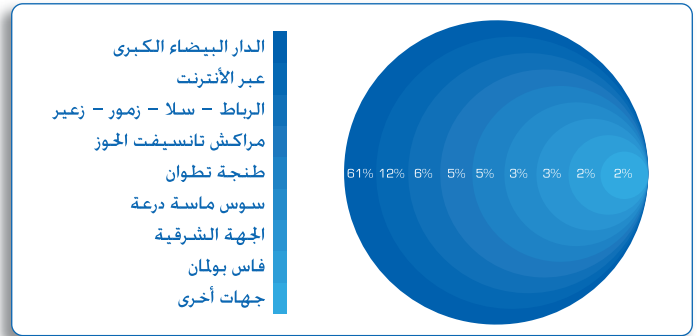
ب. تجديد العلامات

أ. تطور تجديد العلامات



خلال سنة 2013، بلغ عدد طلبات تجديد العلامات 796 طلباً، أي بمعدل نمو يزيد عن 21%، مقارنة بسنة 2012. كما بلغ معدل التجديد نسبة 25% للعلامات المسجلة مقابل 22% خلال سنة 2012.

ج. التوزيع الجغوي لطلبات العلامات من أصل مغربي



كما جرت العادة على ذلك، تنصدر جهة الدار البيضاء الكبرى لطلبات العلامات بنسبة 61%، متبوعة بجهة الرباط - سلا - زمور - زعير بنسبة 12%، تليها جهة مراكش تانسيفت الحوز بنسبة 6%، ثم تأتي بعد ذلك جهة طنجة تطوان بنسبة 5%.

علاوة على ذلك، وبالرغم من ضعف مساهمتها في زيادة الإبداعات الجهوية، فإن كلاً من جهة تادلة أزيلال، وجهة العيون - بوجدور - الساقية الحمراء، وكذلك جهة واد الذهب - الكويرة قد سجلت على التوالي زيادة بنسبة 85% و 55%، ثم 600% بالنسبة لسنة 2012.

أما بخصوص الإبداعات المتجزة عبر الأنترنت لطلبات تسجيل العلامات، فهي تمثل هذه السنة نسبة 12% من مجموع الطلبات، مُحقة بذلك ارتفاعاً ملحوظاً بنسبة 80% قياساً بسنة 2012، ويمكن تفسير هذا الارتفاع بالتدابير التحفيزية التي اتخذها المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية، لاسيما تخفيض تعريفه الإبداع عبر الأنترنت. علاوة على المنظومة السلسلة التي توفرها منصة Directinfo.

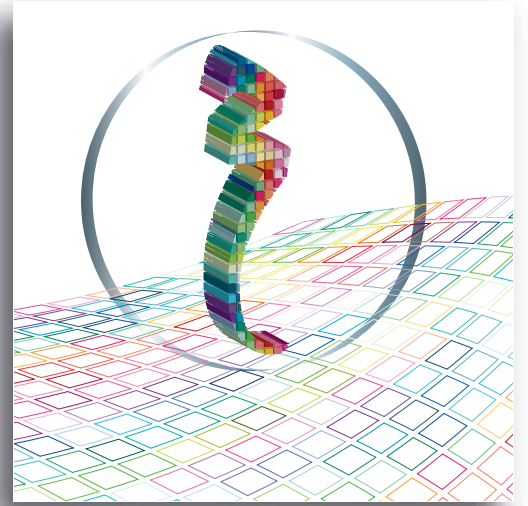
د. الأصناف العشرة الأولى للمنتجات والخدمات المعنية بإبداع الطلبات من أصل مغربي

الصنف المحتوي	2013	2012	حصة 2013	نسبة التطور 2013/2012
35 الإشهار، الاستيراد، التصدير ...	1 238	1 675	21%	-26%
30 مواد غذائية من أصل نباتي	1 074	1 007	18%	7%
29 مواد غذائية من أصل حيواني	751	740	13%	2%
3 مستحضرات التجميل	683	799	12%	-15%
41 التعليم، التكوين، الترفيه	676	705	11%	-4%
5 مواد صيدلانية	521	504	9%	3%
31 سلع غذائية غير مصنعة	520	511	9%	2%
36 شؤون مالية	517	686	9%	-25%
9 معدات كهربائية، معلومات وتوابع	437	411	7%	6%
32 مشروبات غير كحولية	415	360	7%	15%

بالنسبة لعملية التصنيف، فإن المغرب يعتمد اتفاق نيس بشأن التصنيف الدولي للسلع والخدمات لأغراض تسجيل العلامات.

العلامات

الميزة

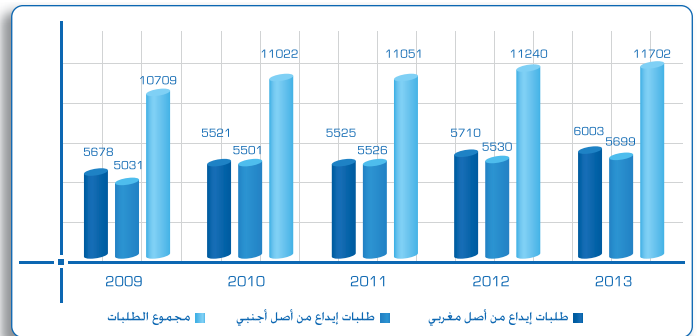


أ. العلامات التجارية

1. إيداع الطلبات وفقاً للمساطر الوطنية والدولية

أ. طلبات التسجيل

أ. تطور الإيداعات



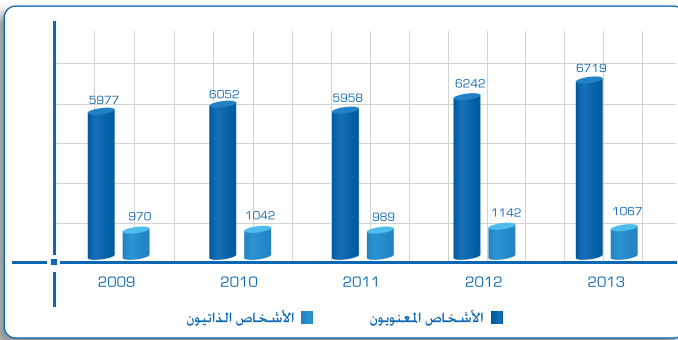
انتهت سنة 2013 على تطور مُرضي بالنسبة لطلبات التسجيل التي بلغت 11702 علامة. أي بزيادة تساوي +4% قياساً بسنة 2012.

بلغت عمليات طلبات الإيداع لدى المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية (وفقاً للمساطر الوطنية) رقماً قياسياً بما مجموعه 7786 علامة تجارية سنة 2013 مقابل 7384 علامة برسم سنة 2012. أي بزيادة بلغت نسبة 5%.

يُظهر توزيع طلبات التسجيل حسب مصدر الإيداع بأن طلبات العلامات من أصل مغربي قد سجلت نمواً بنسبة 5% أي حوالي 6003 طلباً برسم سنة 2013. قياساً بسنة 2012 التي لم تحق سوى 5170 طلب. وتمثل هذه الطلبات 51% من مجموع الطلبات الوطنية.

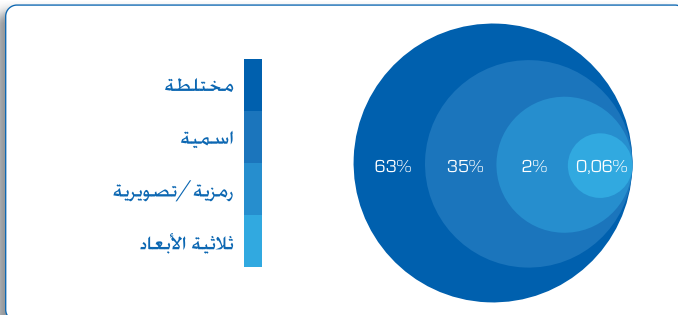
من جهتها سجلت طلبات العلامات من أصل أجنبي ارتفاعاً بنسبة 3% بما يُعادل 5699 طلباً مقابل 5530 بالنسبة للسنة المنصرمة.

ب. التوزيع حسب طبيعة المودعين وفقاً للمساطر الوطنية

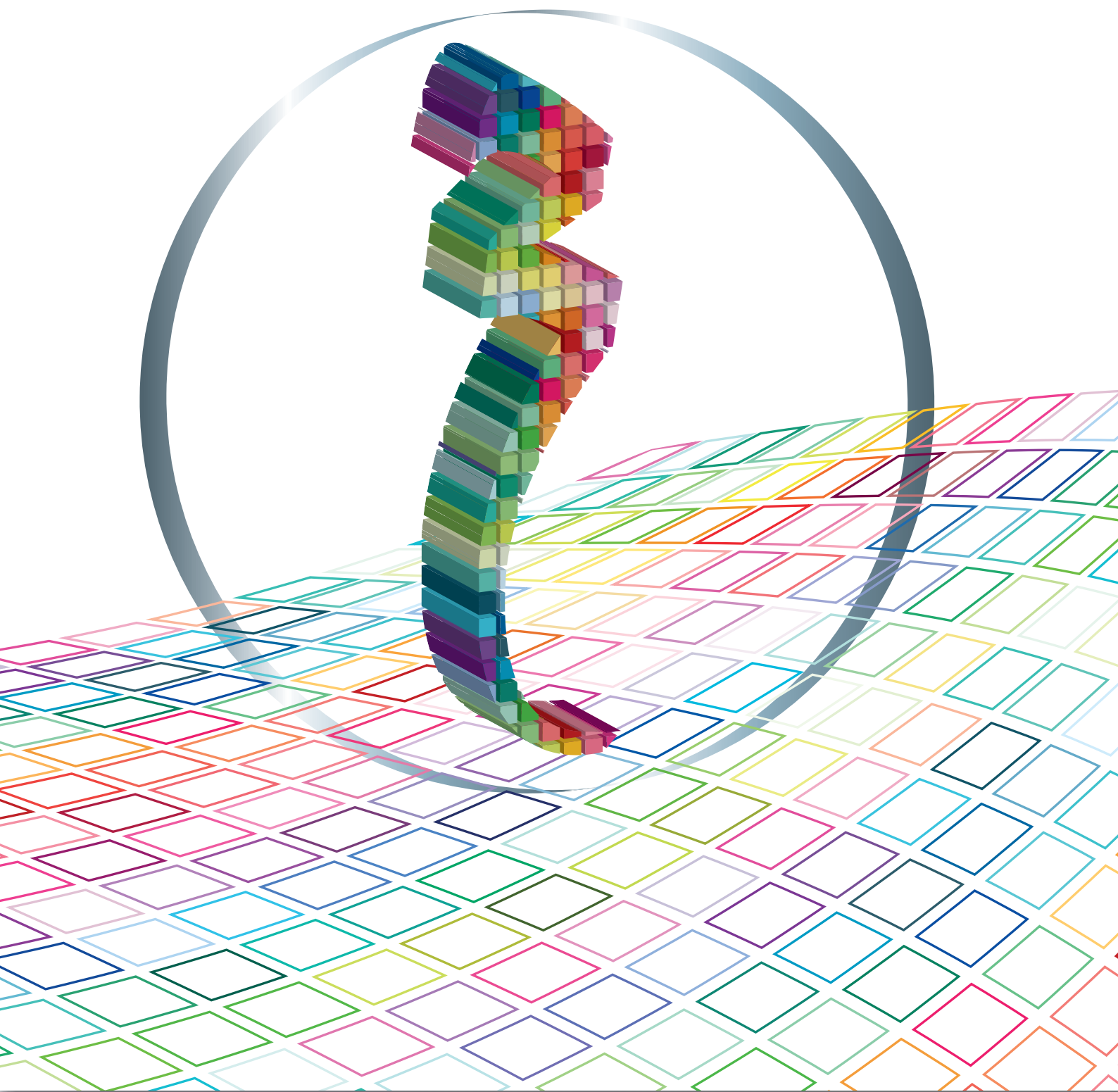


بالنسبة لطلبات تسجيل من أصل مغربي حسب صفة المودع يضع التقسيم الأشخاص المعنويين في المقام الأول بحصة 86% من مجموع الطلبات. وبذلك تكون طلبات الأشخاص المعنويين قد عرفت ارتفاعاً بنسبة 8% قياساً بسنة 2012 مقابل الطلبات المودعة من طرف الأشخاص الذاتيين التي تراجعت بنسبة 7%

ت. التوزيع حسب أصناف العلامات التجارية



تمثل العلامات مختلطة الأصناف (بعناصر لفظية + عناصر رمزية / تصويرية) حصة تناهز نسبة 63% من مجموع طلبات التسجيل على الصعيد الوطني. متبوعة بالعلامات الاسمية (35%). ثم العلامات الرمزية / التصويرية (2%). تليها العلامات الثلاثية الأبعاد (0.06%).



العلامات المميزة

يُظهر تقييم إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي. والتي شكلت موضوع تقارير البحوث وإبداء الرأي المكتوب بخصوص قابلية استصدار براءات الاختراع بأن 26% من هذه الطلبات تنسم بخاصية الجِدَّة والابتكار.

وتجدر الإشارة إلى أن 27% من طلبات براءات الاختراع الصادرة عن الجامعات، و 29% من طلبات براءات الاختراع الصادرة عن مراكز البحوث. و 20% من طلبات براءات الاختراع المودعة من طرف المقاولات. و 27% من الطلبات المودعة من طرف الأشخاص الذاتيين تستجيب لمعايير قابلية استصدار البراءات بخصوص الجِدَّة وأنشطة الابتكار.

كما يجدر التذكير بأنه يتعين على التشريعات الحالية المتعلقة بالملكية الصناعية بأن تتطور نحو منظومة جديدة (مشروع القانون 13-23) تسمح برفض طلبات براءات الاختراع التي لا تستجيب لمعايير قابلية استصدار البراءات. وذلك تبعاً لإعداد تقرير البحث والرأي المكتوب بخصوص قابلية استصدار براءات الاختراع. حيث أنه حسب مشروع القانون 13-23 فإن تقرير البحث هذا سيشكل فعلاً جزءاً لا يتجزأ من براءة الاختراع.



6. العمليات اللاحقة

العمليات اللاحقة *	طبيعة العملية	عدد العمليات المنجزة
العمليات المؤثرة على الملكية أو على التمتع بالحقوق	التفويت الكلي	37
	التفويت الجزئي	2
	الاندماج أو الاستيعاب	36
التغييرات المرتبطة بهوية المالك	تغيير الإسم	57
	تغيير العنوان	28
	تغيير الإسم والعنوان	6
	تغيير الصفة القانونية	4
عدد العمليات البعيدة برسم سنة 2013		170

* مجمل العمليات التي يتم القيام بها لاحقاً بخصوص طلبات براءات الاختراع والواردة في السجل الوطني لبراءات الاختراع

سجل المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية. برسم سنة 2013، 37 عملية نقل للملكية. و 36 عملية اندماج. وعمليات نقل جزئي. وتُظهر هذه النتائج ضعف أنشطة نقل التكنولوجيا، مما يستوجب إعطاء دفعة جديدة لمواجهة محدودية سوق براءات الاختراع بالمغرب.

11. تقرير البحث والرأي المكتوب بخصوص قابلية استصدار براءات الاختراع

يُنجز المكتب المغربي بشكل منتظم تقارير البحث والرأي المكتوب بخصوص قابلية استصدار براءات الاختراع وذلك من أجل تقييم طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي التي تم تقنينها خصوصاً فيما يتعلق بالأهمية وجودة الصياغة.

غير أنه على ضوء التشريعات الحالية، فإن تقارير البحث تلك لا يتم تسليمها سوى بخصوص إيداع طلبات براءات الاختراع التي تُمثل موضوع طلب تقرير البحث والتي يسعى المتقدمون بالطلب إلى تقييم قابلية استصدار براءات الاختراع. بغاية تعميم الحماية على المستوى الدولي.

خلال سنة 2013، بلغ مجموع تقارير البحث والرأي المكتوب بشأن قابلية استصدار براءات الاختراع التي تم إنجازها 203 تقرير. من ضمنها 40 تقريراً متصلاً بطلبات براءات الاختراع تم إيداعها سنة 2012، و 163 تقريراً متصلاً بطلبات البراءات برسم سنة 2013.

يأتي تقييم معايير الأهمية بالنسبة للطلبات على ضوء معايير قابلية استصدار براءات الاختراع على الشكل التالي :

تقييم عمليات إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي على أساس تقارير البحث والرأي المكتوب بخصوص قابلية استصدار البراءات						
معايير الأهمية	الجامعات	الأشخاص الذاتيون	المقاولات	مراكز البحث	المجموع	
NA: الجِدَّة والنشاط الابتكاري	22	20	27%	5	29%	52
I: جِدَّة وغياب النشاط الابتكاري	35	25	34%	14	56%	83
O: غياب الجِدَّة والنشاط الابتكاري	25	28	38%	12	48%	68

4. توزيع إيداعات براءات الاختراع من أصل مغربي حسب المجال التكنولوجي

33	أ. الصناعات الإلكترونية والكهربائية
11	الألات والأجهزة الكهربائية. والطاقة الكهربائية
2	التقنيات السمعية البصرية
4	مجال الاتصالات
3	الاتصالات الرقمية
0	تقنيات الاتصال الأساسية
12	المعلومات
1	أشباه الموصلات
31	II. الأدوات
8	أجهزة المراقبة
9	التكنولوجيا الطبية
51	III. الكيمياء
3	الكيمياء العضوية الدقيقة
2	التكنولوجيا الإحيائية
9	المواد الصيدلانية
4	كيمياء الجزئيات. والبوليميرات
10	الكيمياء الغذائية
6	الكيمياء الأساسية
6	المواد التعدينية
4	الهندسة الكيماوية
7	التكنولوجيا البيئية
40	IV. الميكانيكا
4	المناولات
12	المحركات. و المضخات. والمحركات التوربينية
1	آلات صناعة الورق والنسيج
8	آلات خاصة أخرى
6	آليات وأجهزة حرارية
1	مكونات ميكانيكية
8	النقل
19	V. مجالات أخرى
8	أثاث. ألعاب
6	بعض السلع الاستهلاكية الأخرى
5	الهندسة المدنية
174	المجموع

يخص التقسيم حسب المجال التكنولوجي طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي التي تم تقنينها بعد فحصها برسم سنة 2013. وتجدر الإشارة إلى أن الطلبات التي تم رفضها وكذا الطلبات «العالقة» (en instance) لم تخضع لهذا التقسيم القطاعي الذي يبرز التباينات بين التكنولوجيات المعنية بطلبات براءات الاختراع.

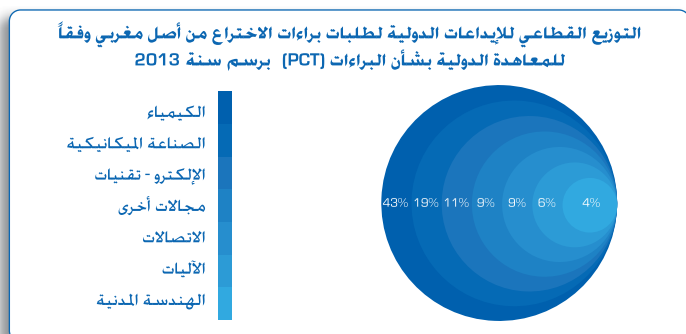
من جهة أخرى فإن « تقنيات القياس » تمثل 45% من إيداعات طلبات الاختراع التي تم إجرائها في قطاع « الآليات ». وعلى نحو مائل فإن مجال « المعلومات » يشكل 36% من مجموع إيداعات طلبات براءات الاختراع في قطاع « التقنو-كهربائيات ».

5. الإيداع الدولي لطلبات براءات الاختراع من أصل مغربي وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات (PCT)

يقوم المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بحملات توعية بخصوص أهمية توسيع مجال حماية الملكية الصناعية على الصعيد الدولي. خصوصاً لدى مراكز البحوث. والجامعات. والمقاولات والمخترعين الفرديين والحاملين لبراءات اختراع ذات صلة بخصوص التحديث وأنشطة الابتكار.

تطور أنشطة إيداع طلبات براءات الاختراع وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات PCT (المغرب بلد منشأ)				
2013	2012	2011	2010	2009
54	35	18	22	22

بفضل جهود التوعية التي بُدلت. فإن أنشطة الإيداع الدولي لطلبات براءات الاختراع من أصل مغربي وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات (PCT) قد عرفت نمواً خلال سنة 2013 مُسجلة بذلك ارتفاعاً بلغ نسبة 54% قياساً بسنة 2012.



هر التوزيع القطاعي للإيداعات الدولية لطلبات براءات الاختراع من أصل مغربي وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات (PCT) برسم سنة 2013 بأن مجال الكيماويات يستحوذ على حصة كبيرة تناهز 43%. متبوعاً بمجال الميكانيك بنسبة 19%. يليه مجال الإلكترونيات بنسبة 11%. ثم يأتي في المرتبة الرابعة قطاع الآليات والمجالات الأخرى (من عقار وألعاب وبيع استهلاكية أخرى وكذا الهندسة الصناعية) إذ يحتل كل مجال منها نسبة 9%.

ب. تطور إيداعات براءات الاختراع من أصل أجنبي بالنسبة للمودعين العشرة الرئيسيين برسم سنة 2013.

البلد	الإيداعات المنجزة برسم سنة 2013	الإيداعات المنجزة برسم سنة 2012	التطور المسجل خلال الفترة 2013/2012
الولايات المتحدة	157	161	-2%
فرنسا	138	146	-5%
سويسرا	116	131	-11%
ألمانيا	103	88	17%
إسبانيا	61	69	-12%
إيطاليا	45	33	36%
المملكة المتحدة	30	20	50%
اليابان	25	27	-7%
هولندا	13	23	-43%
الصين	12	10	20%

بالنسبة لسنة 2013 يأتي الأمريكيون على رأس قائمة المودعين لطلبات براءات الاختراع من أصل أجنبي بنسبة 19% من مجموع طلبات براءات الاختراع. يليهم في ذلك الفرنسيون بنسبة 17%. متبوعين بالسويسريين (15%) ثم الألمان (14%).

بشكل عام يُظهر تحليل إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل أجنبي تراجعاً لأنشطة الإيداع قياساً بسنة 2012 باستثناء الطلبات الواردة من المملكة المتحدة، وإيطاليا، والصين، وألمانيا، التي سجلت على التوالي معدل زيادة بنسبة 50%، و 36%، و 20% ثم 17%.



المودعون المغاربة العشرة الرئيسيون لطلبات براءات الاختراع

إيداع الطلبات برسم سنة 2013	
47	الجامعة الدولية بالرباط
30	جامعة المولى إسماعيل
24	المؤسسة المغربية للعلوم المتقدمة والابتكار والبحث العلمي (MASCIR)
22	جامعة محمد الخامس السويسي
9	جامعة محمد الأول سطات
8	جامعة محمد بن عبد الله
5	بنغازي أخلقي عبد السلام
4	أنجيليك
4	جامعة القاضي عياض
4	فالورهايز VALORHYZE

الطلبات العشرة الرئيسية المتعلقة بالمودعين المغاربة 50% من مجموع إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي تصدرها الجامعات بنسبة 76%.

3. إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل أجنبي

أ. تحليل إيداع طلبات براءات الاختراع حسب طريقة الإيداع

2013	2012	2011	2010	2009	
748	783	821	816	749	المساطر الدولية وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات (PCT)
55	38	32	39	45	المساطر الوطنية (الأولوية)
803	821	853	855	794	مجموع الإيداعات من أصل أجنبي

يُظهر تحليل إيداعات طلبات براءات الاختراع من أصل أجنبي حسب المساطر المتبعة للإيداع بأن 95% من طلبات براءات الاختراع من أصل أجنبي والمسجلة خلال الخمس سنوات الأخيرة لدى المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية قد تم إيداعها وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات (PCT).

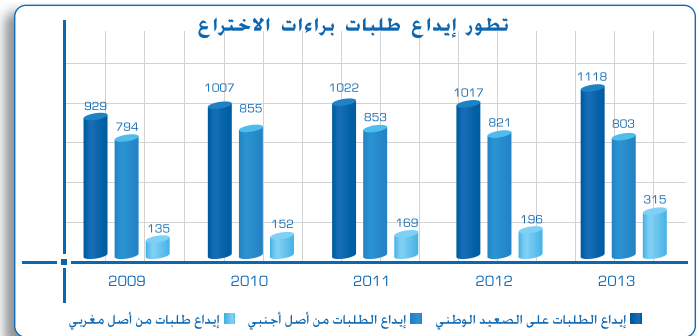
على المستوى الدولي، بلغ عدد الطلبات الدولية 195,308 PCT طلباً خلال سنة 2012. وبالفعل، يعتبر هذا النظام وسيلة أساسية لإيداع طلبات براءات الاختراع على المستوى الدولي.

براءات الاختراع



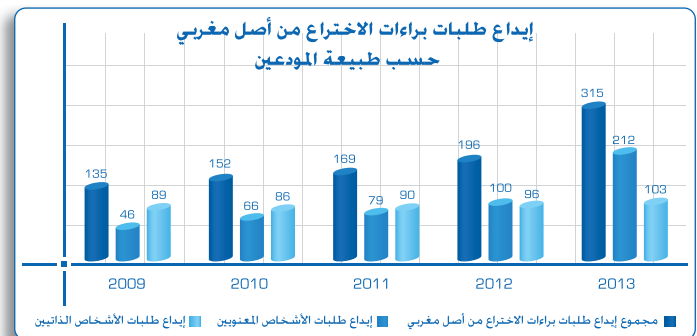
أ. أنشطة الإيداع

1. إيداع طلبات براءات الاختراع



شهد المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية منحاً إيجابياً خلال سنة 2013، إذ بلغ عدد طلبات براءات الاختراع التي تم إيداعها 1118 مقابل 1017 سنة 2012، مما يمثل نمواً بمسبة +10% من حيث أنشطة إيداع طلبات براءات الاختراع.

2. إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي



سجل إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي تقدماً ملحوظاً بنسبة +61%، مما يمثل رقماً قياسياً جديداً بمجموع 315 طلباً تم إيداعه سنة 2013 مقابل 196 طلباً سنة 2012، ويرتبط هذا

الأداء أساساً بزيادة بارزة بلغت 112% في طلبات براءات الاختراع المودعة من طرف الأشخاص المعنويين قياساً بالسنة الماضية.

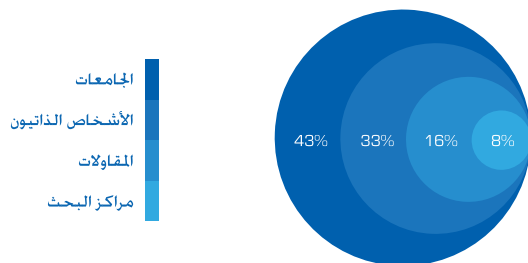
تطور الأنشطة حسب صنف مودعي طلبات براءات الاختراع

2013	2012	2011	2010	2009	
138	58	38	39	11	الجامعات
25	16	6	1	0	مراكز البحث
49	26	32	26	36	المقاولات المغربية
103	96	90	80	84	الأشخاص الذاتيون

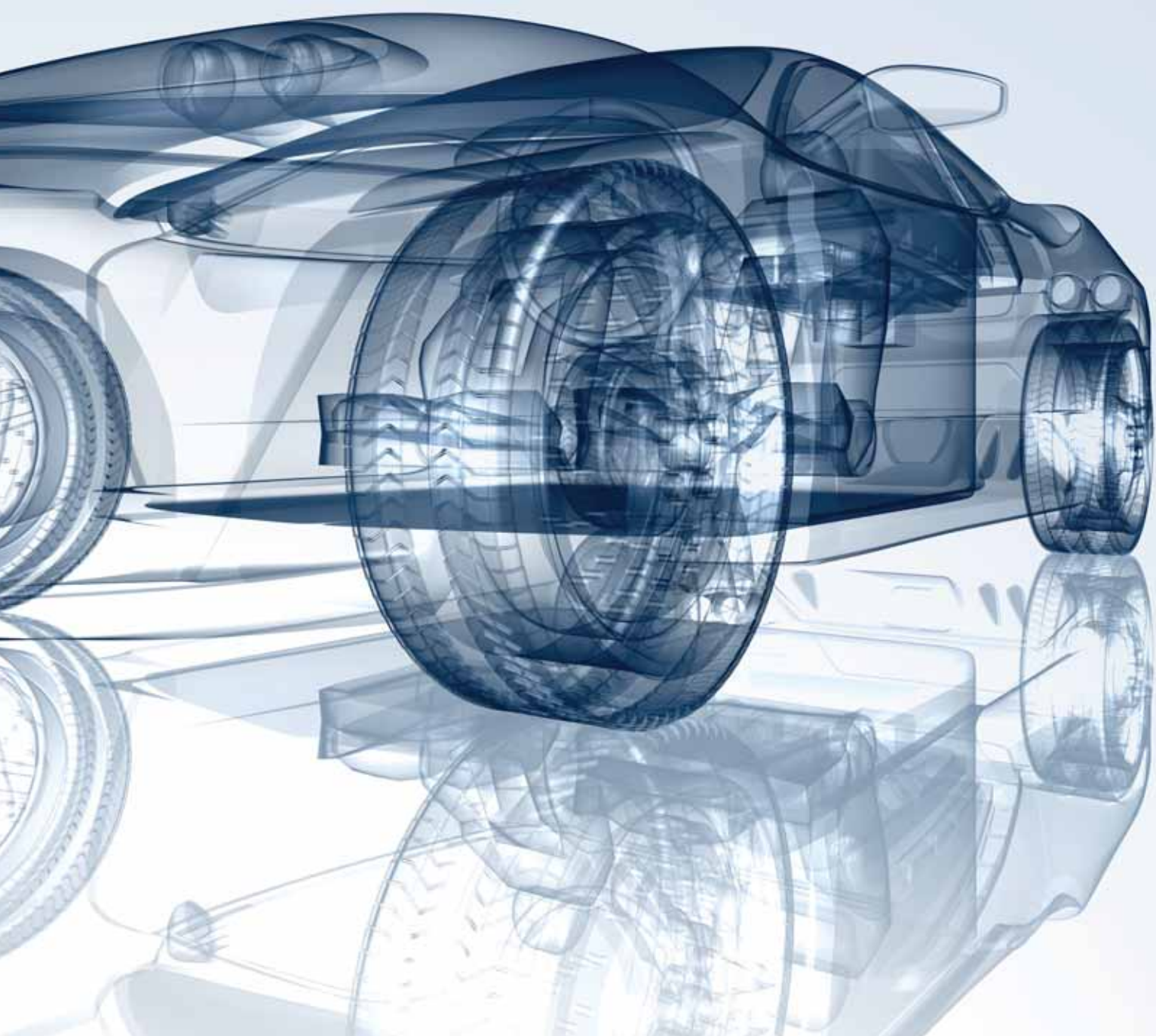
تستمر طلبات براءات الاختراع الصادرة عن الجامعات في الرفع من عدد طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي وذلك بمعدل نمو ملحوظ يُعادل 138% بالنسبة لسنة 2012. كما عرفت أنشطة الإيداع الصادرة عن المقاولات ارتفاعاً ملحوظاً قارب 88% مقارنة بسنة 2012.

أما بالنسبة لطلبات الاختراع التي تم إيداعها من طرف مراكز البحث، فقد سجلت نمواً بلغ 56% قياساً بالسنة الماضية.

توزيع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي حسب طبيعة المودع برسم سنة 2013



خلال سنة 2013، شكلت حصة طلبات براءات الاختراع المودعة من قبل الجامعات نسبة 44% من مجموع الطلبات من أصل مغربي، وينبغي الإشارة إلى أن عدد الطلبات المودعة من طرف الأشخاص الذاتيين (33%) تتجاوز بشكل كبير الطلبات المودعة من طرف المقاولات (16%) ومراكز البحث (8%).



براءات الاختراع

فيما يلي أهم مؤشرات الملكية الصناعية و التجارية خلال سنة 2013 :

براءات الاختراع	
1118	طلبات براءات الاختراع
315	طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي
54	الطلبات الدولية من أصل مغربي وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات PCT

العلامات التجارية	
11702	طلبات تسجيل العلامات التجارية
6003	الطلبات من أصل مغربي
48	الطلبات الدولية من أصل مغربي وفقاً لنظام مدريد

الأسماء التجارية	
61863	نوايا إنشاء المقاولات [الشهادات السلبية]
53936	الأشخاص المعنويون
7927	الشعارات

الرسوم والنماذج الصناعية	
1271	طلبات إيداع الرسوم والنماذج الصناعية
801	طلبات من أصل مغربي

الخدمات عبر الأنترنت	
48452	مجموعة العمليات المنجزة عبر الأنترنت

56.33

مجموع الإيرادات [بملايين الدراهم]

أنشطة و أرقام

ميزت سنة 2013



- توفير دورات تكوينية عبر الانترنت.
- إعطاء الانطلاقة لدراسة حول تثمين نتائج البحوث.
- توقيع مذكرتي تعاون ثنائيتين مع المكتب الأوروبي للعلامات والرسوم والنماذج الصناعية (OHMI) المملكة العربية السعودية.
- تطوير إطار الملكية الصناعية.

فيما يخص هذا المنجز اتسمت سنة 2013 بأجازه مراحل متقدمة من أجل تطوير النظام الوطني. حيث تمت المصادقة على مشروع القانون بشأن حماية الملكية الصناعية من طرف مجلس الحكومة وتم تقديمه إلى البرلمان من أجل الدراسة. تهم أهداف هذا المشروع تطوير نظام براءات الاختراع و تدعيم النظام الوطني للعلامات والرسوم والنماذج الصناعية. ليرتقي بذلك النظام القانوني للملكية الصناعية إلى المعايير العالمية في هذا المجال.

على الصعيد الدولي . ترأس المغرب اللجنة الدائمة لحقوق العلامات التجارية بالمنظمة العالمية للملكية الفكرية. و استضاف أيضا المؤتمر الدبلوماسي الذي اعتمد معاهدة مراكز المعنوية بالأشخاص معافي البصر لتسهيل الولوج إلى المطبوعات و الأعمال المنشورة.

و أخيرا، لقد تمت مواكبة هذه التطورات عبر تعزيز الموارد البشرية للمكتب المغربي للملكية الصناعية و التجارية لتفوق لأول مرة 100 موظف.

فيما يتعلق بنتائج سنة 2013، فقد عرفت الملكية الصناعية و التجارية حصيلة إيجابية انعكست في مؤشرات التي عرفت معدل ارتفاع نسبته 5%، و جدير بالذكر أنه من بين أكثر المؤشرات تشجيعا نسبة إبداعات براءات الاختراع من أصل مغربي التي سجلت ارتفاعا بنسبة 60%، إلا أنه، لم يستنتج نفس النمط بالنسبة لخلق المقاولات التي ارتفعت نسبتها ب 1.7 % بوثيرة أقل من سنة 2012 (9%).

أصبحت الملكية الصناعية والتجارية تشكل اليوم، أكثر من أي وقت مضى عنصرا من أهم عناصر الاقتصاد . يتبين جليا هذا الدور الركائزي من خلال إصدار العديد من الدراسات الاقتصادية التي تحتوي على مؤشرات متعددة ومتعلقة بنظام الملكية الصناعية والتجارية وتعتمد في تقييم نمو الاقتصاد، وتأخذ هذه المؤشرات في عين الاعتبار عدة عوامل بدءا من المعطيات المؤسسية و البشرية . مستوى البحوث . البنية التحتية . تطوير السوق . النتائج التكنولوجية ومستوى الإبداع من أجل تقييم شمولي لبيئة الملكية الصناعية والتجارية.

و في هذا الصدد، تم إصدار آخر تقرير من طرف المنظمة العالمية للملكية الفكرية: «مؤشر الابتكار العالمي 2013» الذي سلط الضوء على مختلف مكونات الابتكار عبر جرد 84 مؤشرا، حسب هذا التقرير، يحتل المغرب المركز 92 من أصل 142 بلدا، و بالرغم من عدم توفر أو تخين بعض البيانات فان هذا التصنيف يعكس بشكل شمولي حالة الابتكار في المغرب و يبرز بعض نقاط قوة نظام الملكية الصناعية ليحتل بذلك المغرب المرتبة الخامسة فيما يخص إبداعات العلامات التجارية للمقيمين.

يبين أيضا هذا الترتيب الأهمية من إحداث استراتيجيات وطنية في مجال الملكية الصناعية و التجارية، وذلك من أجل تعزيز نقاط القوة و تأهيل نقاط الضعف، ومن هذا المنطلق، قام المغرب منذ أكثر من عقد باتباع خطط للتنمية ، وقد وضع المكتب المغربي للملكية الصناعية و التجارية في هذا الإطار، سنة 2011، منظورا استراتيجيا للملكية الصناعية في أفق 2015.

خلال سنة 2013، وهو العام الثالث منذ وضع الرؤية الإستراتيجية 2015، تم تحقيق العديد من الإنجازات في مجال الملكية الصناعية و التجارية، و يتعلق الأمر ب :

- تبسيط إجراءات منح الاسم التجاري .

27	 التعديلات
27	 مركزة الوثائق القانونية
29	 الأنشطة المرتبطة بالتطوير والتكوين والخدمات المعلوماتية
30	 ا. البيئة القانونية
30	 ا. الأنشطة المرتبطة بالابتكار
30	 1. الأنشطة المرتبطة بشبكة مراكز المعلومات التكنولوجية (TISC)
31	 2. الأنشطة مع الجامعات ومراكز البحث والتكتلات المهنية
32	 ا. أنشطة الترويج
32	 1. إشعاع العلامات MOROCCO AWARDS
32	 2. مبتكر
33	 3. ندوات ومعارض
34	 4. التشخيص القبلي للملكية الصناعية
35	 5. التعاون على المستوى الدولي
36	 6. مراكز الخدمات
37	 ا. أنشطة الأكاديمية المغربية للملكية الفكرية والتجارية (AMAPIC)
38	 ا. الخدمات المعلوماتية [الخدمات عبر الأنترنت]
39	 ا. تطور المنظومة المعلوماتية
40	 ا. أنشطة اللجنة الوطنية للملكية الصناعية ومحاربة التزيف
41	 الموارد والبنيات التحتية
42	 ا. الموارد البشرية
42	 ا. الموارد المالية
43	 ا. تدقيق الحسابات
44	 ا. مجلس الإدارة

18	ب. التوزيع حسب الأصناف المعينة
19	ت. تطور التعيينات اللاحقة
19	ج. تطور عمليات التجديد
19	ب. المغرب بلد معين
19	أ. تطور طلبات التسجيل
19	ب. تطور التعيينات اللاحقة
19	ت. تطور عمليات التجديد
20	II. التعرضات
20	1. تطور التعرضات
20	2. القرارات الصادرة عن المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية
20	III. الرسوم والنماذج الصناعية
20	1. الإيداع وفقاً للمساطر الوطنية والدولية
20	أ. طلبات التسجيل
20	أ. تطور الإيداعات
20	ب. التوزيع حسب الجهات
21	ت. التوزيع حسب بلد المودعين الأجانب [على المستوى الوطني + الدولي]
21	ب. التجديدات
21	2. الإيداع وفقاً للمسطرة الدولية
21	أ. طلبات التسجيل
21	ب. التجديدات
22	IV. البيانات الجغرافية وتسميات المنشأ
22	V. الأسماء التجارية المرتبطة بنوايا إنشاء المقاولات
22	1. تطور نوايا خلق المقاولات
22	2. التوزيع حسب الشكل القانوني
22	3. التوزيع حسب القطاعات
23	السجل التجاري المركزي
24	المقاولات [الأشخاص المعنويين]
24	A. إنشاء المقاولات
24	أ. التوزيع حسب الجهات
24	ب. التوزيع حسب الشكل القانوني
24	ت. التوزيع حسب القطاعات
25	ج. توزيع خلق المقاولات الحديثة حسب القطاعات والأنشطة المزاولة
25	II. التعديلات
26	المقاولات [الأشخاص الذاتيون]
26	A. إنشاء المقاولات
26	أ. التوزيع حسب الجهات
26	ب. التوزيع حسب القطاعات
27	ت. توزيع خلق المقاولات الحديثة للأشخاص الذاتيين حسب المناطق وقطاعات الأنشطة

فهرس



06 أنشطة وأرقام ميزت سنة 2013

09 براءات الاختراع

10 ا. أنشطة الإيداع

- 10 1. إيداع طلبات براءات الاختراع
- 10 2. إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل مغربي
- 11 3. إيداع طلبات براءات الاختراع من أصل أجنبي
- 11 أ. خليل إيداع طلبات البراءات من أصل أجنبي وفقاً لمساطر الإيداع
- 11 ب. تطور إيداعات براءات الاختراع من أصل أجنبي بالنسبة للمودعين العشرة الرئيسيين برسم سنة 2013
- 12 4. توزيع إيداع براءات الاختراع من أصل مغربي حسب المجال التكنولوجي
- 12 5. الإيداع الدولي لطلبات براءات الاختراع من أصل مغربي وفقاً للمعاهدة الدولية بشأن البراءات (PCT)
- 13 6. العمليات اللاحقة

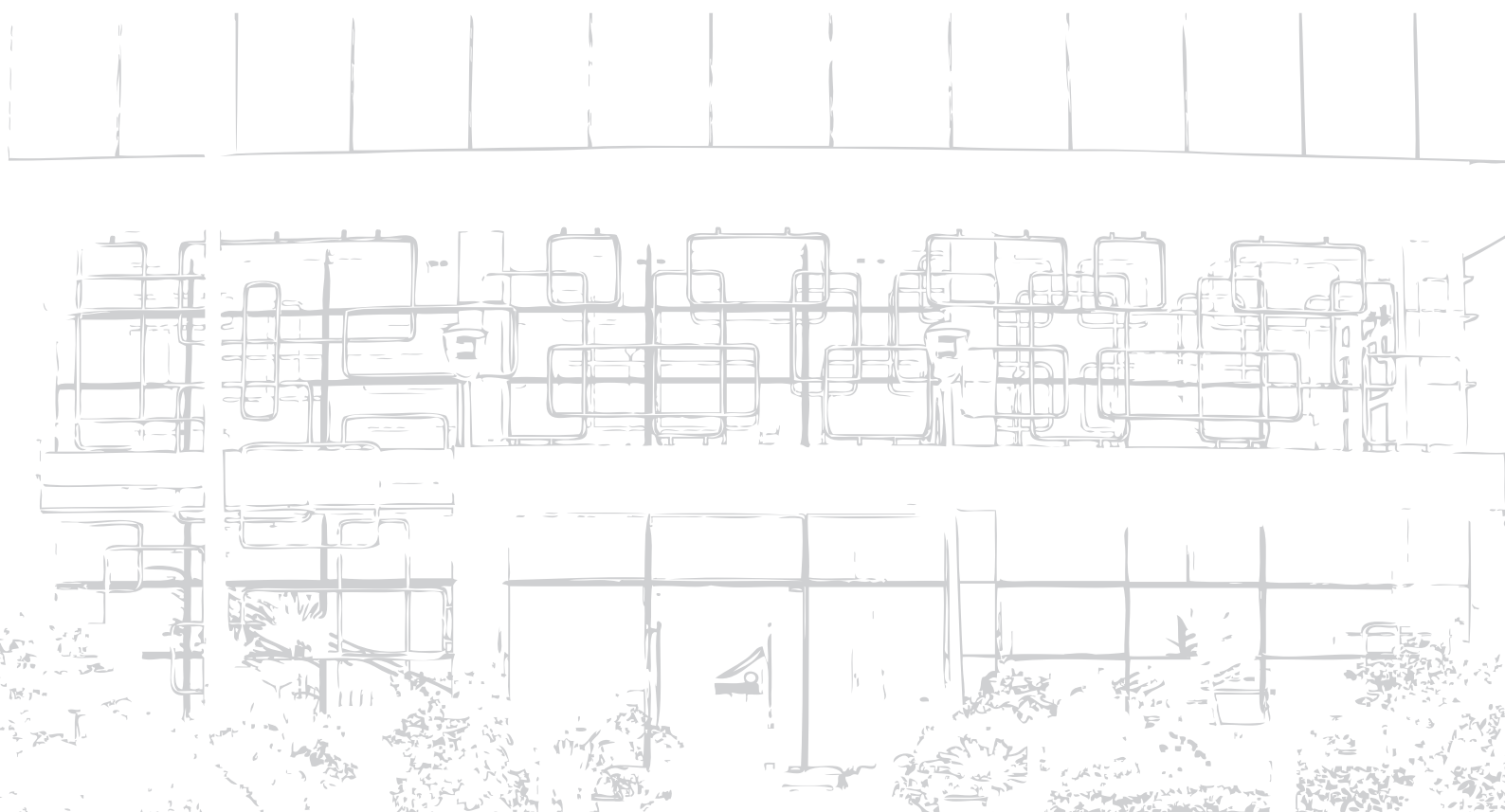
13 ا. تقرير البحث والرأي المكتوب بخصوص قابلية استصدار براءات الاختراع

15 العلامات المميزة

16 ا. العلامات التجارية

- 16 1. الإيداع وفقاً للمساطر الوطنية والدولية
- 16 أ. طلبات التسجيل
- 16 أ. تطور الإيداعات
- 16 ب. التوزيع حسب طبيعة المودعين (وفقاً للمساطر الوطنية)
- 16 ت. التوزيع حسب أصناف العلامات التجارية
- 17 ج. التوزيع الجهوي لطلبات العلامات من أصل مغربي
- 17 د. الأصناف العشرة الأولى للمنتوجات والخدمات المعنية بإيداع الطلبات من أصل مغربي
- 17 و. البلدان العشرة الأولى لمودعي طلبات العلامات التجارية من أصل أجنبي (وفقاً للمساطر الوطنية والدولية)
- 17 ب. تجديد العلامات
- 17 أ. تطور تجديد العلامات
- 18 ب. التوزيع حسب مصدر الإيداع
- 18 ت. الأصناف العشرة الأولى المعنية بطلبات تجديد العلامات من أصل مغربي
- 18 2. الإيداع وفقاً للمساطر الدولية
- 18 أ. المغرب (بلد المنشأ)
- 18 أ. تطور طلبات التسجيل

التقرير السنوي 2013





طريق النواصر 114 - كلم 9.500
8072 البيضاء - الوازيس - الدار البيضاء
www.ompic.ma

المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية



2013 التقرير السنوي

